

MOZAMBIQUE : Armed group attacks civilians --- Over 180 people trapped in hotel | **BENIN** : Restitution de biens culturels - une délégation française à Cotonou | **MALI** : L'ONU appelle à une «enquête indépendante» sur le meurtre de 19 civils lors d'un raid français | **COTE D'IVOIRE** : la CPI confirme l'acquittement de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé | **USA** : **US receives \$335M from Sudan in victim compensation** --- Crise du barrage de la Renaissance: une délégation américaine en tournée en Afrique | **SUDAN** : Sudan, Egypt air forces hold new combat drills | **EGYPTE** : Al-Sissi discute avec Macron des développements en Libye et de la crise du barrage de la Renaissance | **NIGER** : Tentative de coup d'État au Niger - l'UA condamne | **SENEGAL** : Violentes manifestations : Macky Sall appelle au calme — Les Sénégalais manifestent pour soutenir le chef de l'opposition Ousmane Sonko | **CONGO BRAZAVILLE** : Congo's Sassou Nguesso re-elected president.



SOURCES : caraibcreolenews.com ; aa.com.tr ; sudantribune.com ; middleeastmonitor.com ; thesouthafrican.com ; malawi24.com ; africa.cgtn.com / Reuters ; news.un.org

COTE D'IVOIRE : la CPI confirme l'acquittement de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé

BURUNDI : Visite officielle de S.E NDAYISHIMIYE (Général Major) en EGYPTE | Entretien entre S.E. NDAYISHIMIYE (Général Major) et S.E. XI JINPING | GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 : CVR – 11.001 corps de victimes trouvées à GITEGA et KARUSI

RDC : DR Congo likely to declare end of 12th Ebola outbreak | RDC : ouverture d'un dialogue à KINSHASA 29/03/2021 pour résoudre le conflit intercommunautaire au Sud-Kivu (Babembe, Babuyi, Bafuliru, Banyamulenge, Banyindu, Barundi et Bavira) | La CPI confirme en appel la peine de 30 ans de prison de l'ancien chef de guerre congolais Bosco Ntaganda (RWANDA).

CONGO BRAZAVILLE : Congo's Sassou Nguesso re-elected president

TANZANIE : African leaders pay last respects to late Magufuli

CHINE : Chinese companies ship 260M vaccines to 55 countries

SUDAN : Sudan, Egypt air forces hold new combat drills | Sudan calls for U.S. pressures on Ethiopia over GERD filling

USA : US receives \$335M from Sudan in victim compensation

EGYPTE : Al-Sissi discute avec Macron des développements en Libye et de la crise du barrage de la Renaissance

SOUTH AFRICA : Economic growth to hit 2,6% in South Africa – World Bank

MOZAMBIQUE : Armed group attacks civilians in Mozambique: Over 180 people trapped in hotel | Mozambique Attack -SANDF troops sent in to 'secure safety' – Ramaphosa | Total shuts down gas plant after Mozambique jihadist attacks

NIGER : le nouveau président Bazoum Mohamed a prêté serment | Tentative de coup d'État au Niger - l'UA condamne

ZAMBIA : Mnangagwa builds classroom blocks for school in Zambia

SOMALIE : Somali Army claims victory in attack by Al-Shabaab militants

TCHAD : Présidentielle - l'opposition s'active pour un boycott du scrutin

MALI : L'ONU appelle à une «enquête indépendante» sur le meurtre de 19 civils lors d'un raid français

SENEGAL : Violentes manifestations : Macky Sall appelle au calme --- Demande d'avenir et de justice d'une jeunesse en rupture avec l'élite* --- Liberté provisoire pour des soutiens d'Ousmane Sonko

BENIN : Démarrage de la campagne électorale pour la présidentielle du 11 avril

BURKINA FASO : Six morts dans une attaque armée au nord du pays

CONGO BRAZAVILLE : Congo's Sassou Nguesso re-elected president

***** DIASPORA *****

HAÏTI :

Haïti - USA : Le Conseil de Sécurité de l'ONU vivement préoccupé par le situation au pays

<https://www.haitilibre.com/article-33386-haiti-usa-le-conseil-de-securite-de-l-onu-vivement-preoccupe-par-le-situation-au-pays.html>

Déclaration de l'Ambassadrice américaine Linda Thomas-Greenfield, Présidente a.i. du Conseil de sécurité (mars 2021) de l'Organisation des Nations Unies (ONU)

« [...]

Le Conseil de sécurité se déclare vivement préoccupé par les crises prolongées que traverse Haïti sur les plans politique, constitutionnel et humanitaire et sur celui de la sécurité et, rappelant ses résolutions 2547 (2020) et 2476 (2019), souligne que c'est au Gouvernement haïtien qu'il incombe au premier chef de s'attaquer aux facteurs d'instabilité sous-jacents.

Le Conseil rappelle que la volonté démocratique du peuple haïtien doit être respectée et souligne que des questions essentielles de sécurité, de transparence et de logistique doivent être réglées dans la perspective des processus électoraux à venir. Il réaffirme qu'il faut organiser de toute urgence les élections législatives libres, justes, transparentes et crédibles attendues depuis octobre 2019. Il demande instamment que soient menés tous les préparatifs nécessaires à la tenue d'une élection présidentielle libre, juste, transparente et crédible en 2021. Il exhorte tous les acteurs politiques du pays à mettre leurs divergences de côté dans l'intérêt du peuple haïtien, à collaborer de manière constructive afin que les élections puissent être organisées et à faire en sorte que celles-ci se déroulent dans un climat apaisé, et demande à la communauté internationale de soutenir Haïti à cet égard.

Le Conseil souligne toute l'importance que revêtent l'indépendance de la justice et l'égalité participation des femmes et de tous les Haïtiens, notamment des jeunes, des personnes en situation de handicap et de la Société Civile, aux processus politiques nationaux, auxquels ils doivent être pleinement et véritablement associés.

Le Conseil souligne qu'il faut renforcer l'État de droit et exhorte le Gouvernement haïtien à intensifier ses efforts de lutte contre la corruption et à veiller à ce que ceux qui les mènent rendent compte de leur action et le fassent en toute transparence.

Le Conseil affirme vigoureusement que les autorités haïtiennes doivent opposer d'urgence une réponse coordonnée pour montrer qu'elles sont déterminées à remédier à la détérioration des conditions de sécurité dans le pays, notamment aux activités illicites des bandes armées et à l'augmentation des enlèvements, des homicides et des viols. Il demande que les autorités dotent la Police nationale d'Haïti de ressources adéquates, adoptent une stratégie pérenne et viable propre à éliminer les causes profondes de la violence en bande organisée et prennent des mesures concrètes pour lutter contre la violence persistante [...]

Le Conseil prend note avec préoccupation des violations des droits humains internationaux et atteintes à ces droits, notamment des cas présumés d'emploi de la force létale contre des manifestants, ainsi que des arrestations et détentions arbitraires qui auraient cours dans le pays. Il

demande au Gouvernement haïtien de respecter la liberté d'expression et la liberté d'association, et à l'Inspecteur général de la Police nationale d'Haïti de mener une enquête approfondie sur les faits signalés.

Le Conseil souligne qu'il faut d'urgence que les auteurs de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits répondent de leurs actes et demande au Gouvernement haïtien de prendre immédiatement des mesures pour mettre fin à leur impunité, en particulier en ce qui concerne les affaires emblématiques dont il est question dans le plus récent rapport du Secrétaire général, dont celles de Grande Ravine (2017), La Saline (2018) et Bel-Air (2019), ainsi que l'assassinat du bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me. Dorval (2020). Il exhorte en outre le Gouvernement haïtien à mettre fin à la pratique de la détention provisoire prolongée.

Le Conseil se déclare préoccupé par la situation humanitaire en Haïti, constatant en particulier que l'insécurité alimentaire et la malnutrition déjà croissantes ont été aggravées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019, et souligne qu'il importe d'accorder plus d'attention à cette question et aux besoins de développement en Haïti, de renforcer l'appui apporté à Haïti à cet égard, et de redoubler d'efforts en faveur de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Conseil est conscient du rôle important que jouent les pays voisins et les organisations régionales telles que la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation des États Américains (OEA) et souligne qu'il importe de mener une action cohérente, coordonnée et plus intense, engage ces pays et organisations à continuer de se mobiliser pour Haïti et, à cet égard, il se félicite que la CARICOM ait décidé d'envoyer sur le terrain une mission d'établissement des faits à l'appui des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil réaffirme son soutien au peuple haïtien et souligne qu'il importe que la communauté internationale continue de soutenir le pays dans les efforts qu'il fait pour remédier à ses problèmes pressants et créer les conditions propices à la tenue d'élections pacifiques et démocratiques. » HL/ HaïtiLibre

Haïti - RD : Une coalition dominicaine condamne l'ingérence de l'ONU et de l'OEA en Haïti

<https://www.haitilibre.com/article-33371-haiti-rd-une-coalition-dominicaine-condamne-l-ingerence-de-l-onu-et-de-l-oea-en-haiti.html>

Dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale de solidarité avec Haïti (29 mars 2021), une coalition d'organisations politiques et de la Société Civile de la République Dominicaine a condamné devant les bureaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans le District National, l'ingérence de cette organisation et celle de l'OEA dans la Nation sœur voisine et ont exigé de laisser les haïtiens décider eux-mêmes de leur avenir.

« Nous condamnons l'ingérence des Nations Unies dans les affaires intérieures de la République d'Haïti, qui viole les principes les plus élémentaires du droit international et de son autodétermination, qui se manifeste par des positions colonialistes inadmissibles et des actions interventionnistes » a déclaré la coalition.

La Coalition considère que ces organes entendent imposer une réforme constitutionnelle adaptée au dirigeant actuel, ignorant les revendications populaires et celles de certains secteurs politique qui proposent un Gouvernement de transition démocratique sans tutelle extérieure.

GUADELOUPE :

La question du transport terrestre de passager en Guadeloupe en passe d'être résolue

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/la-question-du-transport-terrestre-de-passager-en-guadeloupe-en-passe-d-etre-resolue-973354.html>

Ce mercredi matin lors d'une CTAP à l'initiative du Conseil Régional, les élus ont jeté les bases d'une nouvelle autorité unique de la mobilité en Guadeloupe. L'objectif est de doter la Guadeloupe d'un service public de transport moderne et performant.

E. Rayapin et R. Lami • Publié le 31 mars 2021 à 18h04, mis à jour le 31 mars 2021 à 18h23

S'il y a un dossier en souffrance en Guadeloupe c'est bien celui du transport public. Depuis 2015, c'est la Région qui est compétente en matière de transport inter-agglomération et les EPCI pour les déplacements urbains.

Conférence Territoriale de l'Action Publique

Ce mercredi, au cours de la Conférence Territoriale de l'Action Publique, la collectivité régionale a donc ouvert le chantier de la création d'une autorité unique de la mobilité en Guadeloupe, qui passe par l'élargissement du périmètre du Syndicat Mixte des Transports qui est un modèle de réussite

Ary Chalus, Président de la Région Guadeloupe

Le SMT qui gère les bus KARULIS a donc été choisi. De fait, il lui revient maintenant d'amplifier son champ d'action pour desservir l'ensemble du territoire d'ici la fin l'année

Georges Daubin, président du SMT

Le Conseil Départemental également compétent sur le réseau routier, garde un regard social sur le service public du transport

Manuelle Avril, Vice présidente du Conseil Départemental

En attendant, avant la fin de ce 1er semestre, tous les membres des collectivités majeures et EPCI vont piloter la préfiguration de la nouvelle entité. Suivront les délibérations et la convocation de la CDCI pour concrétiser cette autorité unique de mobilité en Guadeloupe qui fait déjà l'unanimité des élus.

CTAP, 31 MARS 2021

Réagissant à cette décision de la CTAP, Hilaire Brudey le premier secrétaire de la fédération guadeloupéenne du Parti Socialiste a déclaré :

« Il aura donc fallu attendre plus de 4 longues années pour que la Région se rappelle qu'elle est compétente depuis le 1er janvier 2017 en matière d'organisation générale des transports et en matière de transport interurbain, selon la loi NOTRÉ. »

MARTINIQUE :

Les hypermarchés de Martinique fermeront leurs portes à 18 h 30 pour respecter le couvre-feu

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/les-hypermarches-de-martinique-fermeront-leurs-portes-a-18-h-30-pour-respecter-le-couvre-feu-973255.html>

Couvre-feu oblige, les hypermarchés fermeront leurs portes à 18 h 30 à partir de demain (1er avril 2021), jusqu'au 19 avril 2021. La situation sanitaire s'est aggravée en Martinique avec 594 nouveaux cas de Covid-19 entre le 22 et le 28 mars 2021 et le service réanimation du CHUM est saturé.

Martinique la1ère • Publié le 31 mars 2021 à 17h13

Face à l'augmentation des cas de Covid-19, le préfet de Martinique a décidé (mardi 30 mars 2021) d'avancer l'heure du couvre-feu et de le prolonger jusqu'au 19 avril 2021 pour essayer d'endiguer la contamination de la population par la Covid-19 et plus particulièrement par le variant anglais.

Pour respecter ces horaires, les directions des hypermarchés ont pris la décision de fermer leurs portes à 18 h 30 à partir de demain, jeudi 1er avril 2021.

Une amende de 135 € et jusqu'à 3750 € en cas de récidive

→ À partir de ce jeudi 1er avril 2021, le couvre-feu prend effet à 19h00 et jusqu'à 5h00.

L'objectif de ce couvre-feu est de limiter les rassemblements durant lesquels les mesures barrières sont moins bien appliquées et où le virus circule rapidement tout en limitant l'impact sur l'économie déjà mise à rude épreuve par l'épidémie.

Les sorties et déplacements sans attestations dérogatoires seront interdits de 22h00 à 5h00, sous peine d'une amende de 135 € et jusqu'à 3750 € en cas de récidive.

→ Fermeture des établissements recevant du public qui ont une activité de restauration dans les centres commerciaux. La consommation d'aliments ou de boissons dans les centres commerciaux est interdite.

Une contrainte qui sera peut-être revue par la préfecture si le nombre de personnes contaminées par le virus diminue d'ici au 19 avril 2021.

CARAÏBES :

Plus de 500 migrants dont des ressortissants des Caraïbes, détenus au Nicaragua puis refoulés ailleurs

<https://reznodwes.com/2021/04/01/plus-de-500-migrants-dont-des-ressortissants-des-caraibes-detenus-au-nicaragua-puis-refoules-ailleurs/>

Jeudi, 1er avril 2021 ((reznodwes.com))–L'armée nicaraguayenne a détenu et renvoyé dans leur pays d'origine 528 migrants illégaux du 10 au 30 mars, a indiqué jeudi l'institution militaire dans un communiqué de presse.

Ces personnes originaires d'États d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud, des Caraïbes, d'Europe et d'Amérique centrale sont entrées dans le pays par des points non autorisés à la frontière sud avec le Costa Rica, où elles ont été refoulées, selon le texte.

Les troupes du détachement militaire du Sud et du quatrième commandement militaire régional qui ont participé aux opérations, a précisé le communiqué, ont respecté les mesures de protection ordonnées par le ministère de la Santé pour prévenir l'infection par le Covid-19.

Le 10 mars, l'institut armé a fait état de 1 166 migrants illégaux détenus depuis le début de l'année. Ces missions de détention et de retour des migrants dans leur pays d'origine font partie de la stratégie connue sous le nom de « mur de confinement », par laquelle l'armée, la marine et la police nationale luttent contre le trafic international de drogue, la traite des êtres humains et le crime organisé.

VENEZUELA :

Venezuela strengthens relationship with Russia

<https://www.aa.com.tr/en/americas/venezuela-strengthens-relationship-with-russia/2194688>

Two nations signed cooperation agreements in areas of health, education, energy, food, and security
Jorge Jraissati | 01.04.2021 CARACAS, Venezuela

Venezuela's President Nicolas Maduro declared Wednesday that the agreements signed by Venezuela and Russia in multiple sectors demonstrate the great relationship of cooperation that exists between the two nations.

"We are demonstrating the great strength of the comprehensive, working and cooperative relations that exist between Russia and Venezuela. This extraordinary trajectory has been consolidated through these years in Revolution," Maduro said.

Maduro's comments refer to the cooperation agreements that Russia and Venezuela signed on Tuesday evening in the areas of health, finance, education, energy, food and security.

These agreements entail the beginning of a new 10-year joint agenda of cooperation between the two nations which Maduro called "Agenda 2021-2031."

In the area of health, for instance, Venezuela received 50,000 doses of EpiVacCorona, the second vaccine developed by Russian scientists after Sputnik V.

Maduro praised Russia for producing a new vaccine that is "100% effective and powerful" in combating the virus.

The Venezuelan president added that the laboratory that produces and distributes the new vaccine is the same Russian laboratory that produces insulin for Venezuela.

Venezuela has already received 200,000 doses of the Sputnik V vaccine.

In the area of economics, Maduro highlighted that Russia and Venezuela will keep working closely in the energy sector.

"The founding and consolidation of OPEC+ is another great achievement of the alliance between Russia and Venezuela," Maduro added.

The president stressed the role that the OPEC+ alliance has played in stabilizing oil prices after they plummeted in 2020 because of the global coronavirus pandemic.

On Russia's part, Deputy Prime Minister Yuri Borisov declared that the two countries are working to increase their trade and highlighted that Russian and Venezuelan relations are an example of how the economic sanctions imposed by the US can be "counteracted."

Venezuelan government, opposition reach vaccine deal

<https://www.aa.com.tr/en/americas/venezuelan-government-opposition-reach-vaccine-deal/2182193>

\$30M in offshore funds frozen by US sanctions will be used to pay for vaccines

Jorge Jraissati | 20.03.2021 - CARACAS, Venezuela About \$30 million of Venezuela's offshore funds that have been frozen because of US sanctions will be used to pay for coronavirus vaccines to treat Venezuelans, the government said on Friday.

The announcement came after an unprecedented deal was reached between the government and the opposition.

The vaccines will arrive in coming months through the World Health Organization's COVAX Facility, according to the opposition.

The Pan American Health Organization and UNICEF will be in charge of the distribution of the vaccines.

Neither side said what specific vaccine the World Health Organization will send to Venezuela but it is expected that \$18 million will be used for the first shipment and the remaining \$12 million will be spent on cold chain equipment to preserve the vaccine.

Venezuela has received 200,000 doses of the Russian Sputnik V vaccine, as well as 500,000 Sinopharm shots from China. Both efforts were led by the Nicolas Maduro administration.

Compared to other countries, the number of cases in Venezuela has been low, with the Ministry of Health reporting 150,000 infections and 1,500 deaths.

But the number of cases has been rapidly increasing in the last month, which is a worrying situation given the state of Venezuela's health care system.

AMERIQUE LATINE :

CUBA :

Cuban health workers help Mozambique fight COVID-19

<https://www.aa.com.tr/en/africa/cuban-health-workers-help-mozambique-fight-covid-19/2179234>

East African country records nearly 65,000 virus cases, 732 deaths

Hassan Isilow | 17.03.2021 ---- JOHANNESBURG Another 39 Cuban healthcare workers have arrived in Mozambique to help bolster treatment at COVID-19 isolation centers in the country, a top official said.

On Tuesday, local newspaper Noticias quoted the Health Ministry official, Zacarias Zindonga, saying his country had health cooperation agreements with Cuba.

The countries cooperate in the promotion of health education and research.

Zindonga said the government had requested the 39 Cuban health workers who will now join 14 others who arrived in the East African country in January.

The Cuban ambassador to Mozambique, Pavel Diaz Hernandez, said the health workers had arrived at a critical time in the country when more than 2.6 million people worldwide have died from the virus, and 120 million are infected.

Mozambique has confirmed 64,929 virus cases so far, with 732 deaths and over 50,000 recoveries.

Biden administration to review Cuba terror blacklisting

<https://www.aa.com.tr/en/americas/biden-administration-to-review-cuba-terror-blacklisting/2170373>

US president not focused on revamping Cuba policy but designation made under former President Donald Trump to be reviewed

Michael Gabriel Hernandez | 09.03.2021 ---- WASHINGTON The US is "committed" to reviewing a decision made in the waning days of the Trump administration to label Cuba a state sponsor of terrorism, the White House said Tuesday.

Spokeswoman Jen Psaki told reporters that an overhaul of Washington's policy vis-a-vis Cuba "is not currently among President Biden's top priorities," but said the US is "committed to making human rights a core pillar of our US policy."

"And we're committed to carefully reviewing policy decisions made in the prior administration, including the decision to designate Cuba as a state sponsor of terrorism," she said.

Cuba is just one of four countries on the terrorism list alongside Iran, North Korea and Syria.

A little more than one week before he left office, former President Donald Trump moved to re-list Cuba as a state sponsor of terrorism in an action sharply decried by Cuban officials. Havana had been removed from the list in 2015 by former President Barack Obama amid what was then a rapprochement between the Cold War rivals.

Relations sharply soured during Trump's time in office as he moved to roll back much of the diplomatic opening brought about by his predecessor.

JAMAICA :

Jamaïque. Farewell. Bunny Wailer, dernière star-légende du Reggae est parti rejoindre Bob Marley et Peter Tosh...

<https://www.caraibcreolenews.com/index.php/focus/item/17936-jamaïque-farewell-bunny-wailer-derniere-star-legende-du-reggae-est-parti-rejoindre-bob-marley-et-peter-tosh>

Kingstown. Jeudi 4 mars 2021. CCN. Ils étaient tout juste 3 au début des années 60 à Trenchtown, un quartier très pauvre du sud de la capitale. Trois jeunes musiciens : Neville O'Riley Livingstone, devenu plus tard Bunny Wailer, Winston Mac Intosh surnommé plus tard Peter Tosh et Robert Nesta Marley dit Bob Marley qui se rencontrent et forment en 1963 « The Wailers ». Cette formation devient quelques années plus tard The Wailing Wailers, un groupe mythique et culte qui a porté le Reggae sur toute la planète. Pourtant en 1974 Bunny quitte les Wailers et Marley et décide de mener sa carrière en solo. Avant-hier, Bunny Wailer chanteur et percussionniste de Nyabingi 74 ans est décédé...

Bunny Wailer, cette légende du reggae j'ai eu l'immense bonheur de le rencontrer live lors de la « 1ère Conférence Régionale du CARICOM sur les Réparations » c'était à St Vincent.

Il avait performé lors d'un concert resté gravé dans toutes les mémoires... Inoubliable à jamais son interprétation magistrale de « cool runnings, » idem pour le final après plus d'une DSC 7978 heure d'un concert définitivement historique où je l'ai vu pétillant, bondissant malgré son grand âge... Il a alors quitté la scène avec « Dreamland » l'un de ses tubes.. Bunny Wailer, avait ce soir là déchainé la foule du Kingstown Stadium...

Le lendemain, il participait au Sommet Caribéen des Réparations aux côtés de l'actuel Prime Minister of St Vincent and Grenadines : le Dr Ralph Gonçalves.

A l'occasion du déjeuner officiel, j'ai eu la 2ème bonne surprise de ce voyage : rencontrer Bunny Wailer en personne, habillé comme à son habitude en Prince rastafarian.

Nous avons alors échangé quelques mots. il avoua ne pas (bien) situer la Guadeloupe, il m'a surtout parlé de la question des Réparations, en me disant que nous devons en tant qu' afro caribéens, nous battre aussi pour exiger du gouvernement babylonien français des Réparations. ».

Bunny Wailer, je n'oublierai pas. Qu'il repose en paix aux côtés Peter Tosh (mort en 1987), de Bob Marley (mort en 1981) et de tous ces grands noms du reggae jamaïcain qui ont marqué de leur empreinte musicale durant des décennies : Je pense à Jacob Miller (« Chapter a day ») Gregory Isaacs, (« House of the rising Sun ») U Roy (« Have Mercy ») Denis Brown (« Here I come ») tous partis, mais Burning Spear est encore là.

One love, Jah Rastafari

USA :

Russia Warns of Anti-White 'Aggression' in US

<https://www.themoscowtimes.com/2021/04/01/russia-warns-of-anti-white-aggression-in-us-a73446>

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov on Thursday warned that anti-white racism might be building in the United States and said that political correctness "taken to the extreme" would have lamentable consequences.

In an interview with political scientists broadcast on national television, Moscow's top diplomat said Russia had long supported a worldwide trend that "everyone wants to get rid of racism."

"We were pioneers of the movement promoting equal rights of people of any skin color," he said.

But Lavrov stressed it was important "not to switch to the other extreme which we saw during the 'BLM' (Black Lives Matter) events and the aggression against white people, white U.S. citizens."

Founded in the United States in 2013, Black Lives Matter is a movement which became a rallying cry after the killing by U.S. police of an unarmed black man, George Floyd, last May.

The movement has led to a major debate about race, rights of people of color and the toppling of statues of figures linked to slavery or colonization in countries including the United States and the United Kingdom.

Lavrov accused the United States of seeking to spread what he called "a cultural revolution" around the world.

"They have colossal possibilities for it," he said in the interview.

"Hollywood is now also changing its rules so that everything reflects the diversity of modern society," he said, calling that "a form of censorship."

"I've seen Black people play in Shakespeare's comedies. Only I don't know when there will be a white Othello," Lavrov said.

"You see this is absurd. Political correctness taken to the point of absurdity will not end well."

Texas sheriff fires seven officers after custody death of Black man

<https://www.reuters.com/article/us-global-race-usa-texas/texas-sheriff-fires-seven-officers-after-custody-death-of-black-man-nyt-idUSKBN2BP0EU>

The dismissal of the officers in Texas comes at time when the eyes of the United States are locked on Minneapolis, where former policeman ...

*** AFRIQUE DE L'EST ****

EAC :

Tanzania's Samia Suluhu Hassan can reinvigorate the EAC

<https://www.standardmedia.co.ke/ken-opalo/article/2001408329/tanzanias-suluhu-hassan-can-reinvigorate-the-eac>

By Ken Opalo | April 2nd 2021 ---- The presidency of Tanzania's Samia Suluhu Hassan (pictured) presents an exciting opportunity to reinvigorate the East African Community (EAC). With a population of more than 180 million people, EAC has enormous economic potential. It is also arguably Africa's most advanced regional economic bloc, with a well-institutionalised secretariat in Arusha, complete with legislative and judicial arms. Were it to be firing on all cylinders the EAC would be Africa's most important economic bloc. The lull in activity due to COVID-19 presents an opportunity to rethink the bloc's future, especially in light of the leadership transition in Tanzania. A synchronised regional agenda for post-COVID recovery has the potential to boost economic output at a much faster pace than if individual countries went their own way.

President Hassan's ascent to power is important because the bloc's success has historically hinged on the personal relationship between members' heads of state. In this regard, perhaps no other bilateral relationship is as important as that between Kenya and Tanzania. Since its founding, the ideological and economic competition between Kenya and Tanzania have defined the evolution of the EAC. It was the fallout between Jomo Kenyatta and Julius Nyerere that sank the original EAC in 1977.

It took more than two decades to mend relations and restart the EAC. Presently, close cooperation between Presidents Uhuru Kenyatta and Samia Hassan can be what it takes to take the region to the next level. On account of their combined population and economic output, Kenya and Tanzania are the de facto anchor countries of the EAC. The two countries are also the "gateway" to the region, the rest of the EAC's members being landlocked.

The challenges facing the EAC are multitude. Beyond differences in the handling of the Covid pandemic, there are questions related to trade agreements with third parties, the nature of continued future integration (especially with regard to labor mobility), cross-border trade in agriculture and natural gas, competition over transport corridors to the Great Lakes region, among other infrastructure investments.

How Kenya and Tanzania handle these issues will determine the EAC's future. For the sake of the over 180 million citizens of the Community, one hopes that all interested parties will see the wisdom in good-faith cooperation towards open borders to facilitate trade and other exchanges among our peoples.

Kenya is the offending party when it comes with trade agreements with third parties, having chosen to go it alone with trade negotiations with the United Kingdom and the United States. On its part, Tanzania has been the biggest obstacle on the question of deeper integration and cross-border trade. To compound matters, the two countries risk over-investing in transportation and logistics infrastructure as they compete to be the gateway to the wider Central African region.

If Kenya and Tanzania can find solutions to their bilateral sticking points, it is very likely that the rest of the region will follow along.

President Hassan is the ideal candidate to lead the quest for a more integrated region. Beyond the symbolism, she could also bring a different perspective to the bloc's relations and achieve very visible quick wins in terms of regional agreements in the early stages of her presidency.

In preparing for the post-pandemic recovery, policy makers must put everything on the table. To that end, stronger regional cooperation within the EAC should be a strong pillar of the recovery agenda.

BURUNDI :

BURUNDI / CHINE : Entretien entre S.E. NDAYISHIMIYE (Général Major) et S.E. XI JINPING

<https://burundi-agnews.org/diplomatie/burundi-entretien-entre-s-e-ndayishimiye-et-s-e-xi-jinping/>

DIPLOMATIE, GEOPOLITIQUE, GRANDS LACS AFRICAINS, AFRIQUE – BUJUMBURA (Palais NTARE RUTSHATSI HOUSE), Lundi 29 mars 2021 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, s’est entretenu par téléphone avec S.E. XI JINPING, Président de LA CHINE, 1ère puissance économique mondiale. Échangeant sur des sujets de défenses et d’intérêts mutuels d’ordre GÉOPOLITIQUE RÉGIONALE. Rassurant et s’engageant à renforcer leurs relations politiques et diplomatiques.

Les relations bilatérales entre LA CHINE et LE BURUNDI sont maintenues à un très haut niveau ces dernières années. Grâce à elles, par exemple, le BURUNDI vit une révolution agricole RIZICOLE. Permettant d’assurer une production agricole comblant les besoins alimentaires de tous les BURUNDI.

La CHINE a démarré avec L’AFRIQUE, LE PROJET DES ROUTES DE LA SOIE CHINOISE AFRICAINES. Boostant LES POLITIQUES SOCIO-ECONOMIQUES CHINOISES et AFRICAINES, dont celle DES BURUNDI.

Le BURUNDI, encouragé par la très bonne longue relation d’amitié avec LA CHINE, s’est dit prêt à contribuer à la réussite du prochain sommet du FORUM SUR LA COOPERATION SINO-AFRICAINE (FCSA).

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org> , Mardi 30 Mars 2021 | Photo :NTARE RUSHATSI HOUSE, AFP

BURUNDI : Investiture de S.E TOUADERA, Président de la CENTRAFRIQUE

<https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-investiture-de-s-e-touadera-president-de-la-centrafrique/>

GEOPOLITIQUE AFRIQUE, NÉOCOLONIALISME, AFRIQUE, PANAFRICANISME, DIPLOMATIE, DÉFENSE – BANGUI (CENTRAFRIQUE), Mardi 30 Mars 2021 – Reconnaissable par son ABACOST. Le PANAFRICAIN S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, participait aux cérémonies d’investiture de S.E TOUADERA Faustin Archange, Président de LA CENTRAFRIQUE. Réélu démocratiquement à la Magistrature Suprême lors de l’élection présidentielle de décembre 2020.

Le BURUNDI et La CENTRAFRIQUE sont des pays de L’UBUNTU [<https://burundi-agnews.org/UBUNTU>]

La CENTRAFRIQUE est un pays FCFA (Franc CFA). C’est à dire avec UNE POLITIQUE ECONOMIQUE CENTRAFRICAINE encore sous COLONISATION DE LA FRANCE. Alors que LA CENTRAFRIQUE est indépendante depuis 1960. S.E TOUADERA, Président PANAFRICAIN, tente de changer cette situation en s’appuyant sur L’AIDE DE LA RUSSIE, des PAYS PANAFRICAINS tel LE BURUNDI et ses VOISINS.

L’armée burundaise – La Force de Défense Nationale du BURUNDI – est en mission ONUSIENNE en CENTRAFRIQUE... La situation CENTRAFRICAINE démontre plus que jamais l’importance

en AFRIQUE de mettre en place son armée – L’AFRICAN STANDBY FORCE (ASF) – , initiée par FEU KHADAFI et FEU MANDELA, en vue de défendre les intérêts de L’AFRIQUE. DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org> , Mardi 30 Mars 2021 | Photo : Ntare Rushatsi House, MAECD.BI

BURUNDI : Visite officielle de S.E NDAYISHIMIYE (Général Major) en EGYPTE

<https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-visite-officielle-de-s-e-ndayishimiye-general-major-en-egypte/>

AFRIQUE, PANAFRICANISME, GEOPOLITIQUE AFRIQUE, DIPLOMATIE – HELIOPOLIS (EGYPTE), Du Mardi 23 au Vendredi 26 mars 2021 – Reconnaissable par son ABACOST. Le PANAFRICANISTE S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, avec à ses côtés S.E. NDAYUBAHA Angeline, Première Dame du BURUNDI, était en visite officielle en EGYPTE. Invité par S.E. AL-SISSI Abdel Fattah, Président de L’EGYPTE. Accompagné par toute une équipe ministérielle conduite par M. SHINGIRO Albert, l’excellent Ministre burundais des Affaires Étrangères... Signant 6 accords de coopération en regard de LA POLITIQUE SOCIO-ECONOMIQUE DES BARUNDI. Par la suite, réalisant de nombreuses visites d’infrastructures ...

Le BURUNDI et L’EGYPTE , territoires FRÈRES, sont liés depuis 30 millions d’années par LE FLEUVE NIL. Le BURUNDI abrite LA SOURCE DU NIL. Charriant au cours de L’HISTOIRE, depuis LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS, la philosophie de L’UBUNTU [<https://burundi-agnews.org/UBUNTU>] jusqu’en EGYPTE où on la retrouve à travers “LA MAAT”. LES ANOU, “ABANTU”, formant LE PREMIER ROYAUME (INGOMA) AU MONDE connu alors comme -KEMET-, nom de L’EGYPTE ANCIEN vers 3.200 avant notre ère. Utilisant, comme chez LES BARUNDI, par exemple pour -LA DYNASTIE DES BAGANWA – , L’ALLIANCE ENTRE LES IMIRYANGO [<https://burundi-agnews.org/imiryango/>], du SUD et du NORD, appelée “SEMATAWI” en EGYPTE, permettant LA RÉUNIFICATION TERRITORIALE, mettant en place LE PREMIER ETAT connu AU MONDE.

Le Général Major NDAYISHIMIYE, porteur d’UBUNTU, s’est entretenu avec le Maréchal AL-SISSI, porté par le passée PANAFRICANISTE de Feu NASSER Gamal Abdel. Géopolitiquement, évoquant ensemble LA POLITIQUE SOCIO-ÉCONOMIQUE PANAFRICAINNE. Il y a bien entendu LE PROJET SOCIO-ECONOMIQUE PROMETTEUR DE LA CHINE AVEC L’AFRIQUE, celui DES ROUTES DE LA SOIE en cours [<https://www.burundi-forum.org/covid-19/burundi-tanzanie-2-presidents-morts-de-maniere-suspecte-en-moins-d-1-an/>] dont SES BÉNÉFICES TECHNIQUES certains pour LA GESTION PANAFRICAINNE DES EAUX AFRICAINS, dont ceux du NIL.

BURUNDI / TANZANIE : 2 Présidents morts de manière suspecte en moins d’ 1 an

<https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-tanzanie-2-presidents-morts-de-maniere-suspecte-en-moins-d-1-an/>

PANAFRICANISME, DEFENSE, SECURITE, GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE – GITEGA, Lundi 29 Mars 2021 – Le BURUNDI était représenté le mardi 23 mars 2021 aux funérailles de FEU MAGUFULI en TANZANIE par S.E. BAZOMBANZA Prosper, dont le discours en Français et en Anglais (des langues coloniales) a été très apprécié. Mais, avec un très grand et immense regret car ce discours aurait dû être prononcé en

SWAHILI, langue PANAFRICAINNE par excellence, sur les terres de l'autre très regretté FEU MWALIMU NYERERE.

[https://www.youtube.com/watch?v=Ud_RsVt_9Rs]

La mort de Feu S.E NKURUNZIZA Pierre d'une crise cardiaque [1] avait été annoncée par des renseignements amis du BURUNDI, sans être précis [2], quelques mois auparavant.

En TANZANIE, depuis le mois de Janvier à Février 2021, une attaque sérieuse était perceptible avec le nombre de décès suspects de personnalités Tanzaniennes [3].

Les citoyens vivant de L'INDUSTRIE DES MULTINATIONALES deviennent de plus en plus des menaces potentiels nationales.

En 2015, les journalistes des media privés et les membres des ONGs de la société civile ont été les acteurs mis en avant lors de LA REVOLUTION DE COULEUR AU BURUNDI.

Aujourd'hui en 2021, avec le COVID, les citoyens (Pharmaciens, Médecins, Commerçants, Homme d'Affaires ...) liés à L'INDUSTRIE DES BIG PHARMA deviennent de plus en plus menaçants, en opérant dans L'OMBRE.

Sans négliger, d'un point de vue militaire, que, désormais, il faut prendre les précautions d'usage face à l'utilisation des armes bactériologiques [4].

Les ETATS, dont le services de renseignements burundais et tanzaniens, ont eu un sérieux manque de vigilance. Une déstabilisation sécuritaire généralisée de la région, notamment DES ROUTES DE LA SOIE CHINOISE EN AFRIQUE [5], sont en cours ... Comme le montre à travers la visite, le mois dernier, de LA PRESIDENTE D'ETHIOPIE au BURUNDI [6] où le pays est en proie d'une déstabilisation sécuritaire (une guerre). Dans la région DES GRANDS LACS AFRICAINS, avec les assassinats de ces 2 présidents, résolument engagés pour la sécurisation de ce projet, cela montre que LA ROUTE DU KATANGA (RDC CONGO) est dans le viseur, dont LA TANZANIE et LE BURUNDI [7].

Bref, le changement politique aux USA est à prendre très au sérieux. Une accélération de ce projet de déstabilisation régionale est entrain de se réaliser.

NOTES :

[1] Burundi : Le Président S.E. NKURUNZIZA n'est pas mort de COVID-19 | <https://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-le-president-s-e-nkurunziza-nest-pas-mort-de-covid-19/> — Burundi : Mort de Feu NKURUNZIZA, Protecteur de la route vers le KATANGA / RDC | <https://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-mort-de-feu-nkurunziza-la-route-vers-le-katanga-rdc/>

[2] Burundi / Luc MICHEL, géopoliticien PANAFRICAIN : Le danger est après les élections - RWASA | <https://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-luc-michel-geopoliticien-panafricain-le-danger-est-apres-les-elections-rwasa/>

[3] Zanzibar's first Vice President Maalim Seif Sharif Hamad has died — <https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/zanzibar-s-first-vice-president-maalim-seif-sharif-hamad-has-died-3294532> — | Death robs Tanzania of 10 prominent persons in February — <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/-death-robs-tanzania-of-10-prominent-persons-in-february-3301530> | Covid-19: le chef de l'OMS exhorte la Tanzanie à protéger sa population — <http://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2021/02/21/33608-covid-19-le-chef-de-loms-exhorte-la-tanzanie-proteger-sa-population-33608>

[4] Que sont les armes biologiques et toxiques? | <https://www.un.org/disarmement/fr/le-desarmement-a-geneve/convention-sur-les-armes-bacteriologiques-biologiques-ou-a-toxines/que-sont-les-armes-biologiques-et-toxiques/> — Progrès scientifiques et nouvelles armes biologiques | https://www.medecinesciences.org/en/articles/medsci/full_html/2006/03/medsci2006222p206/medsci2006222p206.html

[5] La déstabilisation du Burundi et le début des nouvelles routes chinoises en Afrique — <https://burundi-agnews.org/afrique/la-destabilisation-du-burundi-et-le-debut-des-nouvelles-routes-chinoises-en-afrique/>

[6] BURUNDI : Visite officielle de 2 jours de la Présidente d'ETHIOPIE — <https://burundi-agnews.org/diplomatie/burundi-visite-officielle-de-2-jours-de-la-presidente-dethiopie/>

[7] BURUNDI / DEFENSE : La RDC CONGO donne MINEMBWE aux BANYAMULENGE — <https://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-defense-la-rdc-congo-donne-minembwe-aux-banyamulenge/> | BURUNDI : LES PRÉDATEURS se préparent à la déstabilisation

— <https://burundi-agnews.org/daily-africa-news/burundi-les-predateurs-se-preparent-a-la-destabilisation/> | La FRANCE veut redynamiser la coopération militaire avec le BURUNDI —

<https://burundi-agnews.org/afrique/la-france-veut-redynamiser-la-cooperation-militaire-avec-le-burundi/>

KAMBARAGE NYERERE Julius (Source : ayong.fr)

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org> , Lundi 29 Mars 2021 | Photo :
PRESIDENCE.BI, ASSEMBLEE.BI, PREMIERMINISTRE.BI, CNDD-FDD

GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 : CVR – 11.001 corps de victimes trouvées à GITEGA et KARUSI

<https://burundi-agnews.org/afrique/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-de-1972-cvr-11-001-corps-de-victimes-trouvees-a-gitega-et-karusi/>

JUSTICE, HISTOIRE, COLONISATION, NEOCOLONIALISME, GENOCIDE, PANAFRICANISME, ECONOMIE, SECURITE – BUJUMBURA , Jeudi 25 mars 2021 – La Commission Vérité Réconciliation (CVR) du BURUNDI a informé qu'en province de GITEGA et KARUSI, elle avait trouvé à nos jours les ossements de 11.001 victimes HUTU BURUNDI [<https://burundi-agnews.org/HUTU>], morts lors du GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI en 1972. Présentant ce bilan macabre aux élèves de l'Université Espoir d'Afrique. Échangeant sur leurs méthodes d'enquêtes, d'investigations et d'exhumations des corps déjà réalisées.

Le BURUNDI a été victime en 1972 d' UN CRIME CONTRE L'HUMANITE de type NEOCOLONIAL : LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI (3EME PHASE DU GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI). Exécuté par LE REGIME DES ACTEURS NEOCOLONS HIMA BURUNDAIS [<https://burundi-agnews.org/HIMA>] du DICTATEUR HIMA MICOMBERO. Destiné à installer UNE ECONOMIE CAPITALISTE NEOCOLONIALE basée sur l'accaparement des RESSOURCES DES BURUNDI.

Dès 1959 [1], LES USA, LE VATICAN, LA BELGIQUE, et LA FRANCE s'étaient mis d'accord pour mettre fin au ROYAUME MILLENAIRE DES BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI [<https://burundi-agnews.org/histoire-du-burundi/>].

Ainsi, en juin 1960, les familles de COLONS BELGES au BURUNDI, dont les ancêtres (HOLLANDAIS, ESPAGNOLS, FRANCAIS, AMERICAINS, ...) s'étaient enrichis par la pratique de L'ESCLAVAGE aux Amériques, CRIME CONTRE L'HUMANITE, décidaient de renforcer leur mainmise sur L'ECONOMIE COLONIALE BURUNDAISE avant L'INDEPENDANCE en 1962, en créant LA BANQUE COMMERCIALE DU BURUNDI « BANCOSU »[2], puis, en 1964, LA BANQUE CENTRALE DU BURUNDI, soit LA BANQUE DU ROYAUME DU BURUNDI qui devenait en 1967 LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI. Inaugurant, de même, toujours en 1964, UNE UNIVERSITE (L'UNIVERSITE DU BURUNDI) pour former LEURS FUTURES GESTIONNAIRES NEOCOLONS ...

Avant LA COLONISATION, dans le système économique des BURUNDI [<https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-la-stratification-sociale-sous-ingoma-yuburundi/>], les HUTU ou BAHUTU étaient les gardiens HARMONIEUX des ressources des BURUNDI. En 1972, LES HUTU DU BURUNDI ont été massacrés, victimes de génocide, parce qu'ils détenaient LES

RESSOURCES DU BURUNDI. Véritables piliers de L'ECONOMIE TRADITIONNELLE AFRICAINE.

Similaires sur quelques points aux GENOCIDES DES AMERINDIENS, les assassinats des HUTU BARUNDI en 1972 permettaient aux anciennes familles de COLONS – EX ESCLAVAGISTES à pouvoir continuer, comme pendant LA COLONISATION, à s'accaparer sans entraves des ressources des BARUNDI, renforçant LE SYSTÈME CAPITALISTE qu'ils avaient créé au 17ème siècle chez eux.

Cette année, L'ETAT du BURUNDI se prépare à la reconnaissance du GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972. Depuis 1972, le BURUNDI peine à retrouver une économie HARMONIEUSE. LE BURUNDI réclame plus de 43 Milliards USD [3] de compensation financière pour LA COLONISATION...

[1] Burundi : Le 2ème Coup d'Etat Belge de 1959 a destitué Mwambutsa IV – <https://burundi-agnews.org/histoire/burundi-le-2eme-coup-detat-belge-de-1959-a-destitue-mwambutsa-iv/> . | Burundi : 1959 – Naissance des partis et de la Démocratie Occidentale – <https://burundi-agnews.org/histoire/burundi-1959-naissance-des-partis-et-de-la-democratie-occidentale/>

[2] La BANCOBU était détenue par ING Belgique (ex-BANQUE BRUXELLES LAMBERT : BBL)à concurrence de 49% jusqu'en 2004

[3] Colonisation: le Burundi réclame 43 milliards de dollars à la Belgique et à l'Allemagne | <https://www.lesoir.be/319081/article/2020-08-14/colonisation-le-burundi-reclame-43-milliards-de-dollars-la-belgique-et>

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org> , Vendredi 26 Mars 2021 | Photo : RTNB.BI

TANZANIE :

Tanzanie : prestation de serment de la nouvelle présidente Samia Suluhu Hassan

https://www.alwihdainfo.com/Tanzanie-prestation-de-serment-de-la-nouvelle-presidente-Samia-Suluhu-Hassan_a101547.html

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 19 Mars 2021 ----- Samia Suluhu Hassan est la nouvelle présidente de la Tanzanie, au lendemain du décès de John Magufuli. Elle a prêté serment ce vendredi 19 mars 2021 pour poursuivre le mandat jusqu'en 2025, et devient la première femme à prendre la tête du pays.

“Moi, Samia Suluhu Hassan, promets d’être honnête, d’obéir et de protéger la Constitution tanzanienne”, a-t-elle déclaré.

Mère de quatre enfants, Samia Suluhu Hassan était la première vice-présidente de l'histoire de la Tanzanie. Elle était la colistine de John Magufuli, arrivé au pouvoir en 2015.

Samia Suluhu Hassan est diplômée d’un master en développement économique communautaire de l’université libre de Tanzanie, à Dar es Salam et de l’université du Sud de New Hampshire, aux États-unis. Elle est née le 27 janvier 1960 à Zanzibar.

African leaders pay last respects to late Magufuli

<https://www.aa.com.tr/en/africa/african-leaders-pay-last-respects-to-late-magufuli/2184457>

Tanzanian President John Magufuli died last week at 61

Hassan Isilow | 22.03.2021 JOHANNESBURG Leaders from across the African continent Monday gathered in the Tanzanian city of Dodoma to pay their last respects to late President John Magufuli who died last week at 61.

The Tanzania government announced that he died from a “heart condition.”

“The family of nations of Africa is today mourning the passing of an esteemed leader of his people and a tireless champion of the cause of African progress,” South African President Cyril Ramaphosa said in his tribute at the funeral.

“With the death of President Magufuli, we have lost a true Pan-Africanist, a president who was unapologetic about being an African,” he said, adding Magufuli was not a great traveler, and he preferred to stay in his country and address problems faced by his fellow countrymen.

Ramaphosa also thanked Tanzania for the vital role it played in helping South Africa defeat apartheid.

Botswana’s President Mokgweetsi Maseke said Magufuli was a “great teacher,” comparing him to the country’s founding President Mwalim Julius Nyerere.

Speaking in Swahili language, Kenya’s President Uhuru Kenyatta paused for a few minutes to listen to the Adhaan – Muslims’ call to prayer – that echoed through the venue.

Addressing Magufuli's successor Samia Suluhu Hassan, he said: “My colleague, the road to leadership has been shown to you by our brother President Magufuli.”

Dressed in black hijab, Hassan thanked all the African leaders for coming to pay homage to Magufuli at a time when traveling is thought to be risky.

“It’s a difficult day in the history of Tanzania,” she said in Swahili.

She shrugged off critics who think a lady cannot govern a country. “To those who have doubts if a lady will manage to govern Tanzania – I want to assure you that the one standing here is a president.”

Hassan praised Magufuli for fighting corruption and striving to develop Tanzania. “We shall remember him for all the good he has done for our nation; we shall remember him forever for his contribution to this nation.”

Mozambique's President Filipe Nyusi, Zambia’s President Edgar Lungu, and President Felix Tshisekedi of the Democratic Republic of Congo (DRC) also attended the funeral.

No Easter celebrations in Tanzania as country mourns Magufuli

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/easter-celebration-tanzania-3345860>

Friday April 02 2021 By BEATRICE MATERU | While Christians around the world look forward to celebrating Easter on Sunday, April 4, the Tanzanian Police Force has said it does not expect to see celebrations as in previous years.

“But it is our hope [that] Easter mass will be conducted peacefully,” a statement released Thursday said.

The country is currently observing the 21 days mourning period following the death of President John Magufuli.

Dr Magufuli died on March 17 at Mzena Hospital in Dar es Salaam and was buried on March 26 at his home town Chato, in Geita region, northwestern Tanzania.

Following Magufuli's death, Tanzania's President Samia Suluhu Hassan announced state mourning for 21 days according to the National Funeral Act.

The official mourning period began on March 18 and ends on April 7. Easter falls within this period.

Tanzanian MPs approve Vice President nominee Philip Mpango

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/parliament-philip-mpango-for-vice-president-3341976>

Tuesday March 30 2021 -- By THE CITIZEN Dr Philip Mpango is set to be Tanzania’s next vice president after Parliament Tuesday approved his nomination for the post. President Samia Suluhu nominated him to fill the post that fell vacant when she was sworn in as Head of State following

John Magufuli's death. All the 363 MPs in the House gave their approval for Dr Mpango to become the next vice president.

He will be sworn in as the VP on Wednesday at State House Chamwino, Dodoma.

Following the confirmation, Speaker Job Ndugai declared the post for Buhigwe MP vacant as Dr Mpango now ceases to be a Member of Parliament as spelt out in the constitution. Buhigwe constituency is in Kigoma, northwestern Tanzania.

RDC CONGO :

La coopération parlementaire au menu de l'échange entre Mboso N'Kodia et Zhu Jing

<https://www.digitalcongo.net/article/60421a7ac9d90500175f2dd3/>

Kinshasa 05-03-2021 Politique - A l'image de la coopération Sino-congolaise, les parlements chinois et congolais sont en très bonnes relations.

La consolidation des relations et la coopération entre le parlement congolais et celui de la Chine ont constitué la trame de l'entretien que le président de l'Assemblée nationale, Mboso N'Kodia, a eu avec l'ambassadeur de la République populaire de la Chine en RDC, Zhu Jing. Cet échange s'est déroulé mercredi au palais du peuple en présence du vice-premier président du bureau Jean-Marc Kabund.

Au sortir de l'audience, Zhu Jing a laissé entendre que son pays est prêt à renforcer les échanges et la coopération entre son parlement et ce lui de la RDC. Ceci de manière à construire ensemble l'Etat de droit et partager le savoir-faire sur la bonne gouvernance. Le diplomate chinois a affirmé que les parlements chinois et congolais sont en très bonnes relations. « Nous encourageons les parlementaires de nos deux pays à faire davantage ensemble pour promouvoir et soutenir la coopération entre les Etats », a déclaré Zhu Jing.

Ce dernier a saisi l'occasion de cette rencontre pour féliciter Mboso N'Kodia pour son élection et l'installation du nouveau bureau de l'Assemblée nationale. Théodore Ngangu Ilenda

Nord-Kivu : 7 morts dans une attaque des ADF à Beni

<https://www.digitalcongo.net/article/6064855caf233d0015887284/>

Kinshasa 31-03-2021 Politique - Les rebelles présumés combattants d'ADF ont tué 4 civils, le 30 mars dernier, à Beu-Manyama, dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu. C'est ce que rapporte la société civile locale. Dans le rang ennemi, 3 rebelles ont été neutralisés par l'armée.

Au total 7 personnes ont été tuées dont 4 civils et trois assaillants neutralisés lors d'une attaque attribuée aux présumés rebelles des ADF à Beu-Manyama, dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, le mardi 30 mars dernier, selon la société civile locale relayée par Radio Okapi.

Les ADF ont commencé par tuer quatre civils avant de s'attaquer aux FARDC déployées dans la région, ajoute cette source. « Les ADF a commencé par tuer quatre personnes à Molisomambandada, un village situé plus ou moins 4 km avant d'atteindre Beu-Manyama. Ils ont par la suite attaqué les positions des FARDC basées à Manyama », a déclaré Kinos Kathuo, président de la société civile de Mamove.

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), de leur côté, disent avoir déjoué cette attaque des assaillants venus visiblement de l'Ituri. Trois assaillants ont été neutralisés et une arme AK 47 récupérée.

« L'armée a démantelé un réseau d'au moins une vingtaine d'ADF qui avait l'intention de s'attaquer à la population civile et a empêché que l'ennemi s'attaque à la population. Bilan coté ennemi, nous

avons neutralisé trois terroristes ADF et récupéré une arme AK 47 », détaille le lieutenant Anthony Mwalushayi, porte-parole militaires des opérations Sokola 1. Dido Nsapu

DRC hosts Ethiopian dam talks

<https://www.aa.com.tr/en/world/drc-hosts-ethiopian-dam-talks/2196741>

Talks intended to ease talks deadlock, create new methodology to push discussions forward

Mohammed Amin | 03.04.2021 KHARTOUM, Sudan

Talks on the Ethiopian dam will resume on Saturday between Sudan, Egypt and Ethiopia in Kinshasa, the Democratic Republic of Congo after they were halted amid tension between the three countries.

The Sudanese Foreign Ministry confirmed participation in the talks and said its delegation will include ministers from foreign affairs and water resources.

It said the meeting is intended to ease a deadlock in talks as well as create a new methodology to push talks forward.

Sudan and Egypt expressed concerns about the intention of Ethiopia to unilaterally conduct the second filling of the dam in July.

ICC upholds Congolese warlord's war crimes conviction

<https://www.aa.com.tr/en/africa/icc-upholds-congolese-warlords-war-crimes-conviction/2193005>

Bosco Ntaganda had appealed 30-year prison sentence given on Nov. 7, 2019

Felix Tih | 30.03.2021 ANKARA

The International Criminal Court (ICC) on Tuesday upheld the conviction of Democratic Republic of Congo warlord Bosco Ntaganda on charges of war crimes and crimes against humanity.

The ICC Appeals Chamber in The Hague confirmed the conviction by a majority decision which found Ntaganda guilty of 18 counts of war crimes and crimes against humanity, committed in the country's Ituri province in 2002-2003.

Ntaganda had appealed his 30-year prison sentence given on Nov. 7, 2019.

Earlier this month the court-ordered collective reparations of \$30 million to direct and indirect victims of the crimes for which Ntaganda was convicted.

Ntaganda, also known as "The Terminator," was deputy chief of staff and commander of the Patriotic Force for the Liberation of Congo (FPLC).

The Union of Congolese Patriots (UPC) and its military wing, the FPLC, were at all times involved in at least one non-international armed conflict with an opposing party in Ituri province of the DRC from Aug. 6, 2002, to Dec. 13, 2003, according to the ICC.

DR Congo likely to declare end of 12th Ebola outbreak

<https://www.aa.com.tr/en/africa/dr-congo-likely-to-declare-end-of-12th-ebola-outbreak/2185402>

Last Ebola patient discharged from treatment center in Katwa city without recording new infections, says WHO

23.03.2021 ANKARA The countdown to announce the end of the Ebola outbreak in the Democratic Republic of Congo (DRC) began after the last Ebola patient was discharged Monday from a health center in Katwa city, the WHO said Tuesday.

"The last #Ebola patient in #DRC was discharged from a treatment centre in Katwa yesterday! With no more confirmed Ebola cases," the WHO African Region tweeted.

This came "just 37 days after the resurgence of the virus," it added.

During the recent 12th Ebola outbreak in the Central African country, six deaths and 12 cases were confirmed while 1,737 people were vaccinated against the virus, according to recent figures announced by the WHO Africa Region.

The DRC announced a new outbreak on Feb. 7 in the eastern part after a case was identified near Butembo in North Kivu Province, more than two months after the end of the last outbreak.

On Nov. 18, the DRC announced the end of the 11th epidemic that hit the northwestern Equateur Province.

According to the WHO figures, the DRC's 10th Ebola outbreak which lasted for about two years "was the second largest in the world and by the time it ended there were 3,481 cases, 2,299 deaths, and 1,162 survivors."

The Ebola virus is a tropical fever that is transmitted to humans by wild animals.

L'Assemblée provinciale du Sud-Kivu compte évaluer toutes les recommandations soumises au Gouvernement

<https://www.digitalcongo.net/article/6065ef4d71ff53001520e36d>

Kinshasa 01-04-2021 Politique - A l'occasion de l'ouverture de la session de mars 2021, le Président de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu a demandé à l'exécutif provincial de tout mettre en œuvre afin de relever les défis qui gangrènent actuellement la province

C'est notamment sur le plan sécuritaire et socio-économique. Selon Zacharie Lwamira, la Province a besoin d'une gouvernance capable de la mettre sur le rail du redressement socio-économique. Dans son discours, le Président a indiqué qu'au cours de cette session, l'organe délibérant procédera à la discussion, l'examen ou le traitement de plusieurs matières.

«Les initiatives législatives et celles de contrôle parlementaire étant au cœur du travail de l'Assemblée provinciale; nous veillerons à ce que les tâches dans ce domaine soient bien accomplies pour qu'elles résolvent les défis de la gouvernance provinciale; et qu'elles rencontrent les attentes de la population,» dit-il.

Zacharie Lwamira a promis que la plénière pourra procéder à l'évaluation; de toutes les recommandations adoptées et soumises au Gouvernement provincial pour application. «Je rappelle que la recommandation est l'acte par lequel l'Assemblée provinciale demande au Gouvernement provincial; aux entreprises publiques, aux établissements et services publics d'agir ou de ne pas agir; dans un sens donné sur une matière déterminée. Par conséquent, nos recommandations ne devraient pas souffrir de défaillance dans leur application », soutient-il.

Et d'ajouter qu'en vue d'une vision commune pour le développement de la province; des réunions interinstitutionnelles seront organisées entre l'exécutif provincial et l'organe délibérant de la province.

Dans le chapitre sur le contrôle parlementaire, l'une des tâches consistera notamment à recueillir les documents; et les renseignements relatifs à l'exécution budgétaire. «J'invite d'ores et déjà la Commission économique; financière et de bonne gouvernance à s'apprêter à recueillir tous les éléments possibles; sur l'exécution du budget 2021 au premier trimestre et à déposer son rapport au Bureau de l'Assemblée provinciale; qui doit, à son tour, le soumettre à la plénière,» a dit Zacharie Lwamira.

Celui-ci a invité ses collègues députés à un engagement ferme; de privilégier dans leurs actions parlementaires « sans complaisance » l'intérêt supérieur de la province; en réponse aux desideratas de la population qui les a mandatés. Raymond Okeseleke

Sud-Kivu : trois membres du bureau de l'assemblée provinciale visés par une pétition de déchéance

<https://www.radiookapi.net/2021/04/02/actualite/politique/sud-kivu-trois-membres-du-bureau-de-lassemblee-provinciale-vises-par>

Le président du bureau de l'assemblée provinciale, le rapporteur et le rapporteur adjoint sont visés par une pétition de déchéance. Six députés provinciaux ont déposé leur pétition jeudi 1er avril. Ils demandent la convocation d'une plénière dirigée par un bureau d'âge pour entendre les personnes incriminées.

Plusieurs griefs sont mis à charge de ces trois membres du bureau. Il s'agit notamment de :

- refus de convoquer la session extraordinaire
- l'absence de redevabilité
- sabotage des résolutions de l'Assemblée provinciale
- la gestion administrative calamiteuse

l'opacité dans la gestion financière provinciale, dont le détournement de 10 000 dollars américains, comme complément à la dotation mensuelle de l'Assemblée provinciale par le gouvernement provincial.

Au mois de juin 2020, une vingtaine de députés provinciaux avaient signé des pétitions de déchéance contre presque tous les membres du bureau, pour les mêmes griefs, mais l'affaire était restée sans suite.

Hon Paul Mohindo, élu de Beni : « Les députés élus de Grand-Kivu ne sont pas responsables des massacres et tueries dans l'Est de la RDC »

<https://www.radiookapi.net/2021/03/31/emissions/parole-aux-auditeurs/hon-paul-mohindo-elu-de-beni-les-deputes-elus-de-grand>

Publié le mer, 31/03/2021 - 15:39 | Modifié le mer, 31/03/2021 - Le président de l'Assemblée nationale a, au cours de la plénière tenue le lundi dernier, appelé ceux des députés qui sont impliqués d'une manière ou d'une autre dans les massacres perpétrés dans le Grand-Kivu, à cesser de collaborer avec les groupes armés.

Pensez-vous que cette exhortation du président de la chambre basse trouvera un écho favorable ?

Devant le Conseil de sécurité, Bintou Keita plaide pour la réussite des élections de 2023 en RDC

<https://www.radiookapi.net/2021/03/31/actualite/politique/devant-le-conseil-de-securite-bintou-keita-plaide-pour-la-reussite>

La RDC a désormais les yeux rivés sur les élections de 2023, une étape cruciale dans l'avènement de la démocratie dans le pays et de la stabilisation des institutions. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Bintou Keita, l'a déclaré mardi 30 mars, lors de sa toute première intervention devant le Conseil de sécurité.

Elle a présenté le rapport général du Secrétaire général de l'ONU relatif aux activités de la MONUSCO.

Selon la cheffe de la MONUSCO, le temps qui nous sépare de la date de la tenue des élections doit être mis à profit par le gouvernement de la RDC, la population et la MONUSCO pour aplanir les obstacles en vue de garantir la bonne tenue du scrutin.

RDC : ouverture d'un dialogue pour résoudre le conflit intercommunautaire au Sud-Kivu

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-ouverture-d-un-dialogue-pour-r%C3%A9soudre-le-conflit-intercommunautaire-au-sud-kivu/2192851>

Nadia Chahed | 30.03.2021 | Kinshasa AA:Kinshasa/Pascal Mulegwa | En République démocratique du Congo (RDC), un dialogue s'est ouvert lundi à Kinshasa entre les communautés en conflit dans le sud de la province du Sud-Kivu (est).

« Nous n'avons jamais été sincères dans ce que nous faisons. Chacune des communautés a ses calculs et voudrait tirer le drap de son côté. Tout le monde est coupable. Il est inutile de développer plusieurs théories. Bien sûr qu'il faut vous dire des vérités en face, pas d'hypocrisie. », a déclaré le Président du sénat, Bahati Lukwebo à l'ouverture des pourparlers qui se poursuivront jusqu'à mercredi à Kinshasa.

« Vous savez bien que les Hauts plateaux brûlent en ce moment », a déclaré le ministre de l'Intérieur Gilbert Kankonde, à l'ouverture du dialogue ajoutant qu'il attend un engagement « ferme et un changement de mentalité orienté vers la cohabitation pacifique » de la part des 150 participants.

Les délégués de la communauté Banyamulenge aux origines tutsi, ont plaidé pour des « opérations musclées » contre les groupes armés qui menacent les Banyamulenge.

Ceux de six autres communautés dont les Babembe, Babuyi, Bafuliru, Banyamulenge, Banyindu, Barundi et Bavira ont appelé à des opérations contre « toute personne armée » dans la région. Chaque communauté est accusée par les forces de sécurité d'entretenir au moins un groupe armé.

D'après le bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, les violences ont poussé 110.000 personnes à se déplacer entre février 2019 et juin 2020. Quelque 128 personnes ont été tuées lors d'affrontements entre milices Banyamulenge (les Congolais tutsi) et milices d'autres communautés, selon le même bureau.

UGANDA :

Speaker Race: New details emerge on Museveni meet

<https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/speaker-race-new-details-emerge-on-museveni-meet-3346718>

Friday April 02 2021 | By YASIIN MUGERWA

Tempers flared at State House on Monday as Speaker Rebecca Kadaga and her deputy Jacob Oulanyah clashed before the President during a five-hour closed-door meeting.

Trouble started after Ms Kadaga accused Mr Oulanyah of absenteeism and insubordination. She told the President that Mr Oulanyah absconded from his duties and was always travelling like Christopher Columbus, an Italian explorer and navigator.

This infuriated Mr Oulanyah, who according to sources privy to the details of the State House meeting, immediately shot back accusing Ms Kadaga of telling lies about him and believing in rumours all the time.

Mr Oulanyah also accused Ms Kadaga of mistreating him and receiving money from undisclosed sources to fight him.

The deputy Speaker accused his boss of launching her campaigns in disregard of party rules and structures. He also indicated that for him, he was waiting for CEC decision to launch his campaign for Speaker.

Before the President arrived, State House aides kept the two in separate VIP rooms.

There are about 10 aspirants in the deputy speaker race but the president only invited Jacob Oboth Oboth, Thomas Tayebwa, Robina Rwakoojo and Anita Among for the meeting.

Other NRM candidates in the race were not in the meeting

The President, who was concerned about the “outrageous” attacks in the Speaker race, told the aspirants that “a Speaker is an umpire” who should be neutral in the eyes of people.

He said campaigns create camps yet a Speaker must be fair to all.

The President stopped campaigns and said he does not want to see or hear that there are fights in Parliament.

He also encouraged the Speaker and Deputy to dialogue and resolve their differences.

In the meeting, the President blamed the Prime Minister for looking on when there are fights in Parliament to which Gen Moses Ali apologised.

Dr Ruhakana Rugunda attended the meeting but did not speak on the matter. Museveni, Kadaga clash

In trying to encourage dialogue as part of conflict resolution, the President cited two cases where he clashed with Ms Kadaga.

He said he had a problem with Ms Kadaga after the death of Butaleja Woman MP Cerinah Nebanda in 2012 but involved elders and the issues were sorted out.

The second incident that the President mentioned involved the passing of a displeasure motion condemning his attacks on Parliament.

The President castigated MPs for hijacking Shs10b from the Covid-19 response supplementary budget.

The MPs were later forced to refund the money to the Consolidated Fund after Mr Museveni described their actions as “morally reprehensible”.

After a few days, the same MPs, who passed a displeasure motion, returned to the House and passed another motion, this time, applauding the President for exemplary leadership in the fight against the pandemic.

The President told the meeting that the issue was handled on the day Parliament resolved that he is a wonderful man.

Museveni on Age limit saga

On the issue of Age Limit, the President stated that no one should claim credit because as a freedom fighter, he had already taken a decision to subject Article 102(b) of the 1995 Constitution to a referendum.

He disclosed that he left Parliament to handle the issue because some actors within the ruling party insisted that the amendment goes through Parliament.

The controversial amendment sought to allow Ugandans below 35 years and 75-year to run for presidency.

Faced with a rival in Busoga Kingdom, Ms Persis Namuganza and others, Ms Kadaga in August 2020 fronted her role in pushing through the unpopular age limit law as she defended her party candidature before CEC.

Ms Kadaga was seeking re-election as the First Female Vice chairperson of NRM.

Govt to impose 7 new taxes

<https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/govt-to-impose-7-new-taxes-3346924>

Friday April 02 2021 | By Misairi Thembo Kahungu

The government is proposing to drop the widely-opposed Over-The-Top (OTT) tax for social media access in Uganda, but impose a 12 per cent levy on Internet bundles.

The plan to scrap the OTT tax, which Uganda Revenue Authority (URA) said had yielded less-than-expected revenue, was among a raft of proposed tax measures in the Tax Bills that Finance Minister Matia Kasaija tabled in Parliament yesterday.

The tax on Internet bundles is one of the seven new taxes that the government wants to apply from July 1 - when the next financial year starts – should Members of Parliament approve it.

The other proposed tax heads are on exports of processed gold, unprocessed minerals, wheat, leaf tobacco, fish maw and milling by-products.

The Tax Amendment Bills tabled yesterday include Excise Duty Amendment Bill, 2021; Fish Amendment Bill, 2021; External Trade Amendment Bill, 2021; Income Tax Amendment Bill, 2021; Mining Amendment Bill, 2021; Stamp Duty Amendment Bill, 2021; and, Tax Appeals Tribunal Amendment Bill, 2021.

Others are Tax Procedures Code Amendment Bill, 2021; Tobacco Control Amendment Bill, 2021, Traffic and Road Safety Amendment Bill, 2021; and, Value Added Tax Amendment Bill, 2021.

The proposal to repeal the OTT tax comes months after a Market Performance Report issued by the Uganda Communications Commission (UCC) indicated that the number of Internet subscribers who are not paying the tax was at least 7.6m of the target 18.9m subscribers. [...]

Ugandans stranded as Kenya's inter-counties travel ban bites

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenya-covid-travel-ban-leaves-ugandans-stranded-3345220>

Thursday April 01 2021 | By DAILY MONITOR

Kenya's decision to halt the movement of interstate buses across its border following a surge in Covid-19 cases has left several Ugandans stranded in the neighbouring East African country.

Last week, Kenya's President Uhuru Kenyatta ordered a lockdown which stopped movement in and out of five Kenyan counties of Nairobi, Nakuru, Machakos, Kajiado and Kiambu.

The move has left many travellers stranded on either side of the two countries, with several businesses at the Busia border point now paralysed.

Speaking in Busia, Kenya, Mr Jafari Owour, a bus operator with Simba Coach Services, told the Daily Monitor that they are stuck with several passengers, majority of whom were travelling from Kampala.

Advance booking

"Most of our passengers do advance booking and by the time the travel ban was issued, many had already paid for their tickets," Mr Owour said on Tuesday.[...]

Uganda election petition filed at EACJ

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/uganda-election-petition-filed-at-eacj-3344352>

Thursday April 01 2021 | By JONATHAN KAMOGA

Six citizens from Uganda, Kenya and Tanzania have file a petition at the East African Court of Justice challenging the conduct of the January 2021 presidential election in Uganda.

The petition filed earlier this month, also asks the court to end the widespread violence and human rights abuses that erupted before the election, and some of which continue.

The lead petitioner Dr Lina Zedriga Waru Abuku, is a Ugandan citizen, human rights activist, and secretary of the Uganda National Committee for the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, War Crimes, Crimes against Humanity and All Forms of Discrimination. She is also a deputy chairperson of the National Unity Platform whose candidate in the election, Robert Kyagulanyi aka Bobi Wine, claims he won the election. The Uganda Electoral Commission declared President Museveni winner with 58 per cent of the vote. In power since 1986, he is expected to be sworn-in in May.

The other applicants are Arthur Larok and Andrew Karamagi, who are both Ugandan citizens and rights activists. Others are Deus Valentine Rweyemanu, a Tanzanian human rights activist, Kenyan rights and anti-corruption activist John Githongo and Hon Abubakr Zein Abubakr, a former member of the East African Legislative Assembly representing Kenya.

The applicants want the regional court to declare that the conduct and outcome of the presidential election were unlawful due to the "massive violence and criminality" that marred it. They also want the court to order an end to rights abuses of opposition supporters allegedly orchestrated by Ugandan police, military and special forces command, and declare that the East African Community should have done more to ensure a free, fair and credible election in the country.

"We expect justice. I think for me this case is going to be a test to that court," Mr Job Kijja, the convener of the applicants, said.

Nine Ugandan drivers killed in S. Sudan ambush: official

<https://sudantribune.com/spip.php?article69381>

March 30, 2021 (KAMPALA) - At least nine Ugandan drivers were been killed in deadly road ambushes in neighboring South Sudan over the weekend, a Ugandan official said.

Addressing lawmakers, Uganda's state minister for internal affairs, Obiga Kania said the nine drivers were shot dead on the Yei-Juba highway.

"The number is not yet clear because some of the people who were injured could have died. This matter is known to the ministry of foreign affairs because these people died in South Sudan," he said.

Added the minister, "Our embassy in South Sudan is handling it".

The official further said authorities in Kampala and their counterparts in Juba are working to resolve the deadly attacks and killings.

"These people were killed by unknown gunmen. There are armed military groups operating in those areas who are apparently opposition forces to the government in South Sudan and they are in control of that area," he told lawmakers.

In recent years, several foreign nationals, including aid workers have been killed in targeted attacks, making South Sudan one of the most dangerous places for foreigners in the world.(ST)

KENYA :

Covid-19: Kenya added to UK's 'red list' travel ban

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/covid-19-kenya-added-to-uk-red-list-travel-ban-3346510>

Friday April 02 2021 | By Amina Wako ---- The United Kingdom has banned people travelling from Kenya from entering England starting April 9 to prevent the spread of the novel coronavirus. Kenya is among four counties that have been added to the UK's red list amid concerns about new Covid-19 variants.

Travellers, who have departed from or transited through Kenya, the Philippines, Pakistan and Bangladesh in the previous 10 days will be refused entry into England. Only British and Irish citizens or residents will be allowed to enter the country from these nations from 4am on Friday April 9.

They will be required to arrive into a designated port.

In an update on the GOV.UK website, the UK said some travellers from Kenya have tested positive for the South African variant.

1.4m face hunger as Kenya fights Covid, drought, State says

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenyans-facing-hunger-3345774>

Friday April 02 2021 | By SILAS APOLLO

Millions of Kenyans are likely to face hunger due to the effects of the Covid-19 pandemic and the drought currently being experienced in parts of the country, the government has warned.

Government Spokesman Cyrus Oguna on Thursday said that an estimated 1.4 million Kenyans are currently facing hunger, a figure that is likely to rise in the coming days if a solution is not found.

The situation, Mr Oguna said, is worse in parts of the arid and semi-arid counties of northern Kenya where he said drought and lack of food subsidies has put a number of families at risk.

“The figures are that at least 1.4 million Kenyans are threatened by the drought and the situation may worsen and the numbers grow if it does not rain or an intervention is not found,” said Rtd Col Oguna.

LIST: New Covid-19 measures to tame third wave

<https://www.standardmedia.co.ke/explainers/article/2001407588/list-new-covid-19-measures-to-tame-third-wave>

By Robert Abong'o | March 27th 2021 | President Uhuru Kenyatta has declared the counties of Nairobi, Kajiado, Machakos, Kiambu, and Nakuru “disease infected areas” following the emergence of a third wave of the Covid-19 pandemic.

He announced new measures to curb the spread of Covid-19 in the country as follows:

1. As 70 percent of Covid-19 cases come from five counties, Nairobi, Kajiado, Machakos, Kiambu, and Nakuru, they are now declared disease-infected areas. Cessation of all movement by road, rail, or air into and out of the disease-infected areas effective Sunday, March 28.
2. All gatherings and in-person meetings of whatever nature in the zoned counties are suspended until further notice. All in-person cabinet meetings, with the exception of the National Security Council, are also suspended.
3. Ordinary parliament sessions and county assemblies in the zoned counties have been suspended until further notice.
4. International travel into and out of Kenya shall continue in accordance with existing guidelines on foreign and international travel.
5. Anyone coming into Kenya must have a negative Covid-19 PCR certificate, acquired no more than 96 hours prior to arrival into the country. The certificate has to be validated under trusted travel platforms by those traveling by air.
6. Hours of ongoing nationwide curfew revised to commence at 8pm and end at 4 am in the zoned areas. In the rest of the country, it remains as it was (10pm-4am), effective midnight.
7. Protocols of curfew pass re-issuance to be reviewed. All issued passes have been vacated.
8. All physical and in-person as well as congregational worship in the zoned areas have been suspended until further notice. In the other counties, in-person and congregational worship shall continue (in keeping with the one-third rule) in accordance with Inter-faith council guidelines.
9. There shall be an immediate suspension of all ongoing physical learning in all institutions including universities, tertiary and vocational colleges other than for candidates sitting for exams and those in medical training institutions
10. All sporting activities are hereby suspended. This applies to member clubs.
11. Operations of bars suspended in zoned areas. The sale of alcohol in these zoned areas is prohibited.
12. All restaurants and eateries in zoned areas ordered to provide takeaway services only.
13. Operations of bars, eateries, and restaurants in the other 42 counties shall continue as is, but with strict fidelity to Ministry of Health guidelines.
14. Public transport operators directed to uphold 60 per cent carrying capacity. County emergency response committees directed to enforce the implementation of infection prevention and control measures in markets. They must ensure all buyers are masked and maintain physical distance.
15. Public bodies, private sector, and government offices, etc. directed to allow employees to work from home, except for those with essential services.
16. Judiciary, law enforcement, remand and correction facilities, and the ODDP to take action in eliminating non-essential physical contact or situations that may lead to crowding or spread of Covid-19.
17. All hospitals directed to limit the number of visitors for patients to two visitors per patient.
18. All physical meetings and events, including social gatherings to have no more than 15 persons.
19. Funerals to be conducted within 72 hours of death confirmation. Attendees limited to 50 persons

20. Attendees, officiators, and facilitators of weddings (traditional union ceremonies), etc., limited to 30 persons.
21. Political gatherings suspended until further notice.
22. Those above 58 years of age to be vaccinated as a priority during the first vaccination phase.

RWANDA :

Agriculture suffers Rwf30bn funding deficit to roll out lime

<https://www.newtimes.co.rw/news/agriculture-suffers-rwf30bn-funding-deficit-roll-out-lime>

The use of lime in acidic soils is credited for contributing to improved farm productivity, but funding deficit has hampered its use in affected soils in Rwanda.

According to information from Rwanda Agriculture Board (RAB), the total farm area covered by acidic soils is estimated at 213,446 hectares nationwide, requiring application of about 533,615 tonnes and a budget of about Rwf32 billion [annually].

However, RAB said that the budget allocated to the lime subsidy initiative with the aim to support farmers' access to it is insufficient to cater for the total area that needs it.

For instance, during this 2020/2021 fiscal year, just about Rwf1.6 billion was allocated for lime, which will only be enough to purchase 20,500 tonnes that can be used on 8,200 hectares.

Lime – locally called Ishwagara – is defined as calcium or calcium-magnesium containing compounds capable of reducing the harmful effects of an acid soil by neutralising soil acidity and raising the soil pH.

Crops perform poorly in acidic soil because soil acidity prevents them from taking up nutrients from the soil and is blamed for nutrient deficiencies.

Soil acidity has been identified as one of the major obstacles towards achieving the targeted agricultural transformation, with approximately 40 per cent of Rwandan soils classified as 'very acidic', according to data from RAB.

In the locations with severe soil acidity, RAB says, it has been noted that with the farmers' low input system (manure), the profitability of staple crops is negative.

Speaking to The New Times, Charles Bucagu, Deputy Director-General of Agriculture Research and Technology Transfer at RAB said that the soil acidity issue affects 27 districts (of the 30 districts) of the country.

Bucagu said that the money required for lime needed for all the soils in question is about half of RAB's annual budget.

"When lime is not applied [in acidic soil], in combination with manure and chemical fertilisers, a farmer cannot get good yield, even when they use quality seeds," he said of the impact of lack of lime application.

According to RAB, research has shown that with high input system (lime and organic fertilisers, inorganic fertilisers and pesticides, quality seeds) some crops such as [Irish] potato, wheat, maize, and beans could significantly increase their productivity by three times.

Bucagu said that the cost of a kilogramme of lime varies, but estimated at between Rwf50 and Rwf60, while 2.5 tonnes (2,500) kilogrammes are needed per hectare. This means that between Rwf125,000 and Rwf150,000 should be spent on lime to be used per hectare.

However, the farmers said that they buy lime at a higher price – close to Rwf200 a kilogramme.

Verediyana Uwamurera, a farmer in Nyaruguru District told The New Times that getting enough lime has been a challenge for farmers, indicating that this situation has had bad impact on farm productivity.

She said that a kilogramme of lime ends up costing Rwf180 probably because of transport and distribution costs which drive up its price, adding that farmers need support to get enough lime.

“If we get enough lime, we can get better yields so we get surplus for the market,” she said.
entirenganya@newtimesrwanda.com

Rwanda registers 135 new Covid-19 cases

<https://www.newtimes.co.rw/covid-19/rwanda-registers-135-new-covid-19-cases>

Rwanda on Thursday, April 1, reported 135 new Covid-19 cases and one fatality linked to the virus. Kigali reported the highest number of daily infections; 16. Muhanga district came second with 15 new Covid-19 cases.

On the same day, 126 people recovered from Covid-19.

The new results were obtained from 8,497 sample tests collected in the last 24 hours.

So far, the country has recorded a total of 21,918 Covid-19 infections since mid-March last year, of whom 20,308 have already recovered.

The Covid-19 death toll stands at 308 in Rwanda.

According to the Ministry of Health, of the current 1,302 Covid-19 patients in the country, five are in critical condition.

Meanwhile, Rwanda has so far vaccinated 348,926 people against Covid-19.
lmutanganshuro@newtimesrwanda.com

Rwanda deploys 80 police officers for peacekeeping in S. Sudan

<https://sudantribune.com/spip.php?article69384>

March 31, 2021 (KIGALI) - A contingent of 80 Rwandan police officers on Tuesday departed for a one-year peacekeeping mission under the United Nations Mission in South Sudan (UNMISS).

The Formed Police Unit Three (FPU-3) replaced another unit which was deployed to at the UN mission in the country in March last year.

The 80 officers had, prior to their departure, spent 14 days in quarantine, tested negative for COVID-19 and given test certificate.

Stationed in Malakal, Upper Nile State, the FPU-3 is largely charged with protection of civilians in internally displaced camps, UN personnel, security of key installations and humanitarian assistance. UNMISS was established on 8 July 2011 by United Nations Security Council Resolution 1996 (2011).

Currently, almost 20,000 peacekeepers serve with UNMISS to protect civilians and build durable peace in the conflict-affected country. The civilian, police and military personnel from 73 countries carry out many duties under the mandate provided by the Security Council.(ST)

SOUTH SUDAN :

South Sudan's Kiir vows to prioritize fight against hunger

<https://sudantribune.com/spip.php?article69391>

April 1, 2021 (BOR) - South Sudan's President Salva Kiir has said his government will prioritize the fight against hunger across the young nation.

The South Sudanese leader made the remarks while addressing citizens during his visit to the Jonglei state capital, Bor on Thursday.

The situation remains dire across the country as almost 7 million people or 60 percent of the population are struggling to find enough food each day, aid agencies say.

“The president and his accompanying delegation visited the IDPs [internally displaced persons] in Mongalla payam and other camps along Juba-Bor road and keenly listened to their problems and demands,” the presidency said on Thursday.

Kiir also inspected the ongoing construction of the project on the Juba-Bor highway and commended the progress so far made on it.

For his part, senior presidential advisor, Kuol Manyang Juuk said the president is tirelessly committed to deliver services to the population.

He advised citizens not to listen to activists intending to divide the country, while urging the people of Greater Jonglei state to unite and support the president in the implementation of the peace deal.

The governor of Jonglei state, Denay Jok Chagor assured the South Sudanese leader that citizens fully support the Transitional Government of National Unity (TGoNU).

South Sudan has been struggling to recover from five years of a civil war that killed almost 400,000 people, according to reports. A coalition government formed in February last year between President Kiir and opposition leader Riek Machar is implementing a peace agreement that is behind schedule, while deadly violence continues in parts of the country.(ST)

South Sudan's economy hit by drop in oil prices, floods

<https://www.aa.com.tr/en/africa/south-sudan-s-economy-hit-by-drop-in-oil-prices-floods/2195685>

\$174.2M IMF loan to help stabilize exchange rate, prices, says central bank governor

Benjamin Takpiny | 01.04.2021 | JUBA, South Sudan

The drop in international oil prices coupled with the impacts of COVID-19 and floods in South Sudan have had a severe negative impact on the economy, the country's central bank governor said on Thursday.

Dier Tong Ngor said the approval of the \$174.2 million Rapid Credit Facility by the International Monetary Fund (IMF) to South Sudan will enable the country to use half of the amount to support the budget and the other half to meet the balance of payment needs.

“Definitely, this loan is meant to fill our reserves so it will have a significant effect on our balance of payment. It will significantly have a positive effect on reducing inflation. This loan will help us stabilize the exchange rate and if we stabilize the exchange rate, then automatically we will stabilize prices,” Ngor told reporters during a news conference in Juba on Thursday.

“To respond to these challenges, and as part of our commitment to implement the economic and financial reforms outlined in the revitalized peace agreement, the Bank of South Sudan has embarked on strengthening its monetary policy framework and correcting distortions in the foreign exchange market,” he added.

He said they will operationalize a monetary policy framework based on reserve money targets while preparing to transition to an interest rate-based monetary policy framework in the medium to long term.

“Our foreign exchange market reforms' primary objective is to unify the official exchange rate with the market rate. The bank will, therefore, take several steps to achieve this objective.”

He added the bank will put in place institutional and operational requisites in the coming months, aimed at developing the market exchange rate and allow commercial banks to participate in its foreign exchange auctions. An amount of \$3 million will be sanctioned to eligible banks in addition to \$2 million to forex bureaus every week.

On Wednesday, the IMF said it released \$174.2 million to South Sudan under its Rapid Credit Facility to address urgent balance of payments needs, after floods and an oil price shock hurt economic performance.

“The pandemic-related oil price shock and devastating floods have led to an economic downturn. The ... downturn widened the fiscal and the balance of payments deficits, opening large financing gaps in the absence of concessional financing,” the IMF said in a statement.

It expected the economy would contract 4.2% in the 2020/21 (July-June) fiscal year, the statement added.

SUDAN :

Sudan accepts UAE mediation over disputes with Ethiopia

<https://www.aa.com.tr/en/africa/sudan-accepts-uae-mediation-over-disputes-with-ethiopia/2185843>

Sudan says it received several initiatives regarding Ethiopian dam

Mohammed Amin | 23.03.2021 | KHARTOUM, Sudan

Sudan has accepted mediation from the United Arab Emirates (UAE) regarding border issues with Ethiopia and the Great Ethiopia Renaissance Dam (GERD), the Sudanese Cabinet said on Tuesday.

“In its regular meeting on Tuesday, Sudan has discussed a report presented by a technical ministerial committee that studied the UAE mediation and the council has principally accepted the initiative in the context that maintains the high interests of Sudan,” according to a Cabinet statement.

“The Prime Minister has discussed the many initiatives and mediation over the disputes with Ethiopia regarding the dam and borders” it added.

Sudan Prime Minister Abdallah Hamdok asked the UN, European Union, African Union, and the US last week to intervene in the crisis concerning the Ethiopian dam.

Sudan has repeatedly warned that the second unilateral filling of the dam by Ethiopia that is expected in June would threaten its national security.

Sudan, Egypt air forces hold new combat drills

<https://sudantribune.com/spip.php?article69386>

March 31, 2021 (KHARTOUM) - The Sudanese and Egyptian armies are conducting new joint air exercises with the participation of special operations units, four months after similar drills.

On 15 November 2020, the two armies launched joint air exercises, dubbed The Nile Eagles1, in Sudan’s Marawi military airbase, north of Khartoum.

The Nile Eagles 2, which aim to build up capabilities and to carry out joint operations involving special forces, come amid the growing tensions in the region over the filling of the Ethiopian dam and border dispute with Sudan.

In a press statement on Wednesday, the Egyptian Army Spokesman Brig-Gen Tamer al-Ruffai said that the two armies were conducting the second joint air exercise at Meroe airbase in northern Sudan.

According to the al-Ruffai, the participating forces carried out several joint sorties to attack enemy targets and protect vital sites, with the participation of a group of multi-task fighters.

He added that the special forces carried out exercises on storming, concealment and camouflage operations, and to carry out attacks from different positions.

In a press statement on Wednesday, the Egyptian Army Spokesman Brig-Gen Tamer al-Ruffai said that the two armies were conducting the second joint air exercise at Meroe airbase in northern Sudan.

The Military Media of the Sudanese army issued a statement saying that the chief of staff Lt Gen Mohamed Osman al-Hussein paid a visit to the airbase and met with the forces participating in the joint drills.

Preparations for war

Maj-Gen Amin Ismail, a military expert and lecturer at the Sudanese Higher Security Academy said that the ongoing drills should be considered as a part of the expected scenarios due to the stalemated negotiations on filling and operating the Renaissance Dam.

"There is an option to negotiate and reach an agreement, and there is the option of military action against the dam. So, this (second) option requires to be prepared and the exercises are one of these preparations," he told Sudan Tribune on Wednesday.

Ismail pointed out that the manoeuvres are also a message to Ethiopia that Sudan and Egypt are ready for military action. Also, it is also a message to the international community that "if it does not intervene effectively, the two countries will turn to the option of war," he stressed.

Sudanese foreign minister told the U.S. Envoy Donald Booth that they stopped the nine-year direct talks because they are no longer trust Ethiopia which Khartoum backed in the past hoping they can broker an acceptable compromise for the three parties.

The unilateral first filing was the turning point between the two countries as Khartoum did not expect that Addis Ababa will deprive them of water for three days and not alert them to protect the two downstream dams.(ST)

Sudan calls for U.S. pressures on Ethiopia over GERD filling

<https://sudantribune.com/spip.php?article69383>

March 31, 2021 (KHARTOUM) - Sudan has called on the United States to pressure Ethiopia not to fill its giant dam before reaching a legally binding agreement with the riparian countries, while several Arab countries expressed their support for Egypt and Sudan.

Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi stated on Tuesday that his government would not allow any prejudice to Egypt's right to the waters of the Nile as a result of the filling and operation of the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD).

"No one can take a drop of water from the waters of Egypt. Whoever wants to try, let him try. But this would destabilize the whole region," he stressed on Tuesday.

On Wednesday, Sudanese Foreign Minister Mariam Al-Mahdi held a meeting with the visiting U.S. Special Envoy to Sudan Donald Booth to discuss the GERD and bilateral relations between Khartoum and Washington.

"The Minister called on the United States to engage constructive negotiations that would lead to convincing Ethiopia not to fill (the dam) without the consent of the concerned parties," said the Sudanese foreign minister in a statement issued after the meeting.

"Ethiopia's unilateral actions have undermined mutual trust between the two countries," Al-Mahdi further added to explain the shift of the Sudanese position after the unilateral first phase of GERD filling in July 2020.

Sudan has proposed the four-way mediation mechanism after realising that "Ethiopia was manoeuvring to buy time" to complete the second filling of the dam, the minister stressed.

The quadripartite mediation that Sudan proposes, with the support of Egypt, provides forming a mechanism headed by the African Union, with the participation of the European Union, the United Nations and the United States.

Ethiopia opposes the proposal and says it accepts only an African mediation.

In a related development, Saudi Arabia, Jordan, Bahrain, the Sultanate of Oman and Kuwait, in addition to the Organization of Islamic Cooperation, declared their support for Egyptian and Sudanese position on the GERD filling and operation. The UAE, for its part, called for the resumption of negotiations under international laws.

In a statement on Wednesday, the Saudi Ministry of Foreign Affairs affirmed the Kingdom's support for Egypt and Sudan.

The Kingdom of Saudi Arabia "affirms that their water security is an integral part of Arab security, and affirms its support for any efforts that contribute to settling the issue of the Renaissance Dam

and take into account the interests of all parties, (...) in accordance with international laws and standards."

For their part, Bahrain, Kuwait, Oman and Jordan issued statements similar to the Saudi one.

The UAE foreign ministry stressed the need to negotiate under "applicable international laws and standards to reach a solution acceptable to all and secures the rights and water security of the three countries."

Abu Dhabi is seeking to narrow the gaps between the three countries and has established separate discussions with the three countries over the matter.

In the same vein, the Organization of Islamic Cooperation, which includes 26 African countries, called for continuing negotiations to reach a comprehensive and fair agreement that preserves the rights and interests of Egypt, Sudan and Ethiopia.

Ethiopia, which is facing growing international pressure, declared its adherence to African mediation and declined the four-way mediation.

Before coming to Sudan, Booth met with the Deputy Prime Minister and Foreign Minister Demeke Mekonnen to discuss the tripartite process on the GERD.

"Ethiopia is keen to sustaining the African Union-led talks under the Chairmanship of the Democratic Republic of the Congo," said the Ethiopian foreign ministry spokesman on 29 March when he referred to the meeting of Mekonnen and Booth.

"Talks to change the modalities of the negotiations should be treated according to the provisions of the DOP, which was signed by the tripartite in 2015," he further stressed.

Ethiopia says determined to carry out next July the second phase to fill the reservoir of the hydropower dam with 13.5 billion-cubic-meter.

Sources close to the file say Ethiopia proposed to coordinate with Sudan to protect its downstream dams. However, Khartoum stressed the need to put it in a tripartite legally binding agreement over all the outstanding issues.(ST)

Sudan, rebel group sign deal on secularism

<https://www.aa.com.tr/en/africa/sudan-rebel-group-sign-deal-on-secularism/2190789>

Khartoum, rebel group signs deal separating religion and state Mohammed Amin | 28.03.2021 | KHARTOUM, Sudan

Sudan's ruling Sovereign Council on Sunday signed a declaration of principles with the rebel Sudan Liberation Movement-North Sector (SPLM-N) on separating religion and state.

The agreement was signed in Juba, the capital of South Sudan, by Abdel-Fattah al-Burhan, chairman of the ruling Sovereign Council, and SPLM-N leader Abdul Aziz Alhilu.

The document calls for separating religion and state, respect of diversity, forming a united army, redistribution of wealth and power and adoption of the federal system.

"The establishment of a civil, democratic, federal state in Sudan, wherein the freedom of religion, belief and worship shall be guaranteed to all Sudanese people by separating the identities of culture, region, ethnicity and religion from the state," the document reads.

"No religion shall be imposed on anyone and the state shall not adopt any official religion."

Sudanese Prime Minister Abdallah Hamdok and the SPLM-N chairman, whose forces fought in Southern Kordofan and Blue Nile states, signed a similar declaration of principles in September 2020, but the agreement was not implemented.

'Turkey to raise power supply to Sudan amid shortage'

<https://www.aa.com.tr/en/middle-east/turkey-to-raise-power-supply-to-sudan-amid-shortage/2188227>

Turkey will increase electricity supply from 150 to 250 megawatts through battleship on Red Sea: Sudan's Energy Ministry

Mohamed Amin | 25.03.2021 | KHARTOUM, Sudan

Turkey will increase its electricity supply to Sudan from 150 to 250 Megawatt, according to a statement by the Sudanese Oil and Energy Ministry on Thursday.

The pledge of the additional 100 megawatts comes amid a deep shortage of electricity supply in Sudan last summer that led to blackouts in the country and disruptions in manufacturing.

The ministry confirmed that the additional supply would begin from May, to be provided by the Karadeniz Powership company.

"Sudan and Turkey have agreed to increase the power supply by the battleship in the Red Sea from 150 megawatts to 250 megawatts," the statement read.

Sudan suffers a continuous shortage of power supply and receives electricity from Ethiopia and Egypt.

ERITHREE :

Eritrean forces kill two refugees near border with Sudan

<https://sudantribune.com/spip.php?article69380>

March 30, 2021 (GADAREF) - Eritrean forces killed two refugees on the Sudanese-Ethiopian border as they were returning to their areas in Tigray from the Hamdayet reception centre on the Sudanese border.

Many Ethiopians who recently fled their areas of origin after the eruption of fighting in the restive Tigray decided to return home due to the lack of services in the crowded reception centres, as the two existing camps are full and a third one has not yet been established.

Eyewitnesses in the border area told the Sudan Tribune, Tuesday that Eritrean forces killed two Ethiopian returnees in the Dima area and wounded two others, while at least 76 escaped the attack.

The refugees were on their way from the Hamdayet centre to Humera town in the northern Tigray Region.

Some of those who survived the attack transported the injured to Sudan for treatment. Also, the dead were buried in Sudan.

On 26 March, Prime Minister Abiy Ahmed following his return from Asmara said that Eritrea would withdraw troops from the Tigray Region, as he admitted for the first time their involvement in the war against the TPLF.

Thousands of Tigryans are believed to have been killed since November 2020. Fighters from the Amahara region and Eritrean soldiers are accused of committing war crimes including rape against women.

The witnesses said that the dead were shot directly by bullets in the head.

Also, they added that some Oromos were injured alongside the Tigryans.

According to Sudan's Commission for Refugees (COR) daily report of Tuesday 29 March, there are some 30048 refugees at the border facilities for refugees in Hamdayet and Madina.

The report further said that the Gadaref State proposed a location for the third camp but no decision has been made as it should be first visited by the UNHCR and the COR before making a final decision.(ST)

Conflit au Tigré : 100 civils tués par l'armée érythréenne

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/conflit-au-tigr%C3%A9-100-civils-tu%C3%A9s-par-larm%C3%A9e-%C3%A9rythr%C3%A9enne/2187864>

- Une enquête conjointe sera menée par le gouvernement éthiopien et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, au sujet de ces violations qualifiées de graves.

Malek Jomni | 25.03.2021 | Addis Abeba AA/ Addis-Abeba | Le Comité éthiopien des droits de l'Homme a déclaré que l'armée érythréenne avait tué plus d'une centaine de civils, dans la ville historique d'Aksoum dans la région du Tigré, au nord du pays.

Dans un rapport publié mercredi, le Comité (gouvernemental) a fait savoir que l'armée érythréenne avait commis de graves violations des droits de l'Homme contre des civils.

Ceci intervient un jour après les révélations du Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, selon lesquelles il y avait des indications de violations des droits de l'Homme qui impliqueraient l'armée fédérale éthiopienne et les forces érythréennes.

Le Comité a ajouté dans le rapport, que les habitants de la ville et les personnes venues d'autres régions du Tigré et d'Ethiopie pour la fête annuelle de l'Église Sainte Marie de Sion, avaient été tués par des soldats érythréens.

Ces violations généralisées des droits de l'Homme, commises par des soldats érythréens dans la ville d'Aksoum, n'étaient pas de simples crimes, mais de graves violations des droits humains, a souligné le Comité.

Par ailleurs, il a également souligné la nécessité d'appréhender les auteurs de ces dépassements qui incluent, en plus, des actes de pillage et de destruction dans la région.

"L'engagement annoncé par le gouvernement fédéral éthiopien à mener une enquête conjointe avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme au sujet de ces violations au Tigré est un pas important dans la bonne voie", selon le rapport.

La Commission de l'ONU a annoncé, la semaine dernière, son accord pour mener une enquête conjointe avec le gouvernement éthiopien sur des allégations de crimes de guerre au Tigré.

Le Premier ministre éthiopien a reconnu, mardi et pour la première fois, que des atrocités avaient été commises contre des civils dans la région du Tigré, lors du conflit qui avait éclaté, en novembre dernier, avec des éléments du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT).

"Des rapports indiquent que des atrocités ont été commises dans la région du Tigré", a déclaré Abiy Ahmed, lors de sa participation à une séance parlementaires avec les députés. *Traduit de l'arabe par Malèk Jomni.

ETHIOPIE :

G7 countries slam killings in Ethiopia's Tigray region

<https://www.aa.com.tr/en/africa/g7-countries-slam-killings-in-ethiopia-tigray-region/2196510>

'G7 members stand ready to support humanitarian efforts, investigations into human rights abuses,' says joint statement

Handan Kazancı | 02.04.2021 | ISTANBUL

Foreign ministers of the G7 countries and the EU Friday condemned “the killing of civilians” in Ethiopia’s restive Tigray region.

Canada, France, Germany, Italy, Japan, the UK, and the US ministers, along with the high representative of the EU, in a joint statement, voiced strong concern “about the recent reports on human rights violations and abuses, and violations of international humanitarian law in Tigray.”

“We condemn the killing of civilians, sexual and gender-based violence, indiscriminate shelling and the forced displacement of residents of Tigray and Eritrean refugees,” the statement added.

“All parties must exercise utmost restraint, ensure the protection of civilians and respect human rights and international law.

“We recognize recent commitments made by the government of Ethiopia to hold accountable those responsible for such abuses and look forward to seeing these commitments implemented.”

Noting the agreement between the Ethiopian Human Rights Commission and the Office of the UN High Commissioner for Human Rights to conduct a joint investigation into the human rights abuses committed by all parties in the region, the statement said: “It is essential that there is an independent, transparent and impartial investigation into the crimes reported and that those responsible for these human rights abuses are held to account.”

The G7 countries also urged the “parties to the conflict to provide immediate, unhindered humanitarian access.”

“We are concerned about worsening food insecurity, with emergency conditions prevailing across extensive areas of central and eastern Tigray.”

The statement welcomed a recent announcement from Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed that “Eritrean forces will withdraw from Tigray.”

“This process must be swift, unconditional and verifiable,” the statement added.

The group called for “the end of violence and the establishment of a clear inclusive political process that is acceptable to all Ethiopians, including those in Tigray and which leads to credible elections and a wider national reconciliation process.”

“We, the G7 members, stand ready to support humanitarian efforts and investigations into human rights abuses,” the statement added.

Ethiopia ended a security operation in Tigray in November following an armed attack by outlawed Tigray People’s Liberation Front on Ethiopian troops.

But sporadic fighting continues as hundreds of thousands of people were internally displaced and more than 60,000 fled to neighboring Sudan.

The Ethiopian Human Rights Commission in a report alleged that Eritrean troops killed 100 civilians in the historic town of Axum in Tigray.

Ethiopia launches operation after gunmen kill 28

<https://www.aa.com.tr/en/africa/ethiopia-launches-operation-after-gunmen-kill-28/2195517>

Civilians were massacred late Wednesday in Western Wollega zone in Ethiopia’s most populous region of Oromia

Addis Getachew | 01.04.2021 | ADDIS ABABA, Ethiopia

Ethiopia's prime minister Thursday said retaliatory measures were underway in the Western Wollega zone of the country's most populous region of Oromia where at least 28 innocent civilians were massacred late Wednesday.

Gunmen reportedly belonging to a splinter group of the Oromo Liberation Front massacred the civilians identified to be ethnic Amharas.

Prime Minister Abiy Ahmed tweeted that at a time when the world is grappling with the COVID-19 pandemic, such acts will not add up to the "Ethiopia we want."

He condemned the atrocious act and condoled with the families of the deceased.

"We should work in collaboration to bring the perpetrators to justice and also to put an end to such killings," he said.

In recent years, the Horn of Africa country has seen repeated attacks against civilians in the Western Wollega and Metekel zones of the Benishangul-Gumuz region bordering Sudan.

Ethiopia clears forests around Renaissance Dam

<https://www.middleeastmonitor.com/20210402-ethiopia-clears-forests-around-renaissance-dam/>

April 2, 2021 at 3:30 pm | Published in: Africa, Egypt, Ethiopia, News, Sudan | Ethiopia has begun to clear some 4,854 hectares of forests surrounding the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD), in preparation for its second filling.

The official Ethiopian News Agency (ENA) reported that the state-run Ethiopian Electric Power Authority had handed over "details about the deforestation project" to the dam administration.

The Ethiopian move comes a day after the Egyptian President Abdel Fattah Al-Sisi starkly warned against "unilaterally filling the dam."

"No one can take a single drop of water from Egypt, and whoever wants to try it, let him try," Sisi stressed; warning of "instability that no one can imagine in the region" if the GERD was filled and operated without a joint agreement.

The Egyptian Air Force was reported recently to have started joint training exercises with their Sudanese counterparts, entitled "Nile Eagles 2," at the Meroe Air Base in Sudan.

READ: Ethiopia must take account of the rights to Nile water of countries downstream

On Wednesday, Ethiopia's ambassador to Egypt said that the dam negotiations would "soon resume to reach an agreement satisfactory to all parties." In this context, the Sudanese foreign minister has called on the United States to engage in the talks to "oblige Ethiopia not to start the second filling of the GERD without the consent of the parties involved."

The three African countries have long been in a dispute over the dam construction, with Egypt and Sudan calling for a legally binding agreement on the dam's filling and operation.

Egypt fears that the dam would reduce its share of the Nile water flow, with potentially severe effects on the country's water needs.

Ethiopia says the dam would generate over 6,400 megawatts of electricity, boosting the electricity needs of its population.

SOMALIE :

Somali Army claims victory in attack by Al-Shabaab militants

<https://africa.cgtn.com/2021/04/03/somali-army-claims-victory-in-attack-by-al-shabaab-militants/>

Al-Shabaab militant group on Saturday morning attacked multiple fronts running over Bariire, Awdhiig & other towns. This has been confirmed by Abdirizak Mohamed, Somali Federal Member of Parliament and Former Minister of Internal Security.

Abdirizak said "this is the outcome of when the security forces are used for political purposes."

However, Somali National Television reports that the 'Somali Army killed dozens of terrorist militants including leaders after Al-Shabab attacked SNA bases in Awdhigle and Bariire in Lower Shabelle region,' this is according to Somalia's Army chief GE.Odawa Yusuf, who told the State Media.

The State Media also says 'Somalia's Deputy Defence Minister Abdifitah Qasim, expressed his profound gratitude to Somalia's elite forces Gorgor who repelled Shabbab attacks on SNA bases in Lower Shabelle region.'

According to witnesses accounts, the bases, located about 100 km (60 miles) southwest of the capital Mogadishu, were struck by two explosions.

A third explosion targeted a convoy of troops rushing to the bases from the capital after the attack, they added.

États-Unis : les sanctions économiques liées à la situation sécuritaire en Somalie, prolongées

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/%C3%A9tats-unis-les-sanctions-%C3%A9conomiques-li%C3%A9es-%C3%A0-la-situation-s%C3%A9curitaire-en-somalie-prolong%C3%A9es/2195954>

- Pour une année supplémentaire, à partir du 12 avril 2021 Sami Anwar Rashad Ahmed | 02.04.2021 | Washington AA / Washington

La Maison Blanche a annoncé, jeudi, que le Président Joe Biden avait signé un décret de prolongation, d'au moins un an, des sanctions économiques américaines contre la Somalie. Une décision qui avait, auparavant, été approuvée par les Présidents Barack Obama et Donald Trump.

Biden a déclaré que la situation de la Somalie continuait de constituer une menace importante pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis.

"C'est pour cette raison que l'état d'urgence nationale décrété le 12 avril 2010 et les mesures adoptées ce jour-là et à la date du 20 juillet 2012, devrait s'étendre jusqu'après le 12 avril 2021", a-t-il noté.

Il a ajouté que le décret exécutif précédent (13556) restera, de ce fait, en vigueur durant les 12 prochains mois.

La Somalie connaît des tensions politiques, en raison des désaccords entre le gouvernement d'une part et les chefs des régions et de l'opposition d'autre part, sur les détails des élections législatives et présidentielles.

Ces différends ont conduit au report, plus d'une fois, des élections, sans fixer de nouvelles dates, malgré la tenue de plusieurs rounds de négociations, dont février 2021. Le 8 février, le mandat constitutionnel du Président du pays, Mohamed Abdullahi Mohamed, avait pris fin. *Traduit de l'arabe par Malèk Jomni

Ankara inquiète face à l'impasse électorale en Somalie

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/ankara-inqui%C3%A8te-face-%C3%A0-limpasse-%C3%A9lectorale-en-somalie/2187074>

- À l'appel du président Mohamed Farmajo, un sommet de 2 jours a commencé le 22 mars dans la capitale Mogadiscio pour résoudre la crise électorale en Somalie, mais aucune décision n'a pu être prise lors de ce sommet. Gökhan Varan, Ayvaz Çolakoğlu | 24.03.2021 | Ankara AA / Ankara

Le ministère turc des Affaires étrangères s'est dit préoccupé par l'incapacité des parties à parvenir à un consensus sur le processus électoral en Somalie.

Le ministère a partagé mercredi un communiqué écrit concernant le processus électoral en Somalie.

"Notre préoccupation c'est la perturbation des attentes du peuple somalien en matière de développement du pays dans la paix et la prospérité par le fait que les différentes parties au processus électoral en Somalie ne soient pas encore parvenues à un compromis", a souligné le ministère.

Ankara a souhaité dans son communiqué voir les élections se tenir sans tarder avant d'ajouter:

"Nous invitons le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux à se réunir et à résoudre les différends par un dialogue inclusif et constructif sur la base du compromis atteint le 17 septembre 2020, et réitérons notre soutien au peuple et au gouvernement somaliens amis et fraternels pour surmonter ce blocage dès que possible."

-Le sommet de 2 jours a débuté le 22 mars

À l'appel du président Mohamed Farmajo, un sommet de 2 jours a commencé le 22 mars dans la capitale Mogadiscio pour résoudre la crise électorale en Somalie, mais aucune décision n'a pu être prise lors de ce sommet.

Deux dirigeants provinciaux de l'opposition, le Président de l'État du Puntland, Saeed Abdullah, et le Président de l'État du Jubaland, Ahmed Islam Madobe, n'ont pas assisté à la réunion.

Le président somalien Mohamed Farmajo a appelé les chefs d'États fédéraux pour la 6ème fois afin de déterminer la situation politique du pays et le processus électoral.

Les élections prévues au début de cette année ont été reportées en raison de désaccords sur le modèle électoral.

**** L'AFRIQUE DU SUD ****

MADAGASCAR :

Andry Rajoelina s'adresse à nouveau à la nation

<https://www.madagascar-tribune.com/Confinement-ou-pas-la-situation-sanitaire-s-aggrave-a-Madagascar.html>

samedi 3 avril | Mandimbisoa R. | Face à la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 qui sévit fortement dans le pays, Andry Rajoelina va s'adresser à nouveau à la nation ce samedi à 20 h à la télévision, à la veille des fêtes pascales. Le Président de la république fera le point sur l'évolution inquiétante de la situation sanitaire dans le pays et la population s'attend à un discours non creux suivi d'actions concrètes.

Lors de sa dernière intervention à la télévision le 20 mars dernier, Andry Rajoelina a annoncé la relance des mesures sanitaires et une série des premières restrictions. Le point fort de son discours était l'annonce du consentement des autorités pour l'introduction des vaccins anti-Covid-19 dans le pays. Après des vagues hésitations qui ont duré des mois, le gouvernement a demandé officiellement son inscription au mécanisme Covax à l'Alliance du vaccin pour les pays à faibles et moyens revenus (GAVI). La vaccination anti-covid devra ainsi être évoqué ce soir. Le comité scientifique devait se pencher sur le choix des différents vaccins et la stratégie vaccinale à mettre en place. Pour l'instant, Covax affirme avoir signé des accords pour acheter des vaccins fabriqués par Pfizer-BioNTech et Oxford-AstraZeneca, ainsi que certains qui n'ont pas encore été approuvés, le choix des vaccins n'est donc pas large. Dans tous les cas, Madagascar devra attendre des semaines, voire des mois avant de recevoir les premières doses.

L'annonce d'un confinement partiel ou du moins la prise de mesures plus fortes dans les régions les plus touchées par l'épidémie est attendu dans cette allocution par une frange de la population et une majorité des professionnels de la santé qui ne cessent d'interpeller sur l'aggravation de la situation. Pour certaines familles, des décisions d'auto-confinement ont été prises quand c'est possible. Dans les services publics, la circulation du personnel et des usagers dans les bureaux a été limitée. Les établissements scolaires, conformément aux décisions du conseil des ministres de mercredi dernier ferment leur portes et entrent en vacances prolongées. Dans les établissements d'enseignement français, l'enseignement à distance est réactivé. Certaines entreprises se sont réorientées vers le télétravail ou se sont réorganisées pour éviter trop de brassage sur les lieux de travail.

Il reste la problématique de la circulation des personnes et des transports en commun qui constituent pourtant l'un des vecteurs de transmission rapide de l'épidémie, dans les cas où le port des masques et la distanciation physique ne sont pas respectés. Pareil cas pour les restaurants et bars, notamment la nuit.

Les mesures déployées ces dernières semaines n'ont en tout cas pas suffi à freiner les contaminations au vu des dernières statistiques. Quelles que soient les mesures annoncées ce soir, Andry Rajoelina sait qu'il doit marcher sur les oeufs. L'acceptabilité des mesures contre le Covid-19 reste en effet compliquée surtout quand les règles ne sont pas claires ou ambiguës.

Covid-19 : 133 décès en un mois

<https://www.madagascar-tribune.com/Covid-19-133-deces-en-un-mois.html>

vendredi 2 avril | Mandimbisoa R. | Quinze décès supplémentaires ont été enregistrés le 31 mars, selon les derniers chiffres publiés par le ministère de la Santé publique sur la situation de la Covid-19 à Madagascar.

Sur les 433 décès officiels imputés à la Covid-19 depuis le début de l'épidémie, 133 sont survenus en l'espace d'un mois, plus précisément depuis le 27 février. Encore plus inquiétant, les formes graves sont en très forte hausse. Une deuxième vague plus meurtrière sévit dans le pays alors que nous nous approchons de la période hivernale.

Cinq des nouveaux décès enregistrés ont été recensés dans la région Analamanga. Parmi eux figurent certainement l'artiste Ndriana Ramamonjy que les rumeurs donnaient pour mort depuis quelques jours. Plusieurs personnalités connues ont été emportés par le virus, à l'instar de Sammy, un des membres fondateurs du groupe Lolo sy ny Tariny. L'Amiral Didier Ratsiraka et le chroniqueur et politicien Gilbert Raharizatoivo sont même soupçonnés d'être des victimes de la Covid-19, au vu notamment de leurs obsèques précipitées même si les explications officielles reçues indiquent qu'ils sont respectivement décédés d'un arrêt cardiaque et d'une bronchite chronique.

Face à la situation de plus en plus préoccupante, et l'afflux des malades, certains médecins n'hésitent plus à interpeller les autorités à prendre des mesures drastiques, comme un confinement pour freiner les contaminations.

De même, la société civile tire la sonnette d'alarme. Des organisations de la société civile engagées dans le domaine de la santé dénoncent les mesures insuffisantes et la stratégie de riposte adoptée par les autorités pour contenir la propagation du virus.

SOUTH AFRICA :

Economic growth to hit 2,6% in South Africa – World Bank

<https://www.thesouthafrican.com/news/economic-growth-to-hit-26-in-south-africa-world-bank/>

Economic growth in Sub-Saharan Africa is forecast to rise between 2.3 and 3.4% in 2021, depending on the economic policies adopted.

Lyse Comins by Lyse Comins 02-04-2021 in News | Economic growth in Sub-Saharan Africa is estimated to have contracted by 2% in 2020 with prospects for recovery strengthening according to the World Bank's biannual economic analysis for the region.

The latest Africa's Pulse, The Future of Work in Africa: Emerging Trends in Digital Technology Adoption, noted that a slower spread of the virus and lower COVID-19-related mortality, strong agricultural growth and a faster-than expected recovery in commodity prices had helped many African economies weather the economic storm induced by the COVID-19 pandemic.

The report noted that economic growth recovery hinges on countries deepening reforms that create jobs, encourage investment, and enhance competitiveness.

"African countries have made tremendous investments over the last year to keep their economies afloat and protect the lives and livelihoods of their people," Albert G. Zeufack, World Bank Chief Economist for Africa said.

"Ambitious reforms that support job creation, strengthen equitable growth, protect the vulnerable and contribute to environmental sustainability will be key to bolstering those efforts going forward toward a stronger recovery across the African continent."

Economic growth in the region is forecast to rise between 2.3 and 3.4% in 2021, depending on the policies adopted by countries and the international community. A second wave of COVID-19 infections is partly dragging down the 2021 growth projections, with daily infections about 40% higher than during the first wave.

While some countries had a significant drop in COVID-19 infections due to containment measures adopted by the government, other countries are facing an upward trend in infections. Real GDP growth for 2022 is estimated at 3.1%. F

For most countries in the region, activity will remain well below the pre-COVID-19 projections at the end of 2021, increasing the risk of long-lasting damage from the pandemic on people's living standards.

Sub-Saharan Africa's recovery is expected to vary across countries. Non-resource-intensive countries, such as Côte d'Ivoire and Kenya, and mining-dependent economies, such as Botswana and Guinea, are expected to see robust growth in 2021, driven by a rebound in private consumption and investment as confidence strengthens and exports increase.

In the Eastern and Southern Africa subregion, the economic growth contraction for 2020 is estimated at -3.0%, mostly driven by South Africa and Angola, the subregion's largest economies. Excluding Angola and South Africa, economic activity in the subregion is projected to expand by 2.6% in 2021, and 4.0% in 2022.

Growth in the Western and Central Africa subregion contracted by 1.1% in 2020, less than projected in October 2020 partly due to a less severe contraction in Nigeria, the subregion's largest economy, in the second half of the year. Real gross domestic product in the Western and Central Africa subregion is projected to grow 2.1% in 2021 and 3% in 2022.

'S.Africa ruling party members facing cases should go'

<https://www.aa.com.tr/en/africa/safrica-ruling-party-members-facing-cases-should-go/2192848>

Ruling ANC asks all party members charged with corruption to step down within 30 days or face suspension

Hassan Isilow | 30.03.2021 JOHANNESBURG | South Africa's ruling African National Congress (ANC) has asked all party members charged with corruption or other serious cases to step down within 30 days or face suspension.

"The 30-day period will be used to implement the decision in line with the party's guidelines," the ruling party head, President Cyril Ramaphosa, said Monday night after the party's National Executive Committee (NEC) meeting.

Notably, ANC Secretary-General Ace Magashule, a powerful politician who manages the party's daily affairs, is among the top officials charged with corruption.

Charges against Magashule relate to a \$15 million contract to remove asbestos from homes in poor neighborhoods in the Free State province, where he served as premier from 2009 to 2018. He denies involvement in corruption.

Last year, the ANC's Integrity Commission recommended that Magashule step down from his position pending the outcome of the corruption case.

Ramaphosa said the ANC welcomes and supports the decision of Magashule to use the 30-day period to seek the counsel of former ANC leaders.

Ramaphosa also appealed to ANC members to support the NEC decision.

Magashule, who is said to be in another ANC faction loyal to former President Jacob Zuma, enjoys considerable support within the party, especially in his province of Free State.

MOZAMBIQUE :

Mozambique to issue citizens living in China with ID cards

<https://macauhub.com.mo/2021/03/22/20210322004/>

The government of Mozambique will issue national identification cards to more citizens of the country that live abroad, Rádio Moçambique reports.

The state-owned broadcaster quotes Alberto Sumbana, a spokesman for the issuing authority, as saying cards will now be issued to Mozambicans in China, Ethiopia, Germany, Kenya, South Africa and the United States.

The purpose is to issue identification cards more promptly while the COVID-19 pandemic persists, Rádio Moçambique quotes Mr Sumbana as saying.

Separately, the Portuguese news agency, Lusa, reports that officials working in the South African city of Johannesburg, where many Mozambicans live, received 104 applications for cards in just one month.

Mozambicans living in Malawi, Swaziland, Tanzania and Zimbabwe will be the next to have their cards issued, Lusa quotes Mr Sumbana as saying.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/mozambique-to-issue-citizens-living-in-china-with-id-cards/>

Total shuts down gas plant after Mozambique jihadist attacks

<https://africa.cgtn.com/2021/04/03/total-shuts-down-gas-plant-after-mozambique-jihadist-attacks/>

French energy giant Total has closed its operations and pulled out all staff from a site in northern Mozambique following a devastating jihadist attack in the area, according to security sources.

“Total has gone,” a security source in the capital Maputo told AFP, adding that “it will be hard to persuade them to return” this year.

Meanwhile, a military source added, “all the facilities are abandoned.”

“Total made a decision to evacuate all of its staff”, after drone surveillance showed insurgents were in areas “very close” to the gas plant in Afungi.

Another source confirmed the reports, that insurgents were not far from the site.

Afungi peninsula is only 10 kilometres (six miles) from the town of Palma, which came under attack more than a week ago, resulting in the death of dozens of people, including at least two expatriate workers.

The brazen assault on March 24 was the latest in a string of more than 830 organised raids by the Islamist militants over the past three years during which more than 2,600 people have died.

Total had already evacuated some staff and suspended construction work in late December 2020 following a series of violent attacks near its compound.

But last week’s raid is seen as the biggest escalation of the Islamist insurgency ravaging Cabo Delgado province since 2017.

Many civilian survivors fled their homes flocking towards the heavily secured gas plant.

An estimated 15,000 people have gathered near the site, while more are still arriving and “security is compromised”, said another source.

The humanitarian “situation continues to deteriorate,” added the source.

Total’s clear-out came as Afungi army commander Chongo Vidigal declared on Thursday the gas project was “protected”.

“We are currently in the special area in Afungi and never had a terrorism threat,” he said.

Total did not immediately respond to requests for comment.

Most means of communication were cut after the Palma onslaught began.

Thousands of troops have been deployed to Cabo Delgado, but Mozambique’s ability to fight the insurgency has long been questioned, with analysts pointing to poor training and lack of equipment.

Government security forces are also bolstered by a South African private military company, Dyck Advisory Group (DAG).

Total and its partners planned to invest \$20 billion in the project, the largest amount ever for a project in Africa.

In February, Total chief executive Patrick Pouyanne insisted that the project, which it inherited from the US energy firm Anadarko, was still on track to begin operations in 2024.

He said this having reached agreement with Mozambican President Filipe Nyusi to set up a 25-kilometre (15-mile) radius secure zone around the site.

But last week the jihadists attacked, just 10 kilometres from the compound and reportedly beheaded residents and ransacked buildings in the latest rampage.

Hundreds, including many foreign workers, have been evacuated by air and sea while thousands of locals walked to safety.

The UN said it has recorded at least 9,100 people internally displaced by the latest violence.

The violence has uprooted nearly 700,000 people from their homes since October 2017.

Cabo Delgado's jihadists have wreaked havoc across the province with the aim of establishing a caliphate.

The insurgents are affiliated with the Islamic State group, which claimed the Palma attack.

Armed group attacks civilians in Mozambique: Over 180 people trapped in hotel

<https://malawi24.com/2021/03/27/armed-group-attacks-civilians-in-mozambique-over-180-people-trapped-in-hotel/>

A group linked to the Islamic State (ISIS) has killed several people in Mozambique and over 180 people are trapped inside a hotel which is under siege.

The attack started on March 25 in the town of Palma, in northern Cabo Delgado province by a group Al-Shabab and Al-Sunna wa Jama'a which is linked to ISIS, according to Human Rights Watch (HRW).

The organisation said it contacted several witnesses who saw bodies on the streets and residents fleeing after the Al-Shabab fighters fired indiscriminately at people and buildings.

New site Al Jazeera said the attack has happened near a liquefied natural gas (LNG) site where French oil giant Total is the principal investor in the \$20bn project.

Residents fled into the surrounding forest while government and LNG workers sought shelter at the Amarula Palma hotel where they are now trapped.

"Almost the entire town was destroyed. Many people are dead," one worker told Al Jazeera.

One man at the hotel said in a clip that they had run out of food and water.

"We don't know if we will be rescued," he said.

According to HRW, mobile phone signals have been disrupted, making it harder to obtain information about the situation, the casualties, and the whereabouts of many residents. The armed group is also targeting civilians in their homes in violation of the laws of war.

"Al-Shabab fired on civilians in their homes and on the streets in Palma, as they tried to flee for their lives," said Dewa Mavhinga, Southern Africa director at Human Rights Watch. "Mozambican authorities should move swiftly to protect civilians and bring all those responsible for abuses to account."

Mozambique's Defense Ministry announced on March 25 that an army operation to restore order and security in Palma was underway.

The ministry spokesman said that the group "attacked the town of Palma in three directions: Pundanhar – Manguna crossroads, Nhica do Rovuma road, and the Palma airfield."

Districts in Northern Cabo Delgado have been the center of fighting between government forces and the armed Islamist group since October 2017, when Al-Shabab attacked a string of police stations in the area, causing two days of government lockdowns.

Al Shabab forces have been accused of attacking villages, carrying out summary executions including beheadings, looted, and destroying civilian property and infrastructure, including schools and health centers.

HRW says fighting between the group and government forces has left more than 1,500 civilians dead and displaced more than 600,000.

Mozambique Attack: SANDF troops sent in to 'secure safety' – Ramaphosa

<https://www.thesouthafrican.com/news/mozambique-attack-sandf-troops-sent-in-to-secure-safety-ramaphosa/>

SANDF troops are evacuating citizens from towns hit by the latest jihadist attack on Mozambique, while Portugal is also sending troops.

Lyse Comins by Lyse Comins 02-04-2021 13:51 President Cyril Ramaphosa has announced that the South African National Defence Force has sent troops to Mozambique to evacuate South Africans from the country which has been rocked by a spate of Islamic insurgency attacks in recent months.

South African, Adrian Nel, was killed in the Mozambique attack when he was among dozens of people who attempted to flee the town of Palma on 24 March when Islamic jihadists stormed the town, claiming to have taking control of it.

Ramaphosa told ENCA on Friday: "We have already attended to the issue of evacuation of those South Africans who are stranded in Mozambique and already one of those who passed away the South African National Defence Force has brought them back."

"We remain involved with securing the safety of our people in Mozambique, in Pemba and in Palma...The SANDF is working very hard to secure the safety of South Africans," he said.

President Cyril Ramaphosa

Nel, a commercial diver who had lost his job because of the Covid-19 lockdown, had moved to Mozambique to join his father and younger brother in the construction industry in January. They were building worker's accommodation in Palma to supply the burgeoning gas sector after one of the largest natural gas field discoveries was unlocked in Africa.

The Mozambican government has said dozens of people died in the raid, but the exact death toll in the remote northern town is not known at this stage. The Islamic state group claimed on Monday that it had conducted the three-day raid against military and government targets and that it had seized control of the town.

The raid took place close to a multi-billion-dollar gas project that is being built by France's Total and other energy giants, on a peninsula just 10 kilometres away, France24 reported.

Portugal has also announced that it will be sending about 60 troops to Mozambique to help train the Mozambique defence force.

France24 reported that the Portuguese news agency had said that a bilateral agreement calling for a total of 60 special forces troops to Mozambique was being finalised.

"Portuguese Foreign Minister Augusto Santos Silva also told the state TV channel RTP late Monday that a team of 'around 60' soldiers were 'getting ready' to be sent to Portugal's former colony 'in the coming weeks'," France24 reported.

The team would "support the Mozambican army in training special forces," he said.

Mozambique: Allégations de l'implication de citoyens sud-africains dans la récente attaque de Palma

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mozambique-all%C3%A9gations-de-limplication-de-citoyens-sud-africains-dans-la-r%C3%A9cente-attaque-de-palma-/2191714>

- Un chercheur de l' « Institute for Security Studies » de Johannesburg a déclaré que des informations font état de la présence de 12 combattants sud-africains parmi les rebelles au Mozambique. Mounir Bennour | 29.03.2021 | Mozambique AA / Johannesburg

Un chercheur dans un institut à Johannesburg a évoqué ce lundi la possibilité que des citoyens sud-africains soient impliqués dans l'attaque armée contre la ville de Palma au Mozambique qui s'est dénouée avec la chute de la ville sous le contrôle des rebelles.

Des hommes armés ont lancé mercredi dernier une attaque contre la ville de Palma, située à proximité d'un grand projet gazier géré par la société énergétique française « Total ».

Les terroristes ont ciblé un bus d'évacuation qui faisait partie d'une opération de sauvetage qui a tenté de porter secours à 180 personnes assiégées dans un hôtel de Palma pendant 3 jours, parmi lesquelles on compte des étrangers, selon des rapports de presse.

Willem Els, coordinateur du dossier du terrorisme à l' « Institute for Security Studies », a déclaré que l'institut « devrait être très préoccupé par fait que des citoyens sud-africains combattent aux côtés du groupe rebelle au Mozambique », selon le site Web local d'informations Eyewitness News. Et d'ajouter : « Ce que nous savons, c'est qu'il y a 12 Sud-Africains qui combattent avec ces individus (au Mozambique), il est donc possible que ces citoyens aient participé à l'attaque, et il pourrait même y en avoir d'autres ».

Els a souligné la possibilité qu'un certain nombre de ces Sud-Africains « occupent des postes de commandement au sein du groupe (rebelle) ».

Selon « Eyewitness News », au moins un Sud-Africain comptait parmi les morts alors qu'il tentait de fuir un hôtel de la ville côtière.

Pour sa part, « Human Rights Watch » a révélé que les hommes armés sont affiliés à un groupe connu localement sous le nom « Al-Shabab », qui n'a aucun lien direct connu avec l'organisation somalienne du même nom.

En général, des terroristes affiliés à l'organisation terroriste « Daech » attaquent des villages et des villes de la région, provoquant l'exil d'environ 700 000 personnes et la mort de plus de 2 500 autres, selon certains rapports de presses. * Traduit de l'arabe par Mounir Bennour.

BOTSWANA :

Botswana President Jets into Zambia

<https://www.mwebantu.com/2021/03/31/botswana-president-jets-into-zambia/27585/>

PRESIDENT of Botswana Mokgweetsi Masisi has arrived in Zambia for a one day working visit. ZANIS reports that Dr. Masisi arrived at Kenneth Kaunda International Airport in Lusaka at about 08:15 hours this morning.

He is expected to hold private talks with President Edgar Lungu at State House.

Dr. Masisi is expected to leave the country soon after concluding his engagements with President Lungu.

Foreign Affairs Minister Joseph Malanji, Lusaka Province Minister Bowman Lusambo, Deputy Secretary to the Cabinet Patrick Kangwa and officials from the High Commission of Botswana in Zambia were on hand to receive Dr. Masisi at the Kenneth Kaunda International Airport.(Story by ZANIS. Picture by Kacha Miyoba)

NAMIBIA :

Namibie : le FMI annonce 270,8 millions \$ pour financer l'achat de vaccins et atténuer l'impact économique de la covid-19

<https://www.agenceecofin.com/economie/0204-86818-namibie-le-fmi-annonce-270-8-millions-pour-financer-l-achat-de-vaccins-et-attenuer-l-impact-economique-de-la-covid-19>

(Agence Ecofin) - D'après le dernier bilan d'Africa CDC, le pays compte 44 374 cas de covid-19 pour 528 morts. En plus des conséquences sanitaires, la pandémie a entraîné une détérioration des perspectives macroéconomiques, le pays ayant enregistré en 2020 une contraction économique estimée à -7,2%.

La Namibie bénéficiera d'un financement de 270,8 millions \$ de la part du Fonds monétaire international (FMI). C'est ce qu'a annoncé l'institution dans un communiqué publié le mercredi 31 mars 2021.

Le financement sera décaissé au titre d'un instrument de financement rapide (IFR). Il servira à aider le pays à répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements et des finances publiques créés par la pandémie de covid-19 qui a eu un impact négatif sur l'économie. Celle-ci s'est contractée de 7,2% en 2020, selon les estimations. Une situation due notamment à la perturbation des exportations minières et du tourisme qui ont ralenti les rentrées fiscales du pays, ainsi qu'au ralentissement des entrées d'investissements.

Concrètement, le nouveau financement servira à acheter les vaccins destinés à immuniser la population contre le coronavirus qui a touché au moins 44 374 personnes dans le pays pour 528 morts et 41 910 guérisons, selon les derniers chiffres d'Africa CDC.

Les fonds permettront également « l'augmentation des dépenses d'urgence en matière de santé et d'éducation, le renforcement des filets de sécurité sociale pour protéger les plus vulnérables de l'impact de la crise, ainsi que le soutien au secteur privé et la protection des emplois », indique le FMI. Et d'ajouter : « le financement du FMI contribuera également à catalyser des financements supplémentaires de la part des partenaires de développement ».

Notons que pour 2021, l'institution s'attend à une reprise de la croissance économique du pays à 2,1% du PIB. Moutiou Adjibi Nourou

Moody' se préoccupe de l'assainissement budgétaire de la Namibie

<https://www.financialafrik.com/2021/03/16/moody-se-preoccupe-de-l-assainissement-budgetaire-de-la-namibie/>

Moody's a annoncé que la Namibie doit tout faire pour assainir son budget pour réduire le fardeau de la dette. Dans son rapport annuel publié le 15 mars 2021, l'agence de notation a soutenu que si le pays continue dans cette dynamique, elle va maintenir sa notation et les perspectives pourront être stables.

À l'inverse, l'institution financière a fait savoir qu'elle va abaisser probablement la note du pays, secoué par les risques de liquidités qui porteront un sacré coup aux grands projets. Le profil de crédit de la Namibie (Ba3 négatif) souffre d'une hausse de la masse salariale du gouvernement entre autres d'une croissance modérée.

Par ailleurs, Moody's s'attend à ce que le fardeau de la dette du pays passe à 74% du PIB cette année, contre 72% en 2020 et 56% en 2019. Le déficit budgétaire devrait tomber à 8,3% du PIB cette année après un 9,6% du PIB.

« Nous prévoyons que le gouvernement reprendra la voie de l'assainissement budgétaire pour revenir à un déficit d'environ 3% à moyen et long terme et ralentir la trajectoire de la dette à la

hausse », a déclaré Kelvin Dalrymple, vice-président de Moody's – Senior Credit Officer et le coauteur du rapport.

ZIMBABWE :

Biden raises red flag over human rights violations in Zimbabwe

<https://www.thezimbabwemail.com/main/biden-raises-red-flag-over-human-rights-violations-in-zimbabwe/>

April 2, 2021 Staff Reporter Main | The United States has raised the red flag over alleged human rights violations in Zimbabwe, which include torture of government critics by security forces.

In its country report on human rights practices in 2020, the US Department of State's Bureau of Democracy, Human Rights and Labour said Zimbabwean security forces acted with tacit support from President Emmerson Mnangagwa's government.

The report is yet another unflattering assessment of President Mnangagwa's administration by the US in the last three years following a military coup that toppled long time ruler Robert Mugabe.

"Non-governmental organisations reported security forces abducted, assaulted and tortured citizens in custody, including targeted assault on and torture of civil society activists, labour leaders, opposition members and other perceived opponents of the government," the report released on Tuesday says.

"Human rights groups reported government agents continued to perpetrate physical and psychological torture on labour leaders and opposition members during abductions.

"Reported torture methods included sexual assault, beating victims with sticks, clubs, cables, gun butts and sjamboks (a heavy whip), falanga (beating the soles of the feet), forced consumption of human excrement and oral chemical poisoning, as well as pouring corrosive substances on exposed skin."

Persecution

Meanwhile, opposition MDC Alliance and political analysts yesterday said Zimbabwe should expect the worst in terms of arrests and conviction of opposition activists as the country approaches the 2023 harmonised elections.

These assertions were made after the conviction of MDC Alliance activist Makomborero Haruziviishe on Wednesday for inciting public violence.

MDC Alliance president Nelson Chamisa described the conviction of Haruziviishe, who faces a possible 20-year jail term, as persecution of opposition activists.

"Our inability to resolve our differences peacefully and fix broken politics is costing us opportunities to make Zimbabwe great in our lifetime," Chamisa said.

"ED (President Emmerson Mnangagwa) must accept and embrace diversity and differences. Diversity is the substance of all human existence. Stop persecuting dissent, dissent strengthens. Differences make us better. Diversity is profitable," he said.

MDC Alliance spokesperson Fadzayi Mahere said Haruziviishe's conviction was a clear indication of "weaponisation of the law against our members".

"He is a well-known activist who is being targeted because he is vocal about poverty, injustice and corruption faced by the citizens and because he is a member of the MDC Alliance," Mahere said, adding that his conviction was meant to have a chilling effect on MDC Alliance activists and silence dissent.

Political analyst Rashweat Mukundu said: "The regime is tightening screws on the opposition by moving a gear up from harassment, beatings and threats to putting people in prison. Charges on opposition activists are politicised to set an example and frighten the rest of opposition from confronting the regime."

United Kingdom-based lawyer Alex Magaisa said: "But it was only a matter of time before the Mnangagwa regime started to convict and lock up political opponents. It will only get worse. More

disappointing is the scant media attention to this significant milestone. If my memory is faithful, this is the first conviction of an opposition official for inciting public violence.”

Crisis in Zimbabwe Coalition spokesperson Marvellous Khumalo said the conviction was a ploy by the ruling party to silence dissent.

Mnangagwa not worried about Ramaphosa speech in Tanzania

<https://www.thezimbabwemail.com/opinion/mnangagwa-not-worried-about-ramaphosa-speech-in-tanzania/>

March 29, 2021 | The president of South Africa Mr C Ramaphosa paid tribute to the countries he said helped and fought with ANC to remove Apartheid in South Africa. Mr Ramaphosa thanked Tanzania for being the centre and the engine of revolutions in many countries. Of great concern he mentions the countries he said sacrificed for South Africa to gain its independence.

His Excellency the president of South Africa did not mention Zimbabwe in his speech. He mentions all the frontline states but deliberately left Zimbabwe out. His omission of Zimbabwe has been interpreted to mean that Zimbabwe did not help in anyway. This while not really a point to worry it has become a point to just revisit as the opposition are singing high and low saying that Mnangagwa has been humiliated. The president of Zimbabwe was not moved or upset by such an omission. The people of Zimbabwe do not need their country to be mentioned at a funeral to prove their sacrifice for South Africa. As a nation we can not be worried by such an omission. Shame on those who think that you need to be mentioned to show that you have done something good. As a nation we take pride in the fact that we have done the best we could and we are satisfied with the results.

It should be made clear that South Africa-Zimbabwe relations have been generally cordial since the end of apartheid. South Africa has a mission in Harare. Zimbabwe has an embassy in Pretoria and a consulate general in Johannesburg and Pretoria.

The Government of Zimbabwe took a particular interest in the search for independence for Namibia (South-West Africa) from South Africa. In addition, as chairman of the Frontline States in southern Africa, Zimbabwe spoke out vigorously against the policies of apartheid in South Africa and frequently called for the imposition of economic sanctions against the South African government. However, whilst supporting democratic change in South Africa, Zimbabwean leader Robert Mugabe did not support the idea of Zimbabwe being used as a base for anti-South African guerillas. The victory over apartheid was a collective effort. Help from other African countries was decisive in the struggle. From bases in Angola to military help in Zambia, they all played a role.

The Frontline States, as they were known, were countries close to South Africa and included its neighbours, Namibia, Botswana, Zimbabwe, Mozambique, Swaziland and Lesotho as well as those further north: Angola, Zambia, Malawi and Tanzania. They played a vital role in supporting the African National Congress (ANC) when it was banned, as well as the many members and other political activists who were forced into exile. Many ANC activists stayed in Zimbabwe and launched their resistance from the warm borders of Zimbabwe.

Professor Pdraig O'Malley wrote “It became crucial to cultivate and maintain overseas sanctuary, support and funding, But it was equally crucial to have the co-operation of independent African states closer to home. These could provide sites for military training; they could also become launching pads from which to infiltrate South Africa and impose other pressures on the apartheid government.”

In case president Ramaphosa has forgotten that After going into exile in 1961, ANC president Oliver Tambo established anti-apartheid missions across the continent, basing the movement in Tanzania, Zambia, and other nations a move which was a critical transit point for South Africans on their way to Tanzania to be trained as Umkhonto we Sizwe (MK) soldiers. They travelled on the “Freedom Ferry” from Botswana across the Zambezi River.

After Zimbabwe's independence Zimbabwe became a very important and strategic partner against apartheid. Zimbabwe shares more than a border with South Africa: It must be remembered that we

too struggled against white minority rule and in our young years we continued helping South Africa ousting the whole country in a harm's way.

In a case of parallels, the apartheid South African government supported the Rhodesian Front led by Ian Smith. "Given that racial discrimination and the denial of political rights to the black majority were common elements in South Africa and Southern Rhodesia [as the country was initially known], the ANC and Zimbabwe African Peoples Union (Zapu) had a strong sense that they were fighting a common enemy,"

Zapu helped MK recruits to cross the border to reach their camps further north, in Tanzania and Zambia. Military co-operation between Zapu and the ANC became so enmeshed, a joint High Command was formed. Still all this was Zimbabwe's attributes to the fight against apartheid.

The truth presents a very different picture of relations between Zanu-PF and the ANC from the one projected by President Cyril Ramaphosa in his eulogies after Magufuli's death in Tanzania. b Ramaphosa told the crowd in the Tanzania a list of countries which helped South Africa fight apartheid but did not mention Zimbabwe. Again that omission was not bother us as a nation but comments by many in the opposition corners made this response imperative.

Again during the late Mugabe's funeral in at Mugabe's official memorial service Ramaphosa said, "Mugabe was a friend of the ANC, a friend of the people of South Africa, who stood by us during our darkest hour and was unwavering [in] support when our people were suffering under the yoke of apartheid."

And at a later memorial service for Mugabe in Pietermaritzburg he said Mugabe had been prepared to sacrifice much for the freedom of South Africa.

"He was prepared to risk the fortunes and infrastructure of their own country so we in South Africa could be free. He was prepared to give free passage to Umkhonto we Sizwe soldiers to come through Zimbabwe and launch operations in South Africa knowing well he would risk reprisals from the apartheid government.

"Did he flinch or hesitate? Not Mugabe, he was prepared to support us to the end. He was an African patriot, [he] believed [in the] right of self-determination of African people."

As a result of Zimbabwe's support for ANC in 1987 South African apartheid soldiers infiltrated into Zimbabwe and bombed a flat they believed ANC cadres were hiding. As a result Tsitsi Marechera died in that bomb blast in Avondale. President Robert Mugabe, Ministers Enoch Skala, Maurice Nyagumbo and Emmerson Mnangagwa consoled Dambudzo Marechera at the site of the bomb blast that killed his sister Tsitsi in May 1987 at Earl's Court, Harare.

This was not only the attacks we got from South Africa. As reported by the Herald "This morning, hours after South African commandos descended on this capital, glass and rubble littered Angwa Street in the downtown business district. All of it was from the shattered white cement building that had housed an office of the African National Congress"

Again "Away from the heart of the capital, in the Ashdown Park suburb of Harare, a house belonging to the African National Congress had been reduced to rubble, with only part of a side wall left standing." The press reported the incident

"Prime Minister Robert Mugabe, who denounced the raids and called for mandatory economic sanctions against South Africa, visited the sites of the destruction this afternoon.

Mr. Mugabe said four suspects had been arrested in connection with the attacks and that explosives, communications equipment and vehicles had been captured from the raiders. No A.N.C. Casualties Reported"

In 1985 South Africa threatened to send its troops into Zimbabwe in pursuit of South African guerrillas. This marked a major increase in tension between the two countries. South Africa's warning, issued followed a series of five land-mine explosions near the northern town of Messina close to the Zimbabwe border. South Africa has accused Zimbabwe of harboring guerrillas of the African National Congress and allowing them to cross the Limpopo River into South Africa, where the ANC was outlawed.

[The ANC claimed responsibility

The then Zimbabwe's Cabinet minister for security Cde Emerson Mnangagwa said that the nation will defend itself against any attack by South Africa. Zimbabwe put its liberty its peace online in defence of ANC.

Because of the aggression Zimbabwe arrested South African spies Kevin Woods, Michael Smith and Philip Conjwayo these were arrested in Zimbabwe in connection with the bombing that killed the driver of the car transporting the bomb and injured several ANC members. Woods, Smith and Conjwayo were sentenced to death and their sentence was later commuted to life imprisonment by the Supreme Court.

The three were recruited by the South African intelligence service after 1980 to carry out destabilisation activities in Zimbabwe. In the 1980s Zimbabwe became an important area of operation for the ANC particularly for meetings. The South African government and its surrogates began attacking ANC houses and people in Zimbabwe.

For instance in May 1987 Tsitsi Chiliza Marechera a Zimbabwean citizen married to an ANC member was killed by a booby trapped television set intended for Jacob Zuma. The ANC office in Harare was hit by a rocket and in January 1988 a car bomb injured three ANC members in Bulawayo. On 21 April 1994 Woods, Smith and Conjwayo were granted South African citizenship by the apartheid government just before the fall of apartheid. After the fall of apartheid their release became a source of contention between the South African government and the Zimbabwean government. Nelson Mandela failed to persuade the Zimbabwean government to release them on a state visit in 1997 and on other subsequent appeals. Thabo Mbeki who succeeded Mandela as the president of South Africa also failed to secure their release. In 2006 all three were released by the Zimbabwean government on humanitarian grounds. Smith returned to South Africa while Conjwayo chose to stay in Zimbabwe.

Again it should be mentioned that Zimbabwe delayed its land redistribution programs because it did not want to disturb the freedom of South Africa. The role Zimbabwe played in South Africa's freedom is immeasurable and cannot be rubbed off by a none mention at a funeral.

It is petty and childish to take that comment or lack of it as a sign of ungratefulness.

Human rights advocate Archbishop Desmond Tutu recognised the collective effort it took to end apartheid. "In South Africa, we could not have achieved our freedom and just peace without the help of people around the world," he wrote on Huffington Post, the American news site, "who through the use of non-violent means, such as boycotts and divestment, encouraged their governments and other corporate actors to reverse decades-long support for the apartheid regime."

The late President Robert Mugabe once said "Zimbabwe will not be deterred from rendering assistance to the liberation movements of South Africa in the form of political, material and moral support."

"In order to guarantee peace and security in the region, the international community should take immediate steps to isolate the South African regime by imposing comprehensive, mandatory sanctions."

Pertaining to the attack in Harare then Security officials declined to indicate how or when the South African raiders infiltrated the Zimbabwean capital, which is 330 miles from the South African border. Mr. Mugabe said the four suspects who had been captured "are now helping the police with the investigation."

The relationship between ZANU PF and ANC is not questionable. The relationship between Zimbabwe and South Africa cannot be measured by a presidential omission. President Ramaphosa did not cause a diplomatic gaffe Zimbabwe understood that it was a mere omission and not a deliberate way of showing ingratitude.

Shame on those who wanted to create a stunt and a scene out of nothing. The thinking of those celebrating the nine mention of Zimbabwe is destructive and they are not patriotic.

Our President did not see anything wrong in the omission Cde Ramaphosa remains a good friend of Zimbabwe. Again our help was not with strings attached. It was our own conviction and serious revulsion to apartheid. Vazet2000@yahoo.co.Uk Source – Dr Masimba Mavaza

ZAMBIA :

Zambia's new voters' register described as a scam

<https://www.thezimbabwemail.com/world-news/zambias-new-voters-register-described-as-a-scam/>

March 26, 2021 | On 12 August 2021 Zambians will head to the polls to vote in general elections held once every five years.

However, not everyone who is eligible to vote will be able to do so. Instead, thousands of Zambians, mostly hailing from provinces that voted for the opposition in the 2016 elections, will be denied that right unless urgent action is taken.

The new voters' register

The Electoral Commission of Zambia (ECZ) has recently published a brand new provisional voters' register which will replace, rather than update, the pre-existing register. Its contents appear to validate many of the concerns that have been raised by both opposition and civil society actors in recent months.

Yet the ECZ says it does not intend to subject the new register to an independent audit, despite this being essential for establishing its integrity and ensuring credibility.

Having had five years between the 2016 and 2021 elections in which to establish a credible voters' register, it is outrageous that just 37 days were allocated to the process at a difficult time of year when the rainy season was upon us and farmers were busy preparing their fields.

By way of comparison, the voter registration exercise conducted between the 2015 and 2016 elections lasted for six months and captured over one million voters during that time.

Despite the ECZ having had four years to prepare for this short registration period, it was plagued with numerous teething problems that resulted in lengthy queues and some people even being turned away and told to come back the next day. Given the economic turmoil facing the country and the rising cost of living, many of our citizens do not have such time to spare.

Concerns over the short registration period and the risk of disenfranchisement were raised by both opposition and civil society groups ahead of the process but were dismissed with promises that the ECZ was targeting nine million voters, a significant increase on the pre-existing register of 6.7m. In the end, they reached just over seven million, despite the fact that almost two million Zambians have turned 18 since the 2016 polls.

Skewed in favour of the incumbent

Concerns were also raised during the process over reports that the exercise was skewed towards registering a higher number of voters in provinces that voted in favour of the incumbent Patriotic Front (PF) in the 2016 elections, as well as allegations that in these regions people were being bussed in to register at all hours.

These were readily dismissed as politicking. Yet now we have seen the resulting provisional register, our concerns and worst fears have been validated.

In 'perceived PF strongholds' that voted for President Edgar Lungu during the 2016 elections thousands of new voters have been registered.

Eastern Province, where the President hails from, now has an additional 120,324 voters; Muchinga an extra 52,311; Luapula 51,763 and Northern 43,634. Meanwhile, in areas that voted for the opposition, we have seen significant decreases despite continued population growth.

My home of Southern Province now has 31,978 fewer voters, Western Province has 51,772 fewer voters and North-Western has 16,123 fewer voters. It is hard to look at these figures and conclude that the registration exercise was balanced and impartial.

Leading election analysts are equally concerned, both at home and internationally. Comparing the 2016 and 2021 voters' registers, Sishuwa Sishuwa of the University of Zambia described the elections as "a scam" having previously warned that the creation of a new voters' roll was part of a deliberate strategy by President Lungu to stay in power.

The need for credible elections

Nicole Beardsworth of the University of Warwick has warned that the situation could undermine the election's credibility. Commenting on the new roll via Twitter she has stated: "There are concerns that the ruling party might want to selectively disenfranchise citizens in parts of the country that historically vote for the opposition. The only way that the electoral commission can allay these fears is through an independent audit."

Following their publication, we are calling for redress. To allay these concerns and save the credibility of Zambia's 2021 election there must be an independent audit of the new register, as well as an urgent extension to the registration exercise, particularly in areas that now have thousands of fewer voters than in 2016 with no clear explanation as to why.

This is not simply a matter of self-interest. If these elections are going to have credibility, if people are going to trust in the process and have confidence in the outcome, then we cannot enter them on such an uneven footing. This is something that is important for all Zambians and our standing as a democratic and peace-loving nation, as had been recognised by the various civil society groups speaking out on the matter including the Church.

This is not just about an electoral battle between government and opposition, or a question of one ideology versus another. This is about standing up for the fundamental democratic rights and freedoms of Zambians not just on 12 August, but for years to come.

Bottom line

We need a free and fair vote for Zambia in 2021 more than ever.

It is the only way to repeal recent anti-democratic legislation such as the Cyber Security and Cyber Crimes Bill; put an end to the continued abuse of the colonial-era Public Order Act; and prevent the return to arbitrary arrests, media clampdowns and human rights violations. It is the path to repairing our economy after a decade of mismanagement.

That is why we are calling on Zambia's friends in the region and beyond to add their voices to those pushing for remedial action and an independent audit before it is too late. – Africa Report

Mnangagwa builds classroom blocks for school in Zambia

<https://www.thezimbabwemail.com/world-news/mnangagwa-builds-classroom-blocks-for-school-in-zambia/>

March 8, 2021 | PRESIDENT Emmerson Mnangagwa's Government has donated towards the construction of two classroom blocks at a school in Zambia, Zimbabwe's Ambassador to Zambia Ms Charity Charamba disclosed on the commemoration of the Zambian remembrance day held yesterday.

Remembrance Day is held in Zambia in honour of fallen heroes and heroines who paid the ultimate price for the country's cause.

Zimbabwean envoy to Zambia, Charity Charamba, who attended the Lusaka event yesterday, disclosed that Zimbabwe's Government provided US\$26,344 meant for the construction of two classroom blocks at Kavalamanja memorial primary school.

She said the support, which she handed over to Zambia's Ministry of Defence Permanent Secretary Fredrick Phiri on behalf of Zimbabwe Defense Forces, was done to fulfil the Zimbabwean government's pledge.

President Mnangagwa spent his youthful days study and working in Zambia, where his family has relatives, after having been ejected from Rhodesia in the early 1960s by the Ian Smith regime. Liberation movements ZANLA and ZIPRA also maintained based in Zambia during the liberation war.

Charamba said Zimbabwe remains indebted to the Zambian people for accommodating Zimbabweans during the liberation struggle.

Ambassador Charamba further said the commemoration reminds Zimbabwe to reflect on the contributions made by Zambia to ensure that Zimbabwe gains self-rule.

The former national spokesperson for the Zimbabwe Republic Police (ZRP) also called for the preservation of historical events at Kavalamanja saying this is the only way knowledge about the undertaking could be passed on to young people.

Acknowledging the support by Zimbabwe Government, Zambian Deputy Army Commander, Dennis Sitali said the role which Zambia played in the liberation struggle for neighbouring Zimbabwe was a significant undertaking that continues to strengthen relations between the two countries.

The undertaking led to the death of many people at Kavalamanja and Kakaro villages in Luangwa district in Lusaka province, he said.

Major General Sitali noted that the commemoration of the liberation struggle reminds the people of Zimbabwe about Zambia's contribution towards the independence of that country.

He said the Zambia Army attaches significance to the historical event as it symbolizes the courage and patriotism of the Zambian people and attests to the country's contribution towards the goals for liberty, freedom and peace in Africa.

He was speaking at remembrance day in the Luangwa district.

Major Gen. Sitali has revealed that Zambia Army plans to construct a military museum in Lusaka's Chalala area at Green Buffalos' recreation center to preserve military historical events. – Zimbabwe Voice

Zambia will comply with provisions of the Constitution, during and after the August 12, general elections, President Edgar Lungu says

<https://www.mwebantu.com/2021/04/01/zambia-will-comply-with-provisions-of-the-constitution-during-and-after-the-august-12-general-elections-president-edgar-lungu-says/27606/>

Published 1 day ago on April 1, 2021 By Mwebantu Editor | PRESIDENT Edgar Lungu has assured SADC countries that Zambia will comply with provisions of the Constitution, during and after the August 12, general elections.

Speaking yesterday at State House when he held talks with Botswana President, Mokgweetsi Masisi, who is the current Chairperson of the SADC TROIKA for peace and security, President Lungu said the country is committed to upholding democracy and is proud of the record that has been set.

He has since extended an invitation to SADC Election Observers to witness the process, so as to give credibility to the elections.

"We are committed to democracy and we are proud of our record which we are renowned for. I wish to extend to the Government of Botswana and other SADC member states to observe the country's general elections," President Lungu said.

And the head of state said he is concerned with the happenings in Mozambique and has urged President Masisi to intervene.

He also thanked his Botswana counterpart for helping Zambia resolve its border differences with the Democratic Republic of Congo -DRC.

The President expressed gratitude to President Masisi for his personal commitment and his government's support towards Zambia's efforts with the Democratic Republic of Congo in finding a lasting solution to the Zambia-DRC border issue.

"I will soon pay a courtesy call on Democratic Republic of Congo President Etienne Tshisekedi to discuss the matter further," said the President.

Meanwhile, President Lungu said he looks forward to showcasing the Kazungula bridge in May this year, saying the bridge will play an important role in regional integration.

And President Masisi said Zambia is important to Botswana's history and that some of its citizens were educated in this country.

He called for regional integration, adding that the Kazungula bridge is much more than a bridge, and said he will be happy to commission the facility.

President Masisi also expressed concern with the happenings in Mozambique and that a physical Troika meeting will be convened in Mozambique with the aim of restoring peace.

MALAWI :

Malawians mock Chakwera over indecisiveness: “Kwantere wa ku Baghdad”

<https://malawi24.com/2021/04/01/malawians-mock-chakwera-over-indecisiveness-kwantere-wa-ku-baghdad/>

Malawians are mocking President Lazarus Chakwera over his postponed cabinet reshuffle.

The electorate is saying Chakwera is proving to be indecisive in his leadership and is taking the country on a bumpy ride to Baghdad instead of the promised Canaan. Chakwera on March 29 promised to announce a cabinet reshuffle within 48 hours but yesterday State House announced that the reshuffle would take more days.

The Malawi leader has asked for patience from citizens but Malawians are mocking him, saying he is all talk and no action.

“Very indecisive and inconsistent decision making,” commented Innocent Munthali on a Malawi24 post.

While social commentator Idris Ali Nassah said: “Were it Peter Mutharika, we would have slaughtered him and characterized his leadership as clueless, and him as a fumbling old man with no clue of what he is doing, or supposed to do.

“But these are our favourites, so we will quickly give them the benefit of doubt and believe that they are, indeed, fully seized of the matter of reviewing a cabinet that they—on their own, in their own words—promised would be reconstituted in December, 2020.

“We are at the end of March, 2021.”

There have been concerns over Chakwera’s appointments since the current cabinet was announced in July last year.

Chakwera failed to appoint women in his cabinet and later in public boards despite making a commitment to gender equality.

It had also been noted that even the men he appointed that include pensioners and other retirees are without the required steam to inspire the transformation that Malawi needs.

ANGOLA :

Gift of Chinese vaccine against COVID-19 reaches Angola

<https://macauhub.com.mo/2021/03/30/20210330005/>

The first 200,000 doses of a Chinese-made vaccine against COVID-19, a gift from China, have arrived in Angola, Lusa reports, citing Angolan Health Minister Sílvia Lutucuta.

The vaccine will be administered in two or three provinces of Angola in accordance with the national vaccination programme, which gives priority to inoculation of people over 40 years of age, the Portuguese news agency quotes Ms Lutucuta as saying last Thursday.

Ms Lutucuta said China had supported the Angolan effort to counter COVID-19 by making several donations of materials and equipment.

The report quotes Chinese Ambassador to Angola Gong Tao as saying at the formal turnover of the vaccine that the donation is yet another outcome of Sino-Angolan cooperation against the pandemic.

The Beijing Institute of Biological Products, an arm of state-owned China National Pharmaceutical Group Corp., developed the vaccine, Lusa says.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinapl.org.mo/gift-of-chinese-vaccine-against-covid-19-reaches-angola/>

BOC branch in Angola makes first annual profit

<https://macauhub.com.mo/2021/03/29/20210329001/>

Banco da China Lda – Sucursal em Luanda, the Angolan branch of Chinese state-owned Bank of China (BOC) reportedly made a profit of 443.5 million kwanza (about US\$711,310) last year, having made losses in the first three years of its existence, Mercado reports.

The Angolan financial newspaper quotes another newspaper in Angola, Vanguarda, as saying Banco da China had assets worth 61.3 billion kwanza at the end of last year, five times the value of its assets a year earlier.

The report says the value of the credit granted by Banco da China amounted to 39 billion kwanza at the end of last year, having amounted to 170 million kwanza a year earlier.

BOC opened a representative office in Angola in 2012, and five years later turned the office into a branch – the first branch of an Asian commercial bank in Angola, Mercado says.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinapl.org.mo/boc-branch-in-angola-makes-first-annual-profit/>

Le chef de la diplomatie angolaise assiste à l'investiture de Faustin Touadera

<https://www.angop.ao/fr/noticias/politica/tete-antonio-testemunha-investidura-de-faustin-touadera/>

Luanda - Le ministre angolais des Relations Extérieures, Tété António, a assisté mardi, en représentation du Chef de l'Etat, João Lourenço, à l'investiture du président réélu de la République Centrafricaine (RCA), Faustin Touadera.

Le Direction de Technologies de l'information, communication institutionnelle et presse du ministère des Relations Extérieures rapporte, dans une note, que Tété António est à Bangui (RCA) depuis mardi (20).

La République d'Angola et la République centrafricaine sont toutes deux membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), dont la présidence tournante est assurée par la République du Congo.

Les deux pays sont également membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), une organisation présidée par le Chef de l'Etat angolais, João Lourenço.

L'UNITA prône une réconciliation efficace

<https://www.angop.ao/fr/noticias/politica/unita-pede-reconciliacao-a-todos-angolanos/>

Luanda - Le président de l'UNITA, Adalberto Costa Júnior, a exhorté jeudi les Angolais de tous les partis politiques et ceux qui ne sont pas affiliés à un parti à soutenir "une réconciliation effective et la consolidation de la démocratie et de l'état de droit" dans le pays.

Lors d'une conférence de presse, consacrée au 4 avril, Journée de la Paix et de la réconciliation nationale, l'homme politique a déclaré que le pacte de réconciliation signé en 2002, entre le MPLA et l'UNITA, "ne devrait pas se limiter" aux militants des deux formations politiques.

"La nation angolaise est beaucoup plus grande que les signataires des accords de paix", a déclaré Adalberto Costa Júnior, soulignant que le pays a besoin de consolider et d'élargir son front patriotique uni maintenant, "parce que l'union fait la force".

Pour lui, le grand défi auquel sont confrontés les Angolais "est de sauver l'Etat", ce qu'il considère comme "l'oligarchie", de défendre la démocratie et de lutter contre la corruption et l'impunité.

Il faut rappeler que la lutte contre la corruption est l'un des thèmes principaux du programme gouvernemental du MPLA, dirigé par le Président João Lourenço, depuis 2017 pour un mandat de cinq ans.

Selon le leader de l'UNITA, la nouvelle génération doit travailler avec les personnes âgées, en paix et en harmonie, afin d'aider à «sauver la patrie». À cette fin, a-t-il recommandé, les jeunes doivent agir avec perspicacité et détermination, tout en respectant la Constitution et la loi.

CABO VERDE / CAP VERT :

Lusophone ambassadors to China visit Hunan cooperation facility

<https://macauhub.com.mo/2021/03/31/20210331001/>

The ambassadors to China of Timor-Leste, Guinea-Bissau, Cabo Verde, São Tomé and Príncipe, Mozambique and Angola have toured the China-Africa Economic and Trade Cooperation Innovation Demonstration Park in the southern Chinese city of Changsha, The Paper website reports. The Chinese state-owned website says Macao members of the Chinese People's Political Consultative Conference National Committee accompanied ... Continue reading "Lusophone ambassadors to China visit Hunan cooperation facility" (...)

GUINEE-BISSAU :

China to finance several projects in Guinea-Bissau

<https://macauhub.com.mo/2021/03/19/20210319003/>

A newly concluded Sino-Guinean agreement on economic and technical cooperation commits China to spending 6.3 million euros (about US\$7.5 million) on projects in Guinea-Bissau, Lusa reports.

China will spend some of the money on scanners for the Guinean customs service, the Portuguese news agency quotes Guinean Finance Minister João Aladje Mamadú Fádia as saying.

Separately, the Chinese Embassy in Bissau issued a written statement quoting Mr Fadia as thanking China for its help, and as saying the agreement, signed on Tuesday, will boost the economic and technological development of his country.

The embassy said the agreement would help get joint projects going.

Chinese Ambassador to Guinea-Bissau Guo Ce said his country was ready to supply Guinea-Bissau promptly with vaccines against COVID-19, according to the statement issued by his embassy.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/china-to-finance-several-projects-in-guinea-bissau/>

**** AFRIQUE DU NORD ****

ALGERIE :

Algerian, Chinese companies sign MoU to exploit iron ore

<https://africa.cgtn.com/2021/03/31/algerian-chinese-companies-sign-mou-to-exploit-iron-ore/>

A consortium of three Chinese companies signed a memorandum of understanding with Algerian National Iron and Steel Company on exploiting iron ore Tuesday in Algiers.

The Chinese consortium, composed of Metallurgical Corporation of China, China International Water and Electric Corporation and Hunan Heyday Solar Corporation, will carry out a feasibility study on the exploitation of Gara Djebilet iron ore in western Algeria.

Algerian Minister of Energy and Mines Mohamed Arkab welcomed the cooperation between Algerian and Chinese enterprises at the signing ceremony on Tuesday.

He recognized the comprehensive solution proposed by the Chinese consortium and hoped that both sides would promote the progress of the project.

The iron ore of Gara Djebilet is located in Tindouf Province in western Algeria. The exploitation of this iron ore is of great significance to Algerian social and economic development, which can meet the country's demand for iron ore and provide employment opportunity.

Algeria court sentences former internal security director-general to 16 years in prison

<https://www.middleeastmonitor.com/20210403-algeria-court-sentences-former-internal-security-director-general-to-16-years-in-prison/>

April 3, 2021 at 11:19 am | Published in: Africa, Algeria, News | The military court in the city of Blida, north of Algeria, has sentenced former Director-General of Internal Security General Wassini Bouazza to 16 years in prison.

Bouazza, who was convicted on Wednesday on the last day of a three-day trial, has been in prison since April 2020 in relation to a number of cases.

The charges brought against Bouazza include disrespecting military law, forgery, illicit enrichment, and interference in the affairs of judicial authorities.

Algerian media reports confirmed in April 2020 that Bouazza was held in military prison immediately before his trial, after was removed from his position as director-general of Internal Security by order of the President of the Republic Abdelmadjid Tebboune.

The reports claimed that Bouazza was involved in several cases and that his removal will end power struggles within the state.

Algerian French-language newspaper El Watan stated that Bouazza was placed in a military prison immediately after members of the army security arrested him under the directives of Tebboune.

The newspaper reported that Brigadier General Abdul Ghani Rashdi was appointed acting director of internal security, while pointing out that Bouazza's opponents described him as the "armed wing" of the former army chief of staff, Lieutenant General Ahmed Gaid Salah.

An inauguration ceremony that enjoyed unprecedented media coverage under the supervision of acting Chief of Staff Major General Said Chengriha marked the beginning of the end of an era of power for Bouazza, who was banned from attending the ceremony.

Reports stated that General Bouazza was involved in multiple cases related to state security files that he handled, while indicating that investigations against him were launched some time ago at the level of the Army Security Directorate.

The reports indicated that his removal came as no surprise, given the changes initiated by Tebboune. Following the last presidential elections, rumours linked Bouazza's dismissal to his alleged support for presidential candidate Azzedine Mihoubi, Tebboune's rival at the time.

EGYPTE :

Barrage de la Renaissance : L'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie attendus à Kinshasa pour des négociations

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/barrage-de-la-renaissance-l-%C3%A9gypte-le-soudan-et-l-%C3%A9thiopie-attendus-%C3%A0-kinshasa-pour-des-n%C3%A9gociations/2195326>

- Du 3 au 5 avril | Fatma Bendhaou | 01.04.2021 Kinshasa AA / Kinshasa / Pascal Mulegwa

Le président congolais Felix Tshisekedi a convié l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC) pour un round de dialogue sur le projet de construction du "barrage de la Renaissance".

Les ministres des Affaires étrangères de ces trois Etats devraient se retrouver du 3 au 5 avril à Kinshasa autour du président Tshisekedi et en présence du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, ont affirmé à l'Agence Anadolu deux sources officielles à la présidence congolaise et au ministère des affaires étrangères, sous couvert de l'anonymat.

Le chef de l'Etat congolais, qui a pris la présidence tournante de l'Union africaine (UA) depuis février, s'était engagé dès l'entame de son mandat à s'atteler sur cette crise, l'une des principales crises diplomatiques sur le continent.

Les trois pays négocient sans succès depuis près d'une décennie concernant la gestion et le remplissage du réservoir du Grand barrage de la Renaissance qu'Addis Abeba construit sur le Nil bleu.

Le projet de 4,6 milliards USD avait été lancé en 2011. Il est destiné à devenir la plus grande installation hydroélectrique d'Afrique, selon les prévisions Ethiopiennes.

Le projet inquiète intensément l'Egypte quant à la diminution de sa part annuelle des eaux du fleuve (55.5 milliards de m3).

Si l'Éthiopie estime d'un ton souverainiste ne pas avoir à négocier pour ce projet, l'Egypte, le Soudan et les Nations Unies exigent un « accord commun » qui prend en compte les impacts environnementaux à court, moyens et longs termes.

Lors d'une vidéoconférence des chefs d'État et de gouvernements africains, en février dernier, Tshisekedi avait noté qu'il y avait « une volonté de mettre en œuvre des solutions innovantes menant au règlement pacifique des différends entre les pays, notamment pour apporter des pistes de solutions aux problèmes qui opposent actuellement l'Égypte, le Soudan et l'Ethiopie au sujet de la construction du barrage de la Renaissance sur le Nil ».

Tshisekedi s'était déjà rendu dans deux pays concernés par la crise; en Égypte fin janvier, puis en Éthiopie début février.

Suez Canal Authority says Egypt will seek \$1 billion in damages

<https://www.middleeastmonitor.com/20210402-suez-canal-authority-says-egypt-will-seek-1-billion-in-damages/>

April 2, 2021 at 3:59 pm | Published in: Africa, Egypt, News Head of the Suez Canal Authority (SCA), Osama Rabie, announced that the amount of compensation Egypt will seek for the grounded cargo ship crisis may exceed \$1 billion.

The disclosure came in televised statement broadcast on the private Egyptian TV channel Sada Al Balad on Wednesday evening. The remarks coincided with the start of investigations into the causes

behind the deviation of the cargo ship Ever Given, which led to the complete blockage of the canal for six days.

Rabie said: "The Suez Canal Authority will demand more than one billion dollars in compensation from the company that owns the ship in damages for disrupting the shipping route for six days, the cost of depreciation of dredgers and tugboats, and the continuous work of teams of technicians and engineers, in addition to damage to equipment and machinery."

READ: Sisi highlights Suez Canal's significance for world trade

He added that the committee set up to investigate the incident includes a navigation expert, a legal expert, an engineer and a compensation expert to estimate the losses and damage caused throughout the period of disruption to the Suez Canal shipping route."

Rabie pointed out that the SCA "managed to float the ship after six days without any loss of lives or damage to the vessel's equipment, but it was the Authority that lost millions of dollars every day."

The Egyptian official expected the investigations to be conducted over a period of no less than a week, in order to obtain copies of certificates, record of maintenance and accidents, history of equipment and devices on the ship, in addition to audio recordings before, during, and after the accident.

The Suez Canal is one of the most important waterways in the world through which an estimated 12 per cent of world trade passes.

Al-Sissi discute avec Macron des développements en Libye et de la crise du barrage de la Renaissance

<https://www.aa.com.tr/fr/politique/al-sissi-discute-avec-macron-des-d%C3%A9veloppements-en-libye-et-de-la-crise-du-barrage-de-la-rennaissance/2190972>

-D'après un communiqué de la Présidence égyptienne. Wejden Jlassi | 28.03.2021 | Istanbul AA/ Istanbul

Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi s'est entretenu, dimanche, au téléphone avec son homologue français, Emmanuel Macron, de l'évolution du dossier libyen ainsi que la crise du barrage de la Renaissance éthiopien.

C'est ce qui ressort d'un communiqué de la Présidence égyptienne.

Au cours de cet entretien téléphonique, le chef de l'Etat égyptien a passé en revue les évolutions du dossier libyen et les derniers développements de la question du barrage de la Renaissance.

Al-Sissi a évoqué les efforts de son pays pour "soutenir la nouvelle autorité exécutive intérimaire en Libye et renforcer toutes les voies visant à régler la question militairement, politiquement et économiquement", indique le communiqué.

"L'Égypte accorde la plus grande attention à la question du barrage de la Renaissance dans le cadre de la défense des droits historiques de l'Égypte dans les eaux du Nil", a affirmé le président égyptien.

Il a souligné «l'importance de parvenir à un accord juridique global et contraignant entre les trois pays concernant les règles de remplissage et d'exploitation du barrage».

À cet égard, Macron a formé le vœu de «parvenir le plus rapidement possible à une solution qui puisse répondre aux intérêts de toutes les parties».

Le bassin du Nil couvre une superficie d'environ 3,1 millions de km², soit 10% du continent africain. Onze pays se partagent ce bassin : le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie.

Addis-Abeba envisage de démarrer le remplissage du barrage de la Renaissance cette année, pendant la saison des pluies, qui coïncide avec le mois de juillet prochain. Le Soudan et l'Égypte refusent cette décision unilatérale.

Le barrage de la Renaissance, édifié par l'Éthiopie sur le Nil (Nil bleu), suscite les craintes de l'Égypte quant à la diminution de sa part annuelle des eaux du fleuve (55.5 milliards de m³).

La partie éthiopienne affirme que le barrage lui sera d'une grande utilité, notamment en matière de production d'énergie, et qu'il ne causera aucun préjudice à l'Égypte ni au Soudan. *Traduit de l'arabe par Wejden Jlassi

LIBYE :

2 women, 3 children drown off Libya coast

<https://www.middleeastmonitor.com/20210401-2-women-3-children-drown-off-libya-coast/>

April 1, 2021 at 12:35 pm | Published in: Africa, Libya, News | Two women and three children have drowned off the coast of Libya after a boat capsized on its way to Europe late on Tuesday.

Libya's coast guard and a fishing boat managed to rescue 77 other people, said Safa Msehli, spokesman for the International Organisation for Migration (IOM).

In total, 400 people were intercepted and returned to Libya and put in detention centres.

Human rights groups and international agencies have repeatedly criticised the return of refugees to Libya where they are detained in shocking conditions.

Detention centres in Libya are overcrowded and unsanitary and people held there report being tortured by the guards.

They also face sexual violence, extortion and forced labour. In Libya there is no refugee or asylum law.

Libya: 230 migrants rescued off Tripoli coast

Following the 2011 uprising and the subsequent intervention that toppled and killed long-time dictator Muammar Gaddafi, people smugglers have taken advantage of the power vacuum in the North African country and used it as a launchpad to take refugees to Europe.

The EU provides support to the Libyan coast guard to intercept migrants and asylum seekers at sea and return them to Libya, where they face this endless cycle of abuse.

Advocates have called on the European Union to stop collaborating with Libyan authorities and in particular stop financing their coast guard.

In one week in March, Libyan coast guards intercepted more than 1,500 people attempting to cross the Mediterranean and get to Europe.

The Mediterranean is one of the deadliest routes in the world. In 2020 alone, over 1,200 people died crossing the Med.

Last week, 60 people were presumed dead after the engine on their wooden boat caught fire off the Libyan coast.

Libya: 230 migrants rescued off Tripoli coast

<https://www.middleeastmonitor.com/20210331-libya-230-migrants-rescued-off-tripoli-coast/>

March 31, 2021 at 2:48 pm | Published in: Africa, Libya, News | The Libyan authorities announced on Tuesday that 230 migrants heading for Europe had been rescued in two operations off the Tripoli coastline. According to the Libyan Navy, the migrants were in rubber dinghies and had issued distress signals before being rescued.

In the first operation, 103 migrants were picked up. Another 127 were saved on Monday evening. Their nationalities were not disclosed by the authorities, but they are known to be from Africa.

The navy said that the Department for Combating Illegal Migration (DCIM) will follow this up as part of its humanitarian role. The department provides temporary accommodation for migrants and ensures their repatriation to their home countries.

The ongoing turmoil in Libya has seen it become the most important exit point for African asylum-seekers fleeing poverty and conflict, and trying to get to Europe. The UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) announced last year that the Libyan Coast Guard had rescued 11,891 asylum-seekers from the open sea in 2020; 381 others were drowned and 597 are still missing.

MAROC :

Israel, Morocco sign deals to bolster bilateral ties

<https://www.middleeastmonitor.com/20210403-israel-morocco-sign-deals-to-bolster-bilateral-ties/>

April 3, 2021 at 1:01 pm | Published in: Africa, Israel, Middle East, Morocco, News, Palestine | Israeli and Moroccan institutions signed yesterday two agreements to increase cooperation in the fields of economy and education, the head of Israel's diplomatic mission in Morocco said, Anadolu Agency reports.

The first agreement was signed between General Confederation of Moroccan Enterprises (CGEM), the largest corporate group in Morocco, and one of the Israel's top technology companies IBEO, David Govrin said on Twitter.

Another deal was inked between the National School of Business and Management in Casablanca and Tel Aviv University's School of Management, Govrin said.

The agreement will provide Israeli and Moroccan students with better education and job opportunities, he noted.

Israel named Govrin, its former ambassador to Egypt, as temporary charge d'affaires in Morocco on January 11. The move came 20 years after it closed its liaison office in the North African country.

In 2000, Morocco broke all ties with Israel after the latter's violent response to the second Palestinian intifada, and suspension of peace talks with the Palestinians.

But in December, Morocco restored diplomatic relations under a US-sponsored deal. It became the fourth Arab country to agree to normalization with Israel in 2020 after the UAE, Bahrain and Sudan.

TUNISIE :

Ennahda Movement: 'Tunisia in urgent need of national dialogue'

<https://www.middleeastmonitor.com/20210403-ennahda-movement-tunisia-in-urgent-need-of-national-dialogue/>

April 3, 2021 at 11:20 am | Published in: Africa, News, Tunisia | Tunisia's Ennahda Movement announced on Thursday that the country urgently needs a national dialogue to bring together all parties to ease political and social tensions.

This came in a statement issued by the movement (54 out of 217 seats in parliament), of which Anadolu Agency obtained a copy.

The statement proclaimed: "Tunisia is in urgent need of a national dialogue that brings together all parties without exclusion, with the aim of determining the major policies and economic and the country's social priorities."

The statement added: "It is also necessary to ease political and social tensions and unify Tunisians by reassuring them about the future of their country."

Tunisia is experiencing a socio-economic crisis and political disputes, prompting citizens to demonstrate in various parts of the country.

The movement also stressed the need to complete the democratic process by not missing the opportunity to appoint members of the Constitutional Court on 8 April in parliament.

Last week, Tunisian Parliament approved the Constitutional Court law amendment to reduce the majority required to elect the court members from 145 to 131 deputies.

The Constitutional Court, a judicial body approved by the 2014 constitution, comprises 12 members: four of whom are elected by parliament, four are chosen by the Supreme Council of the Magistracy and four are appointed by the president of the republic.

The court's jurisdiction consists of overseeing draft constitutional amendments, treaties and draft laws, the internal system of parliament and deciding on maintaining a state of emergency in the country, as well as disputes related to the presidency and government institutions.

****** AFRIQUE DE L'OUEST ******

NIGERIA :

Nigeria : Un avion de l'armée de l'air porté disparu au nord-est

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/nigeria-un-avion-de-l-arm%C3%A9e-de-l-air-port%C3%A9-disparu-au-nord-est/2194974>

- Des équipes de spécialistes tentent toujours de localiser l'avion ---- Fatma Bendhaou | 01.04.2021
AA/ Peter Kum

Un avion de la Nigerian Air Force (NAF) a été porté disparu, mercredi, après avoir survolé nord-est du pays, où l'armée combat les combattants de Boko Haram, a annoncé l'armée nigériane mercredi soir.

L'avion, un Alpha Jet, était en mission dans le nord-est du Nigéria vers 17h quand les opérateurs de la tour de contrôle ont perdu ses traces sur les radars, ont annoncé les médias locaux et l'armée nigériane.

Dans un tweet mercredi soir, le porte-parole de la Nigerian Air Force, Edward Gabkwet, a précisé que « l'Alpha-Jet de la NAF a perdu le contact avec les radars à l'Etat de Borno alors que l'appareil était en train soutenir des troupes terrestres » dans un opération contre Boko Haram.

« Depuis, tous les efforts pour établir un contact avec l'avion n'ont abouti à aucun résultat positif », a précisé le porte-parole de la NAF ajoutant que des équipes de spécialistes et des secours tentent de localiser l'avion et d'entrer en contact avec l'équipage.

L'Alpha-Jet est un avion de conception franco-allemande (Dassault-Breguet/Dornier), datant de 1970.

L'appareil est conçu pour l'attaque au sol et l'entraînement. Il est utilisé dans la lutte contre le terrorisme par une dizaine de pays, dont le Nigeria, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Togo, selon le site internet du constructeur français Dassault.

Les médias locaux craignent que l'aéronef ne soit abattu par des combattants de Boko Haram, très actifs dans le nord-est du Nigeria et dans la zone du Lac Tchad.

GUINEE :

New Ebola case reported in Guinea

<https://www.aa.com.tr/en/africa/new-ebola-case-reported-in-guinea/2196118>

WHO Africa says new Ebola case reported in West African nation after 27 days with no new confirmed infections

Alioune Ndiaye | 02.04.2021 | CONAKRY, Guinea

Guinea Thursday reported its first new case of the Ebola virus in almost a month, according to the World Health Organization (WHO).

The case was registered in Soulouta village of the southeastern N'Zerekore region after none had been reported since March 4, with the WHO Regional Office for Africa underlining in a Twitter post that it continues to support case management, surveillance and community engagement efforts.

"Saddened to hear of the #Ebola case reported in Guinea after 27 days without a new confirmed case. We remain on high alert — supporting Guinean health authorities' surveillance efforts & preparedness in neighbouring areas," the WHO's Africa director, Matshidiso Moeti, said on Twitter. This brings the number of Ebola cases in Guinea to 19, including eight registered deaths, disrupting the countdown that began on March 24, 2021.

The WHO had announced the recovery of the last Ebola patient in the West African country on March 24, thereby triggering the countdown to formalize the end of the epidemic after 42 days without a new case.

On Feb. 14, Guinean authorities announced a resurgence of the Ebola virus disease in N'Zerekore. In response, a vaccination campaign was launched on Feb. 23 after the delivery of 11,000 doses of the Ebola Zebrov vaccine.

More than 3,200 people, including 529 contacts, were vaccinated as part of the campaign.

Guinea was one of the three most-affected countries in the 2014-2016 West Africa Ebola outbreak, which was the largest since the virus was first discovered in 1976.

The disease caused global alarm in 2014, killing more than 11,300 people and infecting an estimated 28,600 as it swept through Guinea, Liberia and Sierra Leone in the course of the epidemic.

Ebola, a tropical fever that first appeared in 1976 in Sudan and the Democratic Republic of Congo, is transmitted to humans from wild animals.

COTE D'IVOIRE :

Côte d'Ivoire : trois soldats tués dans deux attaques armées dans le nord

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/c%C3%B4te-d-ivoire-trois-soldats-tu%C3%A9s-dans-deux-attaques-arm%C3%A9es-dans-le-nord-/2191622>

- Trois présumés terroristes ont été abattus et du matériel logistique récupéré, selon l'état-major général des armées ivoiriennes.

Lassaad Ben Ahmed | 29.03.2021 | AA / Tunis

Au moins trois soldats ivoiriens ont été tués et cinq blessés dans deux attaques survenues à Kafolo (nord) et Tehini (nord-ouest) dans la nuit de dimanche à lundi, a fait savoir l'état-major des armées dans un communiqué, lundi.

« Dans la nuit du 28 au 29 mars 2021, deux positions des forces armées de Côte d'Ivoire ont subi des attaques armées », précise le communiqué consulté par l'Agence Anadolu.

La première attaque a été menée à Kafolo (nord) par « une soixantaine de terroristes lourdement armés venant du Burkina Faso », indique le communiqué, affirmant que « les forces armées de Côte d'Ivoire ont repoussé les assaillants au terme d'une heure de combat intense ».

« Deux soldats tués et quatre blessés côté ami », indique la même source concernant le bilan de cette première attaque, alors que « trois terroristes ont été tués, quatre interpellés et du matériel logistique saisi », côté ennemi.

En ce qui concerne la deuxième attaque, l'état-major général des armées ivoiriennes a précisé qu'elle avait eu lieu à Kolobougou (60 km au nord-ouest du département Tehini faisant frontière avec le Burkina Faso), « où un poste de la gendarmerie a été la cible d'individus non identifiés ».

Le bilan de cette deuxième attaque fait état d'un gendarme tué et un autre blessé, alors qu'aucune victime n'a été identifiée, côté ennemi.

La même source a fait savoir que l'armée a entamé une opération de ratissage pour traquer les présumés terroristes.

Pour rappel, la localité de Kafolo, frontalière avec le Burkina Faso avait été la cible d'une attaque le 10 juin 2020, faisant 14 morts et six blessés parmi les forces ivoiriennes. Suite à cette attaque, soixante (60) personnes ont été arrêtées, dont le chef du commando ayant mené l'opération.

Une autre attaque a eu lieu le 13 mars 2016 à Grand-Bassam (sud), faisant 19 morts, dont trois soldats des forces ivoiriennes et 33 blessés.

Cette attaque, revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique, avait ciblé des terrasses d'hôtels dans la ville.

Par rapport à ses voisins sahéliens, la Côte d'Ivoire était relativement à l'abri des attaques terroristes qui secouent la région ouest-africaine.

Cependant, début février dernier, les renseignements français avaient averti, sur la base de renseignements, de l'intention des groupes terroristes d'étendre leur champ de bataille vers le sud, en l'occurrence en Côte d'Ivoire et au Bénin.

Le chef du renseignement extérieur français, Bernard Émié, avait évoqué la tenue d'une réunion secrète au Mali, dont le but était d'étendre les attaques vers les pays du Golfe de Guinée.

« C'est là que les chefs d'Al-Qaïda au Sahel ont conçu leur projet d'expansion vers les pays du golfe de Guinée. Ces pays sont désormais des cibles eux aussi. Pour desserrer l'étau dans lequel ils sont pris et pour s'étendre vers le sud, les terroristes financent déjà des hommes qui se disséminent en Côte d'Ivoire ou au Bénin», avait affirmé, Bernard Émié.

Lutte contre l'extrémisme violent : Les États-Unis octroient 19,5 millions \$ à la Côte d'Ivoire

https://www.alwihdainfo.com/Lutte-contre-l-extremisme-violent-Les-Etats-Unis-octroient-195-millions--a-la-Cote-d-Ivoire_a101521.html

Alwihda Info | Par PRNewswire/ Knowledge Bylanes 21 - 19 Mars 2021 L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a octroyé 19,5 millions de dollars sur cinq ans à Equal Access International (EAI), pour renforcer la résilience des communautés contre l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire. Le projet Resilience for Peace (R4P), en collaboration avec le Centre national de recherche d'opinion (NORC), INDIGO-Côte d'Ivoire et l'Université de Bouaké, aidera les communautés frontalières ivoiriennes à risque à mieux lutter contre l'extrémisme violent (CVE).

R4P créera des opportunités d'autonomisation économique et civique, en se concentrant sur les jeunes et les femmes, grâce à des améliorations de la gestion des ressources naturelles et de la prestation et de la réactivité des services gouvernementaux. R4P éduquera les citoyens et lancera des réseaux de dialogue et des mairies pour cultiver la confiance de l'ensemble de la communauté.

« Les auteurs de l'extrémisme violent s'attaquent souvent aux communautés faibles et marginalisées », a déclaré l'ambassadeur des États-Unis en Côte d'Ivoire, Richard Bell. « Avec R4P et l'appui des partenariats locaux, les États-Unis visent à renforcer la cohésion sociale, civique et économique pour rendre les communautés à risque résilientes face à la menace de l'extrémisme violent. »

Le projet R4P a été conçu avec les contributions d'INDIGO-Côte d'Ivoire, EAI et de NORC. EAI est une organisation non gouvernementale internationale et un leader mondial de la résilience, du changement de comportement et de la programmation contre l'extrémisme violent en Afrique et en Asie. Les activités initiales auront lieu dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire et se développeront si des besoins se font sentir ailleurs. Le R4P complète d'autres activités de l'USAID contre l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire, notamment le projet de responsabilité pour le développement (A4D) mis en œuvre par EAI et le projet de transition politique et d'inclusion (PTI) mis en œuvre par le National Democratic Institute.

MALI :

Mali : L'ONU appelle à une «enquête indépendante» sur le meurtre de 19 civils lors d'un raid français

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-lonu-appelle-%c3%a0-une-enqu%c3%aate-ind%c3%a9pendante-sur-le-meurtre-de-19-civils-lors-dun-raid-francais-/2193303>

- Le rapport de la MINUSMA au sujet de l'attaque «soulève des préoccupations importantes», selon les Nations Unies -- Majdi Ismail | 30.03.2021 AA/New York

Les Nations Unies ont appelé, mardi, à une « enquête indépendante et exhaustive » sur le meurtre de 19 civils dans une frappe aérienne menée par l'armée française au Mali.

Selon l'Organisation internationale, le rapport de l'enquête menée par la Division des droits de l'Homme de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), à ce sujet « soulève des préoccupations importantes ».

Plus tôt mardi, l'enquête onusienne a conclu qu'une frappe aérienne conduite par l'armée française au Mali près du village de Bounti en janvier, a tué 19 civils, réunis pour un mariage, et non pas des terroristes, comme l'a soutenu Paris jusqu'alors.

Au sujet de la position du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, vis à vis dudit rapport, son porte-parole, Stéphane Dujarric, a déclaré lors d'une conférence de presse tenue par visioconférence avec des journalistes : « nous sommes devant un rapport important de la Mission des Nations Unies, mais non exhaustif ».

« Le rapport soulève de vives inquiétudes sur des questions telles que le respect des règles et principes de conduite des hostilités (militaires) y compris la prise de précautions et la nécessité pour les États membres (des Nations Unies) de tout faire pour vérifier que les cibles sont bien des objectifs militaires », a ajouté le porte-parole

Et Dujarric de poursuivre : «ce que nous voulons maintenant, c'est une enquête indépendante et exhaustive, pour étudier les circonstances liées à cette attaque. Nous estimons que la meilleure étape pour le moment consiste à donner des recommandations et exhorter à cet effet les autorités maliennes et françaises de mener une enquête ».

Concernant la possibilité pour le Conseil de sécurité de l'ONU d'examiner le contenu du rapport onusien, Dujarric a répondu que « ce n'est pas un rapport général et ce n'est pas non plus un rapport exhaustif, mais Il s'agit plutôt d'un rapport appelant à des investigations plus poussées, et je ne sais pas si ce rapport sera présenté ou non à la table du Conseil de sécurité ».

Le premier septembre dernier, l'armée française a admis avoir tué un civil et blessé deux autres au Mali alors qu'ils se trouvaient à bord d'un autobus roulant à toute allure.

De telles attaques contre des civils ont suscité la colère du peuple malien, qui s'est manifestée par des protestations exigeant le départ des forces françaises du pays.

Depuis 2004, la France a lancé l'opération militaire «Barkhane» au Mali, dans le but d'éliminer les groupes armés dans les pays du Sahel.

Les forces françaises engagées dans cette opération sont au nombre de 5100 soldats déployés dans les pays de la région que sont le Mali, la Mauritanie, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger. *Traduit de l'arabe par Majdi Ismail

NIGER :

Tentative de coup d'État au Niger : l'UA condamne

https://www.alwihdainfo.com/Tentative-de-coup-d-Etat-au-Niger-l-UA-condamne_a102038.html

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 1 Avril 2021 Le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a déclaré jeudi avoir suivi, avec une vive préoccupation, la tentative de coup d'Etat déjouée en République du Niger, dans la nuit du 30 au 31 mars 2021.

Le Président de la Commission condamne, de la manière la plus ferme, cette tentative de coup d'Etat, qui constitue une atteinte inacceptable aux institutions de la République du Niger, ainsi qu'une violation grave des dispositions pertinentes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de l'UA et du Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il

rappelle que le Niger vient de tenir des élections libres et transparentes, qui permettront, pour la première fois dans l'histoire politique du Niger, un transfert constitutionnel du pouvoir.

Moussa Faki Mahamat souligne l'impératif pour l'ensemble des forces vives du Niger de rechercher la solution à leurs différends dans le respect strict de la Constitution, des lois et règlements de leur pays et les encourage à privilégier le dialogue, en vue notamment de faire face, dans l'unité et la cohésion, aux défis sécuritaires pressants qui menacent le Niger.

Le Président de la Commission réaffirme la détermination de l'Afrique à continuer à accompagner le Niger dans ses efforts visant à combattre sans relâche le terrorisme et la criminalité sur le continent, en étroite coopération avec la CEDEAO, les pays de la région et la communauté internationale dans son ensemble.

Niger : le nouveau président Bazoum Mohamed a prêté serment

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-le-nouveau-pr%C3%A9sident-bazoum-mohamed-a-pr%C3%AAt%C3%A9-serment/2196350>

-En présence de plusieurs dirigeants africains --- Nadia Chahed | 02.04.2021 | AA/Niamey/Kané Illa

Le nouveau président du Niger Mohamed Bazoum, a prêté serment, vendredi, au cours d'une cérémonie organisée au Centre international de conférence Mahamat Gandhi de Niamey.

La cérémonie s'est déroulée sous la supervision de la Cour constitutionnelle, en présence de plusieurs dirigeants africains et des représentants de certains pays occidentaux.

Parmi les présidents présents à la cérémonie, celui du Burkina Faso Roc Marc Christian Kaboré, du Mali, Bah N'Daw, du Libéria, Georges Weah, ainsi que les premiers ministres du Gabon Rose Christiane Raponda et de la Libye Abdel Hamid Dbeibah.

Le vice-président de la République de Turquie, Fuat Oktay, arrivé, vendredi matin, au Niger était lui aussi présent.

La France a été représentée par son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

Mohamed Bazoum succède à Issoufou Mahamadou arrivé au terme de son second et dernier mandat constitutionnel. Il a été élu lors du second tour de la présidentielle du 21 février dernier, avec 2.490.049 voix, soit 55,66 de voix contre 1.983.072 voix, soit 44,34% pour l'ancien président de la République Mahamane Ousmane qui continue à contester ces résultats.

Dixième président du Niger, depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1960, Mohamed Bazoum entame son mandat trois jours seulement après une tentative échouée d'un coup d'Etat.

Niger : Mahamadou Issoufou remporte le prix du leadership africain Mo Ibrahim

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-mahamadou-issoufou-remporte-le-prix-du-leadership-africain-mo-ibrahim/2168509>

-Devenant le cinquième dirigeant africain à remporter ce prix institué en 2007. Lassaad Ben Ahmed | 08.03.2021 | Niger AA / Niamey / Kané Illa

Le président nigérien Mahamadou Issoufou a annoncé, lundi, avoir remporté le prix Mo Ibrahim récompensant des dirigeants africains reconnus pour leur leadership et la promotion de la bonne gouvernance.

"Je considère ce prix comme un encouragement pour continuer à penser et à agir en vue de promouvoir les valeurs démocratiques et la bonne gouvernance non seulement au Niger mais aussi en Afrique et dans le monde", a réagi le président Mahamadou Issoufou sur sa page Facebook.

"Face aux problèmes politiques et économiques les plus graves, notamment l'extrémisme violent et la désertification croissante, le président Mahamadou Issoufou a conduit son peuple sur la voie du progrès", a expliqué le président du Comité d'attribution du prix Festus Mogae, par ailleurs ancien président du Botswana et récipiendaire du prix Mo Ibrahim en 2008.

"Aujourd'hui, le nombre de Nigériens vivant sous le seuil de pauvreté est tombé à 40%, contre 48% il y a dix ans. Bien que des défis demeurent, Issoufou a tenu ses promesses au peuple nigérien et a ouvert la voie d'un avenir meilleur. Après mûre réflexion, le comité considère que le président Issoufou est digne d'être lauréat du prix Ibrahim", a ajouté le président du comité.

Mahamadou Issoufou est le cinquième dirigeant africain à remporter le prix Mo Ibrahim institué en 2007 pour récompenser les dirigeants du continent reconnus pour leur leadership et la promotion de la bonne gouvernance dans leur pays et sur le continent.

C'est l'ancien président mozambicain Joachim Chissano qui est le premier à remporter ce prix en 2007, suivi de Festus Mogae du Botswana en 2008, de Pedro Pires du Cap Vert en 2011, de Hifikelpunye Pohemba de la Namibie en 2014 et d'Ellen Johnson Sirleaf du Libéria en 2017.

Mo Ibrahim dont le prix porte le nom est un milliardaire anglo-soudanais entrepreneur dans le domaine des télécommunications, devenu philanthrope de renommée internationale à travers sa fondation.

Les lauréats du prix reçoivent la somme de cinq millions de dollars américains versés sur dix ans.

SENEGAL :

Sénégal/Violentes manifestations au Sénégal : Macky Sall appelle au calme

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/s%C3%A9n%C3%A9gal-violentes-manifestations-au-s%C3%A9n%C3%A9gal-macky-sall-appelle-au-calme-/2169586>

-Les violentes manifestations qui ont éclaté mercredi suite à l'arrestation du député de l'opposition Ousmane Sonko se sont soldées par cinq morts au moins. Nadia Chahed | 09.03.2021 | AA/Dakar/Alioune Ndiaye

Le président sénégalais, Macky Sall, a appelé lundi soir au retour au calme et à la sérénité à la suite des événements malheureux qui ont secoué le pays entre mercredi et lundi.

"Nous sommes tous témoins des manifestations d'une rare violence qui ont éclaté ces derniers jours à Dakar et dans d'autres localités, causant des pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels", a-t-il déploré.

"Rien, ni aucune cause ne saurait justifier ces actes regrettables. Chacun, avec ses choix et ses opinions, dans le respect des autres, nous pouvons et devons régler nos divergences autrement que par la violence destructrice", a plaidé Macky Sall, saluant la retenue et le professionnalisme des forces de défense et de sécurité.

"Rien ne m'importe plus que la préservation de ce qui forme l'âme de la nation sénégalaise(...) : c'est à dire l'attachement aux valeurs du vivre ensemble dans la paix, la sécurité, la liberté, la démocratie, la tolérance et le respect de nos diversités", a noté Sall, invitant ses compatriotes au calme et à la sérénité.

"Tous, ensemble, taisons nos rancœurs et évitons la logique de l'affrontement qui mène au pire", a-t-il soutenu.

Il a, à cet effet, exhorté à la concertation. " Au dialogue et à la concertation, ma main reste tendue et mes portes ouvertes", a-t-il dit.

Revenant sur la cause des manifestations, Sall a cité entre autres la conjoncture difficile causée par la pandémie de Covid-19.

" la colère qui s'est exprimée ces derniers jours est aussi liée à l'impact d'une crise économique aggravée par la pandémie", a-t-il expliqué.

Il a dans la lancée annoncé l'allègement " dans l'immédiat " du couvre-feu en vigueur à Dakar et Thies qui passe de la tranche horaire 21 heures- 5 heures à 00 heure.-5 heures.

Les violentes manifestations qui ont éclaté mercredi suite à l'arrestation du député de l'opposition Ousmane Sonko se sont soldées par cinq morts au moins.

Sénégal : le parlement entérine le report des élections locales

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/s%C3%A9n%C3%A9gal-le-parlement-ent%C3%A9rine-le-report-des-%C3%A9lections-locales/2197080>

Nadia Chahed | 03.04.2021 | AA/Dakar/Alioune Ndiaye

Au Sénégal, l'Assemblée nationale a adopté vendredi en plénière le projet de loi portant report des élections territoriales et prorogation du mandat des conseillers départementaux et municipaux.

Ces élections vont se tenir "au plus tard le 31 janvier 2022" selon la proposition du gouvernement validée par les députés.

Le projet défendu par le ministre de l'Intérieur, Antoine Félix Diome, a été validé à la majorité des voix. Toutefois l'opposition parlementaire continue à rejeter cette décision et estime que les élections doivent être tenues au cours de l'année 2021.

Un amendement en ce sens introduit par Cheikh Abdou Mbacké, président du groupe parlementaire Liberté et démocratie proposait l'organisation des Locales le 19 décembre au plus tard.

Il s'agit du 3e report des Locales qui devaient initialement se tenir en juin 2019. Elles avaient été ensuite repoussées par le gouvernement pour se tenir " au plus tard le 28 mars 2021".

La tenue des Locales dans le courant de 2021 était un des 10 points du mémorandum du M2D (mouvement pour la défense de la démocratie) transmis au Khalife des Mourides Serigne Mountakha Mbacké, un des principaux médiateurs dans la crise ayant secoué le Sénégal en mars dernier.

Sénégal : demande d'avenir et de justice d'une jeunesse en rupture avec l'élite* (Analyse)

<https://www.aa.com.tr/fr/analyse/s%C3%A9n%C3%A9gal-demande-d'avenir-et-de-justice-d'une-jeunesse-en-rupture-avec-l%C3%A9lite-analyse/2193582>

Alors que le calme est de retour au pays de la Teranga après les émeutes et manifestations de soutien à l'opposant Ousmane Sonko libéré le 8 mars dernier, les problèmes et inquiétudes de la jeune population sénégalaise ne se sont pas dissipés.

Ekip | 31.03.2021 | Le Sénégal a connu, début mars, des scènes d'émeutes et de pillages, notamment d'enseignes françaises, suite à l'arrestation d'Ousmane Sonko considéré comme un des principaux opposants au Président Macky Sall.

Le président des Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF), libéré quelques jours plus tard, est inculpé par la justice sénégalaise suite à une plainte pour viol déposée par une employée d'un salon de massage [1] de Dakar, la capitale du Sénégal.

Le Président Sall a appelé au calme et a décrété un deuil national pour les citoyens morts au cours de ces émeutes ; cinq morts selon le pouvoir, 13 selon l'opposition.

L'Agence Anadolu (AA) a interrogé Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE) sur les facteurs ayant provoqué les tensions récentes dans le pays de la Teranga (« hospitalité » en wolof) pourtant connu pour sa stabilité politique et sociale.

- « La révolution est en marche »

Arrivé troisième lors de l'élection présidentielle de février 2019, avec 15,7 % des voix, derrière Macky Sall (58,3 %) et Idrissa Seck (20,5 %), Ousmane Sonko, a rejeté les accusations portées à son encontre et dénoncé une manipulation du chef de l'État afin de l'écarter de la présidentielle de 2024.

Le leader d'opposition démis de son immunité parlementaire le 26 février dernier et libéré après 5 jours de détention ayant provoqué des émeutes paralysant le pays, avait fait état d'une « révolution » le 8 mars :

« La révolution est en marche. Elle est déjà lancée et personne ne peut l'arrêter. La peur a changé de camp », déclarait Sonko.

Dans son discours de plus d'une demi-heure, le chef d'opposition âgé de 46 ans, exigeait notamment l'organisation d'élections locales au plus tôt, le rétablissement des droits civiques d'opposants tels

que Karim Wade - fils de l'ancien président, incarcéré en 2014, puis gracié en 2016 - et Khalifa Sall - ancien maire très populaire de Dakar, libéré en 2019 après deux ans d'incarcération pour corruption - ainsi qu'une déclaration solennelle et sans ambiguïté de Macky Sall attestant qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, dans le respect de la Constitution sénégalaise.

Selon l'article 27 de la Constitution, révisée le 27 mars 2016 et approuvée par référendum (63%), « La durée du mandat du Président de la République est de cinq ans. Le mandat est renouvelable une seule fois. Cette disposition ne peut être révisée que par une loi référendaire ou constitutionnelle».

Alimentant le débat entre juristes, mais aussi la colère de l'opposition et de diverses organisations non-gouvernementales (ONG) réunies sous l'étiquette du Mouvement de défense de la démocratie (M2D) après l'arrestation de Sonko, l'éventualité d'une candidature de Sall à un troisième mandat a ravivé les fractures politiques dans le pays et mis en exergue les problèmes économiques et sociaux amplifiés par la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de la Covid-19 (...)

Sénégal : Liberté provisoire pour des soutiens d'Ousmane Sonko

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/s%C3%A9n%C3%A9gal-libert%C3%A9-provisoire-pour-des-soutiens-d-ousmane-sonko/2187254>

- Une quarantaine de membres du parti Pastef de Sonko avaient été arrêtés - Fatma Bendhaou | 24.03.2021 --- AA/ Dakar/ Alioune Ndiaye

Les activistes Guy Marius Sagna et Assane Diouf et le responsable politique Cléodor Sène ont bénéficié, mercredi, d'une mise en liberté provisoire par la justice sénégalaise, a annoncé Moussa Sarr, un de leurs avocats.

« Le juge d'instruction a ordonné la liberté provisoire pour Guy Marius Sagna. C'est fait aussi pour Assane Diouf et Cléodor Sène », a indiqué l'avocat, faisant savoir que cette remise en liberté fait suite à une demande en ce sens formulée lundi.

Arrêtés entre le 22 et le 23 février, les trois soutiens du député Ousmane Sonko ont été inculpés et placés en détention préventive pour les délits présumés d'association de malfaiteurs, organisation de mouvement insurrectionnel et provocation à la commission de crimes et délits.

Leur arrestation faisait suite à la fuite d'un élément sonore faisant état d'activités à mener suite à l'éclatement le 2 février de l'affaire présumée de viol qui concerne l'opposant Ousmane Sonko et pour laquelle il a été démis de son immunité parlementaire le 26 février dernier.

Il a été placé sous contrôle judiciaire après avoir bénéficié d'une liberté provisoire le 8 mars après trois jours de détention.

« Il y a un climat de décripation pour consolider la paix, la cohésion sociale et la concorde nationale », s'est réjoui Sarr, espérant la libération prochaine des autres personnes arrêtées dans le cadre des manifestations ayant secoué le pays entre le 3 et le 11 mars.

Une quarantaine de membres du parti Pastef de l'opposant Ousmane Sonko avaient été mis aux arrêts pour divers délits lors de ces événements ayant causé 14 morts selon un bilan du mouvement de défense de la démocratie (M2D), porteur de la contestation suite à cette affaire.

MAURITANIE :

Mauritanie-Algérie: signature d'un mémorandum d'entente pour créer une commission frontalière

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mauritanie-alg%C3%A9rie-signature-dun-m%C3%A9morandum-dentente-pour-cr%C3%A9er-une-commission-frontali%C3%A8re/2195690>

- Il a été signé par le ministre mauritanien de l'Intérieur Mohamed Salem Ould Merzoug et son homologue algérien, Kamel Beldjoud , à Nouakchott.

1 23 | 01.04.2021 | AA/ Nouakchott | La Mauritanie et l'Algérie ont signé, jeudi, un protocole d'entente pour la mise en place d'une commission bilatérale frontalière.

Le mémorandum a été signé par le ministre mauritanien de l'Intérieur Mohamed Salem Ould Merzoug et son homologue algérien, Kamel Beldjoud, dans la capitale mauritanienne, Nouakchott. Selon l'agence de presse mauritanienne officielle, la commission se chargera des questions liées à la zone frontalière commune entre les deux pays et vise à promouvoir et à développer la coopération ainsi que le renforcement des liens de fraternité et de bon voisinage entre les deux pays.

Elle a pour objectif également d'impulser les opportunités d'investissement, d'établir des projets de partenariat dans des secteurs prioritaires et d'intensifier les échanges économiques, commerciaux, culturels et sportifs en plus du désenclavement des populations des zones frontalières.

"La commission vise également à faciliter la circulation des personnes et des biens, à sécuriser les frontières communes entre les deux pays, et à lutter contre les crimes transfrontaliers et la migration illégale", selon la même source.

Cité par l'agence de presse mauritanienne, Ould Merzoug a déclaré, dans une allocution tenue pour l'occasion que la signature du mémorandum représentait une valeur ajoutée à la coopération conjointe, laquelle, connaîtra un bond suite au lancement des travaux de la commission, notamment, en ce qui concerne la sécurité civile, la gestion des crises, l'amélioration des opportunités d'investissement et la mise en place de projets de partenariat dans les secteurs prioritaires.

À son tour, Beldjoud a fait savoir que "la création de la commission aura un impact efficace non seulement pour faire face au double défi du développement et de la sécurité, mais également pour proposer de nouvelles méthodes pour relever les défis actuels."

Et d'ajouter "la zone frontalière doit être développée pour devenir un pôle économique et social", soulignant que cela ne peut être réalisé qu'en adoptant un plan d'action commun afin de définir les objectifs et développer les moyens nécessaires pour les atteindre".

Les deux pays ont ouvert, en août 2018, le premier poste-frontière terrestre les reliant, dans le but d'accroître les échanges commerciaux, de faciliter la circulation des personnes et de renforcer la coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme.

La Mauritanie et l'Algérie sont reliées par une frontière terrestre d'environ 460 km de long. De nombreux réseaux de contrebande et de commerce illégal sont également actifs aux frontières des deux pays. *Traduit de l'arabe par Malèk Jomni.

Sahara occidental: Le président mauritanien reçoit un émissaire du chef du Polisario

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/sahara-occidental-le-pr%C3%A9sident-mauritanien-recoit-un-%C3%A9missaire-du-chef-du-polisario/2187262>

-Il lui a transmis une missive concernant l'évolution de la question du Sahara. Wejden Jlassi | 24.03.2021 | AA/Nouakchott

Le Président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu, mercredi le ministre chargé des affaires politiques du Front Polisario, Bachir Mustapha Sayed, au Palais présidentiel de Nouakchott, rapporte l'Agence Mauritanienne de Presse (AMP).

Selon la même source, le chef du Front Polisario a remis au Président mauritanien une lettre du secrétaire général du Front, Ibrahim Ghali, "relative à l'évolution de la question sahraouie et des relations bilatérales".

La Mauritanie affirme que sa position sur le conflit au Sahara occidental est neutre, et vise principalement à œuvrer en faveur d'une solution pacifique du problème, dans le but d'éviter un risque d'escalade dans la région.

L'accueil de responsables du Front «Polisario», au Palais présidentiel de Nouakchott de temps à autre, alimente le différend avec Rabat, qui insiste sur sa souveraineté sur la région.

Un conflit entre le Maroc et le "Polisario" sur la région du Sahara dure depuis 1975. Il a commencé après que l'occupation espagnole a mis fin à sa présence dans la région.

Le conflit s'est transformé en une confrontation armée qui a duré jusqu'en 1991, et a pris fin avec la signature d'un accord de cessez-le-feu qui considérait "Guerguerat" comme une zone démilitarisée. Rabat insiste sur son droit à la région du Sahara et propose une autonomie étendue sous sa souveraineté, tandis que le "Polisario" demande un référendum pour déterminer le sort de la région, proposition soutenue par l'Algérie, qui accueille des réfugiés de la région contestée. Le 30 octobre 2020, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de prolonger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum dans la région du Sahara "MINURSO" pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 octobre 2021. *Traduit de l'arabe par Wejden Jlassi

BURKINA FASO :

Burkina Faso: Six morts dans une attaque armée au nord du pays

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-six-morts-dans-une-attaque-arm%C3%A9e-au-nord-du-pays/2196408>

- Dans le district de Sanmatenga, au nord du pays. Raşa Evrensel | 02.04.2021 AA / Ouagadougou
Les autorités locales burkinabées ont annoncé que 6 personnes ont été tuées et une autre blessée par des hommes armés non identifiés, dans le district de Sanmatenga, au nord du Burkina Faso. Un responsable de la sécurité, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a déclaré à l'agence Anadolu qu'un affrontement a éclaté, jeudi, vers 15h00 GMT, entre des membres des "Volontaires de la défense intérieure" et des hommes armés dans la zone de "Dablo". Six personnes sont mortes et une autre blessée.

"Les hommes armés ont réussi à prendre la fuite après l'attaque", a ajouté la même source.

Personne n'a revendiqué la responsabilité de l'attaque avant 12h00 GMT, vendredi.

Le Burkina Faso, le Niger et le Mali, situés dans la région du Sahel, sont l'épicentre de l'une des crises de déplacement les plus dynamiques au monde.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, la région accueille plus de 851 000 réfugiés et près de deux millions de personnes déplacées.

Le pays d'Afrique de l'Ouest est exposé à de fréquentes attaques terroristes ayant fait de nombreuses victimes, au cours des cinq dernières années et entraîné le déplacement de milliers de personnes qui sont aujourd'hui confrontées à une grave crise humanitaire.

Burkina Faso / Eboulement : le bilan s'alourdit à 11 morts et 3 blessés

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-eboulement-le-bilan-salourdit-%C3%A0-11-morts-et-3-bless%C3%A9s-/2160546>

- Les sites d'exploitation artisanale d'or qui emploient près de 2 millions de personnes sont confrontés à des éboulements meurtriers.

Lassaad Ben Ahmed | 01.03.2021 AA / Ouagadougou / Dramane Traoré

Le bilan de l'éboulement survenu dans la nuit de dimanche à lundi, sur le site d'or artisanal dans le village d'Imyiré, province du Bam, région du Centre-Nord, s'est alourdi à 11 morts et 03 blessés, a annoncé le ministère burkinabè en charge des Mines dans un communiqué.

"Le bilan actuel fait état malheureusement de 11 morts et de 3 personnes blessées. Le département en charge des mines et les autorités locales sont mobilisés pour les constats d'usage et apporter secours aux blessés", indique le communiqué.

"Les orpailleurs ont pu extraire des décombres d'autres corps", affirme Hamadou Kaboré, un orpailleur qui souligne que le bilan pourrait encore s'alourdir car plus d'une vingtaine de personnes travaillaient dans la mine.

En attendant de situer les causes de cet éboulement, le gouvernement invite les acteurs de l'exploitation artisanale de l'or à observer les mesures de sécurité nécessaires à l'exercice de cette activité, souligne la même source.

Depuis 2009, l'or est devenu le premier produit d'exportation du Burkina Faso, devançant le coton et classant le pays parmi les plus grands producteurs d'or d'Afrique, à côté de l'Afrique du Sud, du Ghana et du Mali.

En 2020, le pays a produit 60 tonnes d'or, contre 50 tonnes en 2019, soit une augmentation de 20%, selon le ministère en charge des Mines et des carrières.

Les sites d'exploitation artisanale d'or qui emploient près de 2 millions de personnes sont confrontés à des éboulements meurtriers à cause de l'utilisation des explosifs et les eaux de pluies.

Ces sites sont également convoités par les groupes terroristes pour le financement de leurs actes, affirme un rapport de l'Observatoire économique et social du Burkina Faso, publié en septembre 2020.

Fin janvier 2021, le gouverneur du Sahel au Burkina Faso, le Colonel-major Salfo Kaboré, a annoncé la fermeture des sites aurifères artisanaux, en raison des attaques terroristes, assez fréquents dans la région.

BENIN :

Bénin : démarrage de la campagne électorale pour la présidentielle du 11 avril

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/-b%C3%A9nin-d%C3%A9marrage-de-la-campagne-%C3%A9lectorale-pour-la-pr%C3%A9sidentielle-du-11-avril/2189383>

-Elle se déroulera de ce vendredi 26 mars au vendredi 09 Avril 2021 Nadia Chahed | 26.03.2021 | AA/Alphonse Logo

Au Bénin, la campagne électorale pour la présidentielle du 11 avril prochain a été lancée vendredi et se poursuivra jusqu'au 09 avril.

Trois duos sont en lice à ce scrutin dont celui du président sortant Patrice Talon-Chabi Talata Mariam.

Il fera face au duo Soumanou Alassane-Houngbé Paul et à celui de Kohoué Agbéléssessi Corentin - Agossa Iréné Josias.

Au titre des articles 42 et 43 de la constitution béninoise du 07 Novembre 2019, le premier de chaque duo est le candidat au poste de Président de la République. Le second, candidat au poste de vice-président est appelé le 'colistier'.

C'est la première fois que le Bénin expérimente ce système électoral issu des réformes politiques engagées par le Président Patrice Talon durant son premier mandat présidentiel.

Le Président Patrice Talon et sa colistière, Chabi Talata Mariam, vice-présidente de l'Assemblée Nationale du Bénin, ont déjà engagé les hostilités ce vendredi matin en animant un premier meeting au Palais des congrès de Cotonou.

Cette campagne électorale s'ouvre dans un contexte particulier marqué d'une part par le rejet des candidatures de plusieurs membres de l'opposition, officiellement pour non-conformité de dossiers et de l'autre par la hausse des cas de Covid-19.

D'environ 3500 cas enregistrés à la mi-janvier, le nombre de cas de Covid-19 au Bénin a doublé en moins de trois mois pour atteindre 7100 cas à la date du 22 mars 2021.

Malgré cela le gouvernement a autorisé les regroupements de masse durant cette campagne appelant, toutefois, au respect strict des gestes barrières.

Bénin : tensions politiques à l'approche de la présidentielle

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/b%C3%A9nin-tensions-politiques-%C3%A0-l'approche-de-la-pr%C3%A9sidentielle/2164608>

Nadia Chahed | 04.03.2021 | AA/Tunis | Au Bénin, les tensions vont crescendo à l'approche de la présidentielle du 11 avril prochain.

Des opposants font l'objet d'intimidations policières et d'arrestations arbitraires, selon les médias.

Bio Dramane Tidjani et Mamadou Tidjani, deux cadres du parti Les Démocrates (opposition), sont en prison depuis lundi après avoir été entendus par la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme, rapporte la chaîne d'information Deutsche Welle, précisant que les deux opposants ont été inculpés "pour association de malfaiteurs et terrorisme".

Ils sont accusés d'avoir reçu des fonds pour recruter des jeunes en vue de saboter le processus électoral. Une accusation que rejettent les deux opposants, indique la même source.

Rekya Madougou, la présidente du parti Les démocrates a déclaré, de son côté que Bio Dramane Tidjani et Mamadou Tidjani sont des "otages politiques".

Candidate recalée pour la présidentielle du 11 avril du parti d'opposition Les Démocrates, Madougou a d'ailleurs été arrêtée par la police, mercredi 3 mars au soir. Elle venait de terminer un meeting en compagnie de Joël Aivo, un autre candidat de l'opposition également recalé. Elle a été conduite à la Brigade économique et financière de Cotonou, rapporte la chaîne allemande.

Egalement dans le collimateur de la justice : l'opposant et riche homme d'affaires, Sébastien Ajavon, qui est en exil en France et a déjà écopé en 2018 de 20 ans de prison pour trafic de drogue.

Il vient d'être condamné par contumace à cinq de prison ferme pour "faux, usage de faux et escroquerie", indique encore le média allemand.

Pour le gouvernement béninois, " il n'y a aucune chasse aux opposants. Il s'agit de prévenir et de décourager tout acte de violence ou d'appel à l'incivisme et c'est dans ce cadre que s'inscrit l'action de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme qui a entrepris d'écouter certaines personnalités politiques", dit le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication et des Postes, Alain Orounla, cité par le même média.

Patrice Talon, le président sortant, arrivé au pouvoir en 2016, affrontera dans les urnes l'ancien ministre, Alassane Soumano du parti Force cauris pour un Bénin émergent (FCBE), considéré comme la plus grande formation politique de l'opposition, et une figure dissidente parmi les opposants au président, Corentin Kohoué.

Bénin / Covid-19 : démarrage de la campagne de vaccination

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/b%C3%A9nin-covid-19-d%C3%A9marrage-de-la-campagne-de-vaccination/2192808>

- La cérémonie de lancement s'est déroulée au palais des congrès de Cotonou, présidée par Benjamin Hounkpatin, ministre béninois de la Santé, qui a pris la première dose. Lassaad Ben Ahmed | 30.03.2021 | AA / Alphonse LOGO

Le Bénin vient de lancer officiellement la première phase de sa campagne de vaccination contre la Covid-19.

La cérémonie de lancement s'est déroulée, lundi, au palais des congrès de Cotonou, présidée par Benjamin Hounkpatin, ministre béninois de la Santé, qui a pris la première dose.

« Je vous donne l'exemple, ne vous inquiétez pas. Je le fais pour me préserver. Préservez les autres également, montrez le bon exemple. Faites-vous vacciner », a-t-il lancé pour encourager les agents de santé, les plus concernés par cette première phase, à se faire vacciner.

Le ministre de la Santé du Bénin a été suivi, sur place, par d'autres membres du gouvernement.

Cette première campagne qui va se dérouler en plusieurs phases, est consacrée d'abord aux agents de santé du pays (première phase). Ensuite, ce sera le tour (deuxième phase) des personnes âgées de

plus de 60 ans et celles porteuses de comorbidité notamment le diabète, la tension artérielle, l'asthme, des pathologies cardiaques, la drépanocytose etc...

Au total, 78 sites de vaccination ont été installés dans les quatre départements sanitaires du Bénin, afin de permettre à tous les agents de santé de se faire vacciner à temps, selon les déclarations du ministre de la Santé béninoise.

Le pays conduit cette première phase de la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus avec deux vaccins : le Sinovac et l'AstraZeneca.

En effet, le pays a réceptionné le 21 mars 2021, sous forme de don, exactement 203 000 doses de Sinovac, un des vaccins chinois contre la Covid-19. Ce lot venait s'ajouter aux 144 000 doses du vaccin AstraZeneca de l'université d'Oxford, réceptionnées le 10 mars 2021 à travers l'initiative Covax, mise en place par l'OMS et ses partenaires pour mettre le vaccin à la disposition de 92 pays, considérés comme moins nantis de la planète.

C'est donc avec ces 350 000 doses, environ, que le Bénin déroule depuis ce lundi sa première campagne de vaccination contre la Covid-19.

Sur le site de la riposte contre le virus, les chiffres ne sont pas mis à jour depuis le 22 mars dernier.

Mais à cette date-là, le Bénin comptait 7 100 cas de contamination à la Covid-19 avec 90 décès enregistrés depuis le premier cas, il y a un an. Des chiffres qui représentent le double de ce qu'affichait ce même site à la mi-janvier.

Bénin/restitution de biens culturels : une délégation française à Cotonou

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/b%C3%A9nin-restitution-de-biens-culturels-une-d%C3%A9l%C3%A9gation-fran%C3%A7aise-%C3%A0-cotonou/2187803>

Nadia Chahed | 25.03.2021 Les gouvernements béninois et français se sont engagés à faire de la restitution des biens culturels, un levier important de la coopération au développement, souligne la chaîne Bénin web TV.

Cette initiative fait suite à la signature, le 16 décembre 2019, par les ministères des Affaires étrangères et de la Culture des deux pays d'un « Programme de Travail Commun », précise la même source.

La volonté d'insuffler une nouvelle dynamique à la coopération au développement entre les deux pays est marquée par le vote de la loi n° 2020-1673 du 24 décembre 2020 relative à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal.

L'article 1er de cette loi stipule la restitution au Bénin des vingt-six œuvres provenant d'Abomey conservées au musée du Quai Branly-Jacques Chirac.

Selon les informations de BENIN WEB TV, la mission vise essentiellement à définir un protocole opérationnel pour le transfert physique des œuvres et à évaluer les besoins de transfert de compétence en lien avec la restitution des biens culturels.

Il s'agira également d'étudier des aspects d'ordre général et d'intérêt majeur, notamment, l'évolution du cadre juridique et réglementaire dans le domaine du patrimoine au Bénin; la cession des images des 26 œuvres; l'accès aux socles et à autres supports (documentation, images) accompagnant les œuvres et l'organisation d'événements spécifiques en France et au Bénin pour le départ et l'accueil des œuvres, indique le même média.

GHANA :

Burkina Faso / Ghana : démarrage d'un projet d'interconnexion ferroviaire en 2022

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-ghana-d%C3%A9marrage-dun-projet-d-interconnexion-ferroviaire-en-2022/2188221>

- Le coût du projet est estimé à environ 4,7 milliards d'euros. Lassaad Ben Ahmed | 25.03.2021 | AA / Ouagadougou / Dramane Traoré

Le ministre burkinabè en charge des Transports, Vincent Dabilgou, et son homologue ghanéen, John Peter Amewu's, ministre du Développement du chemin de fer, ont déclaré jeudi, à Ouagadougou que le démarrage des travaux du projet d'interconnexion ferroviaire Burkina Faso-Ghana est prévu pour le premier trimestre de l'année 2022.

"Le coût du projet est évalué à 4,7 milliards d'euros. Le 30 novembre 2021, les deux parties vont entamer les négociations finales et dès le premier trimestre de l'année 2022, les travaux de démarrage vont proprement commencer", a déclaré Vincent Timbindi Dabilgou ministre des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière du Burkina Faso lors d'un point de presse conjoint.

Le ministre ghanéen du Développement du chemin de fer John Peter Amewu's, a déclaré que sa visite à Ouagadougou permet "à nos deux pays de s'accorder sur l'exécution du projet de chemin de fer Ouagadougou-Tema".

"Il faut dire que ce projet va faciliter les échanges commerciaux entre le Burkina Faso et le Ghana à travers des services efficaces de fret et de transport de passagers. Nous sommes fiers de dire que le projet est en cours et la première étape technique a été exécutée avec satisfaction", a-t-il souligné.

Le projet consiste à la construction d'une ligne ferroviaire moderne de 782km, dont 320km sur le territoire burkinabè, entre le port de Tema et Ouagadougou.

La proposition de l'itinéraire en territoire burkinabé part de Ouagadougou, dessert Kombissiri, Manga, Béguédo, Garango, Tenkodogo, Bagré-Pôle, Zabré, Pô, et se termine au lien frontalier Dakola-Paga.

Quant au tracé en territoire ghanéen, il débute au Port de Tema, longe la partie Est du pays et chemine vers le port fluvial d'Akosombo pour desservir Ho et Yendi au nord.

Le ministre burkinabè des transports a expliqué que le futur train aura une vitesse de 160km/h pour les voyageurs et 120Km/h pour les marchandises avec une estimation annuelle de 2 à 3 millions de voyageurs et 7 à 17 millions de tonnes pour le fret.

Il a ajouté que la réalisation de l'interconnexion ferroviaire entre le Burkina Faso et la République du Ghana, permettra entre autres, l'amélioration de la balance commerciale des deux pays à travers une facilitation des transports et l'optimisation des coûts d'exploitation des véhicules automobiles par le basculement des surcharges sur le chemin de fer, la stabilisation des coûts de transport entraînant une réduction des prix des marchandises et la création de plus de 30.000 emplois directs et indirects pendant la phase de construction, l'amélioration des conditions économiques des zones traversées et la création d'activités génératrices de revenus dans les gares et tout le long du chemin de fer.

A cela, il faut ajouter l'amélioration de l'écoulement des produits de la zone de Bagré-Pôle sur le marché, l'amélioration des exportations de minerais vers les ports, de la sécurité et de la sûreté des transports terrestres, la réduction de la pauvreté locale et la préservation du réseau routier, sujet à des dégradations précoces résultant des surcharges.

Le chemin de fer passera pas 55 gares, dont 10 au Burkina Faso.

Le Comité conjoint d'expert qui a travaillé alternativement au Burkina Faso et au Ghana, appuyé par la mission d'assistance technique, a, après l'évaluation multicritères des entreprises, retenu trois entreprises consortiums, techniquement aptes et financièrement fortes pour réaliser le projet.

Ces trois consortiums ont été qualifiés en 2019 pour la suite de la sélection du partenaire privé chargé de construire et d'exploiter la liaison ferroviaire. Il s'agit des consortiums China Railway n°10, African Global Development et Frontline Capital Advisors, a expliqué Dabilgou.

Les deux pays ont pris la décision de s'attacher l'expertise du consortium italo-ghanéen, Team Engineering/Vision Consult, pour leur fournir des services d'assistance-conseil en ingénierie ferroviaire, juridique et économique-financier dans la dynamique d'une mise en œuvre efficiente et intelligente du projet.

La mission de l'Assistant Technique porte sur la réalisation des études préliminaires et de faisabilité, l'appui à la sélection du partenaire privé, la validation des études techniques, le suivi-contrôle et la réception des travaux de construction de la liaison ferroviaire.

GAMBIA :

'Jammeh covers-up his lies to imprison 3 top officials'

<https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/jammeh-covers-up-his-lies-to-imprison-3-top-officials>

Apr 1, 2021, 11:45 AM | Article By: Pa Modou Cham | Lawyer Lamin K. Mboge, yesterday in his second day of testimony before the TRRC revealed that former President Yahya Jammeh ordered the imprisonment of former Attorney General Harry Sambou, former Secretary General Njogu Bah and his personal assistant, Momodou Sabally just to cover-up his lies.

"Yahya Jammeh signed an order for Justice Wowo to be arrested, detained and tried but when he realised that Justice Wowo had American citizenship and the ambassador raised concerns over the illegalities under which Wowo was arrested, Jammeh withdrew his orders and blamed former Attorney General, Njoigo Bah and Sabally for responsible of Wowo's arrest."

Lawyer Mboge said the three top authorities were tried in court and on the judgment day, they had hope for possible discharge. He added that the court was slated for 10 a.m. but the judge was in his chambers till 1 p.m. and the information they heard was that some plain clothes officers were in the judge's chambers to change his judgment in order to convict the three authorities.

"Jammeh imprisoned the three just to cover-up his lie."

The witness continued that many things had happened in the country during Jammeh's 22 year rule. He added that Mai Fatty's accident was not normal, saying it was planned by a group of people who worked for Jammeh to eliminate Fatty from the judiciary.

In an attempt to eliminate him (Mboge), he further testified that in 2006 during the treason trial, one NIA officer, Lamin Bojang came to his car that was parked in his compound at Brikama.

"I was called and upon arrival, I saw him running with a black and tinted glass car. I suspected that it was the NIA because they were the people who drove those kinds of vehicles."

In a different trap, the witness testified that a similar thing happened on another occasion as he carried his family to the village for a Tobaski feast.

"In another planned accident with a truck in 2016, I was pronounced dead but thank God we are alive because I was in the car with my five family members including my wife."

He told the commission that in 2016, some marked men, dressed in black were in search of him to eliminate him but to no avail.

In 2009, in a case involving Lang Tombong Tamba, in which he represented Sarjo Fofana, the witness said he was later arrested, charged and remanded in custody. He added that his case was politically motivated.

Mboge confirmed to the commission that he later supported Jammeh's government on condition to get discharged from court.

"I supported Jammeh and even campaigned for him. I publicly announced my loyalty to him and later established the Rival Bar Association. "

After long debate with Lead Counsel Essa Faal on many legal terms, the witness finally accepted being used by Jammeh against his colleagues.

In his concluding remarks, he called on the government to help the judiciary with funds for capacity building. He also called on the state to act fast in addressing the 'slave' issues in the Upper River Region.

**** AFRIQUE CENTRAL ****

CEDEAO :

A Lomé, la CEDEAO accélère l'opérationnalisation de son gendarme de la concurrence

<https://www.togofirst.com/fr/gouvernance-economique/2303-7531-a-lome-la-cedeao-accelere-l-operationnalisation-de-son-gendarme-de-la-concurrence>

(Togo First) - La Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) franchit une étape de plus vers l'opérationnalisation de son gendarme de la concurrence. Les membres du Comité Consultatif de l'Autorité Régionale de la Concurrence de la CEDEAO (ARCC) ont débuté ce lundi à Lomé les travaux d'analyse et de validation du plan d'opérationnalisation de l'organisme. En outre, durant les cinq jours que vont durer les travaux, les délégués des différents États membres se pencheront également sur divers projets de texte qui définiront le cadre juridique des interventions de l'ARCC sur le marché régional.

“Ce comité va par la suite veiller à ce qu'au niveau de la région et au niveau des États membres soit respectées les règles de la concurrence commerciale.” a indiqué Tèi Konzi, commissaire chargé du commerce et de l'union douanière de la CEDEAO.

Cette étape décisive vers l'opérationnalisation de l'ARCC et son démarrage potentiel au premier trimestre 2022, est un facteur impulsif de plus pour stimuler l'intégration économique et les échanges commerciaux entre les États membres de la CEDEAO. Au-delà du cadre régional, le démarrage du régulateur viendra renforcer le cadre juridique et institutionnel devant faciliter les échanges commerciaux intra-africains. Klétus Situ

TCHAD :

Le président tchadien en visite de travail au Nigeria

https://www.alwihdainfo.com/Le-president-tchadien-en-visite-de-travail-au-Nigeria_a101827.html

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 27 Mars 2021 Le chef de l'État a quitté samedi matin la capitale N'Djamena à destination d'Abuja, au Nigeria. Idriss Deby effectue une visite d'amitié et de travail, informe la Présidence. Des personnalités étaient présentes à l'aéroport de N'Djamena pour le départ du président de la République.

Tchad / Présidentielle : "Les Transformateurs" proposent un report du scrutin

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-pr%C3%A9sidentielle-les-transformateurs-proposent-un-report-du-scrutin-/2192753>

À quelques jours de la présidentielle, l'opposant Succès Masra espère encore convaincre le président Deby de ne pas briguer un sixième mandat.

Lassaad Ben Ahmed | 30.03.2021 | AA / Peter Kum

Le leader du parti « Les Transformateurs », Succès Masra, a indiqué qu'il avait transmis « avec bonne foi au Président Deby » un document contenant « cinq propositions » pour une sortie de crise au Tchad, à quelques jours de la présidentielle du 11 avril.

Succès Masra s'est exprimé aux médias locaux, lundi.

Il s'agit de « cinq actions pour une alternance qui libère les énergies du peuple et consacre (sa) sortie honorable et protection à vie » pour le président Deby qui s'apprête à briguer un sixième mandat.

Dans son document d'à peine deux pages, Masra a suggéré au Chef de l'Etat de renoncer au sixième mandat pour donner la chance à un autre Tchadien démocratiquement élu de relever les fondations du pays.

Selon l'opposant Masra, le retrait de la candidature de Deby doit être suivi du décalage de l'élection présidentielle de deux mois pour permettre de définir les conditions de justice, d'inclusion et de transparence minimales.

Il évoque une protection constitutionnelle définitive et non révisable, ainsi que des avantages à vie pour le président Deby au cas où il renonce à son sixième mandat.

Dans les cinq propositions, l'opposant tchadien a également suggéré à Deby l'annonce d'un dialogue inclusif immédiat et l'adoption d'une nouvelle constitution, la définition des devoirs minima du futur Président de la République et le lancement de la campagne présidentielle du 11 mai au 11 juin pour une transmission du pouvoir au nouveau Président élu dans les délais le 8 août 2021.

« Si solennellement vous, vous appropriez ces cinq actions à travers une communication officielle publique renonçant au 6ème mandat et différant l'organisation des élections, alors vous aurez réellement déclenché le nouveau départ et le dialogue inclusif peut commencer », a souligné M. Masra dans son document émis lundi.

D'après l'opposant Masra, les cinq propositions sont « issues des consultations de l'opposition, des forces vives et de la diaspora » tchadienne.

« Je ne suis pas concerné », a martelé dans un tweet, mardi, le principal candidat de l'opposition tchadienne, Saleh Kebzabo, leader de l'Union nationale pour la démocratie et le renouveau (UNDR).

« Après sa rencontre avec Deby, j'ai conseillé à Masra de faire des propositions au nom de son parti. Les documents qui circulent actuellement n'engagent donc pas l'UNDR », a souligné le député Kebzabo.

Pour rappel, c'est le 16 mars que le jeune leader du mouvement "Les Transformateurs" au Tchad, Succès Masra, a rencontré le président Deby au palais présidentiel à Ndjamena où l'opposant a proposé à Deby de surseoir à la présidentielle.

« Nous sommes allés dire à Deby que le moment de l'alternance est arrivé. 20 propositions ont été mises sur la table sur plusieurs sujets tels que l'alternance. Nous allons partir envers les Tchadiens qui ne sont pas dans les partis politiques, ni dans les organisations, prendre leurs propositions et revenir dans les jours prochains avec un document qui ne sera pas l'identité des Transformateurs mais le concentré des intelligences collectives des Tchadiens pour ce pays », avait relevé Masra au lendemain de sa rencontre avec le président Deby.

Le président Déby et candidat à sa propre succession n'a pas encore réagi à cette proposition.

Tchad / Présidentielle : l'opposition s'active pour un boycott du scrutin

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-pr%C3%A9sidentielle-l-opposition-s-active-pour-un-boycott-du-scrutin/2191413>

- Des campagnes sont menées sur le terrain pour un boycott de la présidentielle du 11 avril. Lassaad Ben Ahmed | 29.03.2021 | AA / Peter Kum

Des membres de l'opposition tchadienne se sont mobilisés sur le terrain, depuis quelques jours, pour sensibiliser les électeurs à un boycott de l'élection présidentielle du 11 avril prochain, a constaté le correspondant de l'Agence Anadolu selon des sources concordantes.

Le principal opposant au Tchad, Saleh Kebzabo, qui avait déjà annoncé le retrait de sa candidature à la présidentielle, a indiqué dimanche avoir effectué « une tournée de sensibilisation et de mobilisation en vue du boycott actif du scrutin du 11 avril ».

« Je me trouve présentement dans la zone Kim (Mayo Kebbi Est) pendant que d'autres missions de l'UNDR sont au Sud, Nord et Ouest du pays. Faisons de 2021 une année d'alternance », a-t-il souligné dans un tweet.

Le leader du parti "Les Transformateurs", Succès Masra qui, depuis le 6 février, organise des manifestations au Tchad contre un sixième mandat du président Deby, a appelé, dimanche, les Tchadiens à retirer leurs cartes « mais pas pour les élections du 11 Avril 2021 auxquelles aucun citoyen responsable ne peut participer ».

« Gardez vos cartes pour les prochaines vraies élections présidentielles pour lesquelles nous devons nous battre par tous les moyens en empêchant les élections du 11 avril d'avoir lieu. En allant retirer votre carte, dites-leur que l'élection ne doit pas avoir lieu et que ceux qui vont se pointer le 11 Avril pour voter malgré tout, le feront à leur risque », a-t-il prévenu dimanche sur les réseaux sociaux.

Le président sortant, Idriss Deby et la majorité présidentielle invitent, en revanche, les Tchadiens à sortir massivement pour le scrutin du 11 avril.

Sur le terrain, des observateurs ont noté que la majorité présidentielle prêche pour un vote actif le 11 avril.

La campagne électorale bat son plein sur l'ensemble du territoire tchadien avec une sensibilisation de proximité, à travers notamment du porte-à-porte, afin d'amener les populations à retirer leurs cartes d'électeur.

L'une des plateformes de la majorité présidentielle, « Le Tchad d'abord », a lancé dimanche l'opération « Je suis citoyen, j'ai retiré ma carte d'électeur et toi ? ».

Pour le coordinateur de la plateforme, Mahamat Saleh Moussa, l'objectif est d'inciter la conscience des citoyens tchadiens à retirer les cartes d'électeurs et voter pour le candidat de leur choix.

Vendredi, Idriss Deby Itno, candidat du Mouvement patriotique du salut (MPS) à l'élection présidentielle du 11 avril, a retiré sa carte d'électeur et a appelé les Tchadiens à faire de même.

« J'invite toutes les électrices et tous les électeurs à faire le même geste. Nous devons avoir la pleine conscience de la portée hautement civique du vote », a-t-il annoncé vendredi dans un tweet après le retrait de sa carte d'électeur.

Au Tchad, l'élection présidentielle aura lieu le 11 avril prochain. Sur les dix candidatures validées par la cour suprême, seuls sept candidats sont encore dans la course.

Trois candidats, à savoir, Saleh Kebzabo, Ngarlejy Yorongar et Théophile Bongoro se sont retirés.

TOGO :

Togo/Covid-19 : le gouvernement annonce de nouvelles mesures suite à la flambée de cas

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/togo-covid-19-le-gouvernement-annonce-de-nouvelles-mesures-suite-%c3%a0-la-flamb%c3%a9e-de-cas/2187197>

- La barre des 100 décès dus au Covid-19 a été franchie durant le week-end du 20-21 mars. Nadia Chahed | 24.03.2021 AA/Lomé/Alphonse Logo

Le gouvernement togolais a annoncé, mercredi, de nouvelles mesures pour freiner la propagation inquiétante du covid-19 surtout dans la capitale Lomé où l'on évoque la présence du variant britannique sans trop de précisions.

A la date du 23 mars 2021, le Togo totalisait 9145 cas de covid-19 et 105 décès. Fin décembre ce bilan s'élevait à 3500 cas confirmés et 68 décès.

«Le Grand Lomé abrite 70% du nombre total de cas et pratiquement la même proportion des nouveaux cas enregistrés depuis le 1er janvier», indique le gouvernement dans un communiqué publié mercredi au terme d'un conseil des ministres.

Ainsi, sur recommandations du Conseil scientifique et après consultations des différents acteurs, soutient le gouvernement togolais, une vingtaine de mesures ont été adoptées dont la plupart ne sont

que la réactivation d'anciennes mesures dont l'application n'est pas vraiment respectée par les populations.

L'exécutif togolais a en effet annoncé une «redynamisation du groupe mixte de surveillance Covid-19 (GMS) par un renforcement d'au moins 1000 personnels issus de la composante force de défense et de sécurité pour intensifier la surveillance, la prévention et les interventions », «l'accélération de la campagne de vaccination avec la mise en place d'une stratégie mobile notamment en délocalisant la vaccination en tout lieu où cela est nécessaire dans le grand Lomé dans le respect des critères d'âge », «l'interdiction de tous les rassemblements de masse notamment les sports de masse, les cérémonies funéraires, les mariages, les événements culturels, les campagnes publicitaires, les concerts, les réceptions » et le respect scrupuleux de « la limitation à quinze (15) du nombre de personnes pour les enterrements ».

Les autorités togolaises maintiennent par ailleurs, l'interdiction de l'accès à la plage.

« Les contrevenants s'exposent à des sanctions conformément aux lois en vigueur » soutient le communiqué du gouvernement qui indique par ailleurs que le contrôle du respect des mesures barrières à l'entrée des marchés avec une présence des forces dédiées, sera renforcé.

« Le renforcement de la surveillance des lieux de cultes à Lomé, l'obligation de port du masque et du respect des mesures barrières et l'interdiction des prestations des chorales et groupes musicaux, avec fermeture immédiate en cas de non-respect des mesures édictées, renforcement de la surveillance des bars avec fermeture immédiate en cas de non-respect des gestes barrières » font également partie de la liste des mesures.

Le gouvernement togolais se réserve par ailleurs le droit d'envisager un couvre-feu dans les jours à venir selon « l'évolution de la situation ».

Togo : les coopératives agricoles bientôt structurées

<https://www.togofirst.com/fr/agro/2403-7543-togo-les-cooperatives-agricoles-bientot-structurees>

(Togo First) - Au Togo, les chaînes de valeur agricoles souffrent d'un manque d'intégration et d'organisation des coopératives agricoles. Selon le mécanisme de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa), seulement une infime partie des financements accordés en tout depuis trois ans, l'ont été au profit des producteurs, donc des coopératives.

Un projet a alors été élaboré avec le Crédit Coopératif Italien et d'autres entités similaires de La Botte, pour le «Développement et l'intégration des chaînes de valeur dans l'agriculture togolaise par l'instrument des coopératives». L'initiative, présentée aux différents acteurs du secteur ce mercredi, vise principalement une meilleure structuration des coopératives togolaises, et l'augmentation de leur productivité.

Pour le Mifa, ce projet qui s'arrime parfaitement aux ambitions gouvernementales pour une agriculture productive et moteur de croissance, doit déboucher sur une augmentation du nombre général des coopératives, leur professionnalisation (surtout celles spécialisées dans la transformation et la commercialisation), et surtout le renforcement de leur cadre institutionnel.

Au Togo à ce jour, une vingtaine de faîtières sont recensées, regroupant des organisations paysannes et de producteurs agricoles. Octave Bruce

CENTRAFRIQUE :

Centrafrique : Faustin Archange Touadéra investi président pour un second mandat

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/centrafrique-faustin-archange-touad%C3%A9ra-investi-pr%C3%A9sident-pour-un-second-mandat/2193246>

En présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement | Fatma Bendhaou | 30.03.2021 AA/
Peter Kum

Le chef de l'Etat centrafricain, Faustin Archange Touadéra, a été investi mardi 30 mars pour un second mandat de 5 ans.

L'investiture du candidat du Mouvement Cœurs Unis (MCU), Touadéra, élu avec 53, 96% de voix devant 15 autres candidats, a eu lieu devant plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement tels que le Président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, la première ministre du Gabon, Rose Christiane Ossouka Raponda, le ministre des Affaires étrangères du Congo, Jean-Claude Gakosso, le premier ministre du Cameroun, Joseph Dion Ngute et beaucoup d'autres hauts responsables qui se sont rendus à Bangui pour honorer Faustin Archange Touadéra.

Le processus électoral couronné par la réélection de Touadéra a été perturbé d'abord par l'avènement de la pandémie de coronavirus puis par la naissance de la coalition des groupes rebelles créée par l'ancien président François Bozizé, dont la candidature à la présidentielle a été rejetée par la Cour constitutionnelle.

Lors de la cérémonie qui s'est tenue devant les juges de la Cour constitutionnelle, le président Touadéra a dévoilé ses plans pour son deuxième mandat.

Ainsi, le premier axe de son mandat sera « d'œuvrer pour une société plus inclusive » et le deuxième sera d'œuvrer pour « une économie plus ouverte » tandis que le troisième sera focalisé sur « l'amélioration des capacités de la population sur le socle de la sécurité et de la paix garantie à tous ».

Le président Touadéra a également déclaré que son gouvernement poursuivrait la mise en œuvre effective, mais réactualisée, de l'accord pour la paix et la réconciliation de 2019.

Son vœu est qu'à l'issue de ce mandat il n'y ait plus aucun groupe armé sur le territoire du pays.

Il a rappelé que l'ouverture prochaine d'une consultation nationale en vue d'un dialogue républicain permettra d'aboutir à une décrispation totale de la crise et de relancer le pays sur la voie du développement.

Selon Touadéra, la ligne rouge qui lui paraît la plus importante est l'impunité zéro pour tous les auteurs de crimes et délits. C'est pourquoi la lutte contre l'impunité sera la colonne vertébrale de son nouveau quinquennat.

Il faut rappeler que la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), dirigée par l'ancien président, François Bozizé, a vainement tenté d'empêcher le processus électoral en Centrafrique.

Centrafrique : Renforts militaires et techniques en provenance du Soudan

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/centrafrique-renforts-militaires-et-techniques-en-provenance-du-soudan/2194323>

- Selon le conseiller à la sécurité du président Touadéra, le Russe Valery Vakharov --- Fatma Bendhaou | 31.03.2021 AA/ Peter Kum

Une colonne de renforts militaires et techniques en provenance du Soudan, est arrivée mardi à Birao au nord de la Centrafrique, a-t-on appris du conseiller à la sécurité du président Faustin-Archange Touadéra.

Mardi soir, le conseiller à la sécurité du président Touadéra, le Russe Valery Vakharov, a indiqué dans un tweet qu'il est heureux d'annoncer « l'arrivée d'une colonne de renforts militaires et techniques en République centrafricaine en provenance du Soudan ».

« Les FACA (Forces armées centrafricaines) et les instructeurs russes l'ont accueilli dans l'Amdafock et vont l'accompagner sur tout le territoire national », a souligné Vakharov.

Selon Ahmat Moustapha, sultan-maire de Birao, « l'ensemble des véhicules russes transportant des hommes et du matériel qui sont arrivés à Birao mardi, sont au nombre de 54 ».

Le mois dernier, le conseiller du président centrafricain pour la sécurité nationale avait affirmé que dans un avenir proche, tout le territoire centrafricain sera placé sous le contrôle du gouvernement et la frontière avec la République du Tchad sera également contrôlée.

« À cet égard, le gouvernement centrafricain a demandé à la Russie d'élargir davantage la coopération militaro-politique et d'effectuer de nouveaux approvisionnements conformément à toutes les normes internationales », avait-il relevé.

Pour mieux faire face à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), un mouvement rebelle qui a tenté de renverser en décembre dernier le régime de Touadéra, Bangui avait fait appel aux instructeurs russes et rwandais.

Des mercenaires de compagnies de sécurité privées russes sont entrés en action contre les rebelles dans plusieurs localités centrafricaines, selon des sources humanitaires et sécuritaires.

En Centrafrique, des gardes privés employés par des sociétés russes de sécurité assurent notamment la protection rapprochée du président Touadéra et des instructeurs forment les forces armées centrafricaines.

CAMEROUN :

Cameroun : attaque meurtrière attribuée à Boko Haram dans l'Extrême-Nord

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-attaque-meurtri%C3%A8re-attribu%C3%A9e-%C3%A0-boko-haram-dans-l-extr%C3%Aame-nord/2190524>

Plusieurs terroristes de Boko Haram ont été neutralisés, plusieurs véhicules, des armes et des munitions récupérés.

Lassaad Ben Ahmed | 28.03.2021 | AA / Yaoundé / Peter Kum

Un militaire et trois civils ont été tués dans une nouvelle attaque meurtrière perpétrée samedi à Dabanga dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

« Samedi plusieurs combattants à bord des pickups et des motocyclettes ont attaqué le poste militaire et les quartiers de la ville de Dabanga située sur l'axe routier Waza et Kousseri », a indiqué à l'Agence Anadolu, le gouverneur de l'Extrême-Nord, M. Midjiyawa Bakari.

D'après cette autorité, le bilan provisoire fait état d'un militaire tué et deux autres blessés.

« Trois civils ont aussi trouvé la mort, des camions de marchandises et des boutiques incendiés. Les assaillants sont aussi allés à la brigade où ils ont endommagé un véhicule de la gendarmerie », a-t-il souligné.

Le gouverneur a relevé, par ailleurs, que « plusieurs terroristes de Boko Haram ont été neutralisés, plusieurs véhicules, des armes et des munitions récupérés par la Bataillon d'intervention rapide (BIR) », une force d'élite de l'armée camerounaise.

La ville de Dabanga est située à proximité de la frontière du Nigeria, fief de Boko Haram.

Le 19 février 2013 le touriste français Moulin-Fournier et sa famille, avaient été enlevés par des membres de Boko Haram dans la localité de Dabanga. Ils avaient été libérés plusieurs jours plus tard après le versement d'une rançon.

Le bassin du lac Tchad sert de repaire et de camp d'entraînement à Boko Haram, notamment sa branche qui a ralliée l'ISWAP (Etat islamique en Afrique de l'Ouest), faisant allégeance à Daech.

Et ce malgré la présence d'une Force Mixte Multinationale (FMM), chargé de les combattre et comprenant des éléments des armées du Tchad, du Cameroun, du Nigeria, du Niger et du Bénin.

Cameroun : la force multinationale mixte repousse une attaque de Boko Haram à Fotokol (Extrême-Nord)

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-la-force-multinationale-mixte-repousse-une-attaque-de-boko-haram-%C3%A0-fotokol-extr%C3%Aame-nord/2197097>

-Onze militaire camerounais ont été blessés dans la riposte. Nadia Chahed | 03.04.2021 | AA/Cameroun/Peter Kum

La Force Mixte Multinationale (FMM) de lutte contre Boko Haram a repoussé vendredi soir une attaque menée par le groupe terroriste nigérian contre son poste à Fotokol dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Onze militaires camerounais ont été blessés dans cette riposte, selon des sources sécuritaires.

Des éléments armés de Boko Haram ont attaqué vendredi soir une position de la coalition de la force régionale, à Fotokol dans l'Extrême-Nord camerounais, près de la frontière du Nigeria, a indiqué à l'agence Anadolu, le commandant du secteur 1 de la FMM, le Général de brigade Bouba Dobekréo.

« Le bilan provisoire fait état de onze militaires blessés dans l'explosion d'obus. L'attaque a été repoussée et la situation est actuellement sous contrôle. Des renforts ont été envoyés sur place », a ajouté la même source.

Cette attaque intervient une semaine après celle qui a visé samedi dernier 27 mars, le poste militaire de Dabanga dans l'Extrême-Nord, faisant quatre morts au total dont un militaire et trois civils.

Depuis 2015, les pays de la région du Lac Tchad et le Benin luttent contre Boko Haram au sein de la Force Mixte Multinationale (FMM), une coalition régionale engagée dans la région du lac Tchad avec l'aide de comités de vigilance composés de citoyens locaux.

GABON :

Gabon/Covid-19 : le flou persiste autour de la date de démarrage de la vaccination

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/gabon-covid-19-le-flou-persiste-autour-de-la-date-de-d%C3%A9marrage-de-la-vaccination/2185167>

-Le pays a enregistré à ce jour 18 078 cas de Covid-19 dont 108 décès. Nadia Chahed | 23.03.2021 | AA/Tunis

Au Gabon, le flou persiste encore sur la date de démarrage de la vaccination anti-Covid, ont rapporté des médias locaux.

Attendu dès le mois de janvier après les instructions faites au gouvernement par le président de la République, le Plan national de vaccination n'a été finalisé que le week-end écoulé, précise le site Gabon Review.

Le document a officiellement été remis à Ali Bongo par la Première ministre ce lundi 22 mars au palais, en présence du ministre de la Santé, précise le média gabonais ajoutant que la campagne de vaccination devrait démarrer cette semaine compte tenu de l'urgence liée à la situation sanitaire actuelle.

Le Gabon a enregistré à ce jour 18 078 cas de Covid-19 dont 108 décès.

Au gouvernement, la question en rapport avec la date exacte du lancement de l'opération de vaccination des volontaires semble éludée, souligne encore Gabon Review.

«Le chef de l'État a aujourd'hui tout le plan de vaccination, qui sera publié au public. C'est-à-dire que nous allons faire une communication globale afin de mieux édifier les populations sur le contenu de ce plan», s'est contenté de dire Rose Christiane Ossouka Raponda au sortir de son audience avec le président de la République, rapporte le même média.

Raponda a, toutefois, précisé que la campagne démarrera avec les 100 000 doses de vaccin offertes par la Chine, réceptionnées le 12 mars dernier.

Son hôte n'a pas non plus été précis sur la date de lancement de l'opération de vaccination. «La campagne de vaccination va pouvoir démarrer au Gabon», s'est contenté d'annoncer Ali Bongo sur les réseaux sociaux ce lundi, affirmant qu'il se fera lui aussi vacciner.

Son conseiller spécial et porte-parole de la présidence de la République est lui aussi apparu évasif. «Le vaccin apparaît comme la principale porte de sortie de cette crise sanitaire engendrée par la Covid-19. Le plan est prêt et la campagne débutera dans les prochains jours !» a posté Jessye Ella Ekogha.

Gabon : deux morts dans la dispersion d'une manifestation contre les mesures anti-Covid

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/gabon-deux-morts-dans-la-dispersion-d-une-manifestation-contre-les-mesures-anti-covid/2151382>

Nadia Chahed | 20.02.2021 AA/Pascal Mulegwa

La police gabonaise a annoncé la mort de deux personnes lors d'une manifestation de colère, jeudi, dans plusieurs villes du pays pour protester contre les restrictions de mouvement imposées par les autorités dans le but de stopper la propagation du Covid – 19 qui a déjà quelque 80 décès sur plus de 13 000 cas.

Dans la capitale Libreville, deux personnes « ont subi des blessures par balles et en ont succombé » dans la nuit du 18 février, a déclaré le chef de la police de Libreville, le général Serge Hervé Ngoma, évoquant des manifestants « surexcités qui ont brûlé des poubelles, barricadé les voies et entravé la circulation en violation flagrante du couvre-feu mis en place ».

Ils ont provoqué un « trouble manifeste à l'ordre public », a-t-il soutenu, dans un communiqué relayé sur les réseaux sociaux.

Ngoma n'a toutefois donné aucune précision sur les auteurs de ces meurtres.

Ces incidents ont eu lieu après plusieurs semaines de manifestations non violentes au Gabon où les autorités ont rallongé il y a une semaine le couvre-feu, imposé à partir de 18h au lieu de 20h.

Elles ont également interdit les entrées et sorties de la capitale vers les provinces.

Chaque soir dès 20 heures (19h GMT), des Gabonais en colère font un concert de casseroles devant leurs portes ou leurs fenêtres durant cinq minutes pour protester contre les mesures gouvernementales visant à endiguer la propagation du coronavirus.

La police a réprimé la manifestation car les protestataires « ont violé le couvre-feu mis en place pour protéger la population contre l'épidémie de Covid-19 », a expliqué le procureur de la République, Patrick Roponat, lors d'un point de presse.

Des dizaines de manifestants « surexcités » ont « érigé des barricades sur la voie publique et brûlé des pneus, entravant ainsi la circulation », a-t-il expliqué pour justifier l'intervention des forces de l'ordre. Des policiers « ont essuyé des jets de projectile de la part de ces personnes devenues hostiles. Des agents en sont sortis avec des blessures. », selon le procureur.

S'agissant des manifestants décédés, le procureur a indiqué qu'une enquête était en cours soulignant qu'un véhicule avec « des personnes portant des cagoules et qui ont ouvert le feu », a été vu sur les lieux des heurts.

CONGO BRAZAVILLE :

Congo's Sassou Nguesso re-elected president

<https://www.aa.com.tr/en/africa/congo-s-sassou-nguesso-re-elected-president/2185669>

Denis Sassou Nguesso receives 88.57% of vote

Felix Nkambeh Tih | 23.03.2021 ANKARA Congo Republic's President Denis Sassou Nguesso has been re-elected for another five-year term in the Sunday's election, according to official provisional results announced by the country's interior minister on Tuesday.

Sassou Nguesso, 77, secured 88.57% of the vote, followed by his main rival Guy-Brice Parfait Kolelas (7.84%), who died on Monday in France, Raymond Zephirin Mboulou said.

Kolelas died of COVID-19 on board a medical plane just after landing in Paris early Monday.

Voter turnout was 67.55%, Mboulou added.

RUSSIA :

RCA : des experts inquiets de l'utilisation par le gouvernement de « formateurs russes » et de contacts étroits avec les Casques bleus

<https://news.un.org/fr/story/2021/03/1093112>

Le groupe de travail sur les mercenaires s'est dit profondément troublé par les actions interconnectées de « Sewa Security Services », de « Lobaye Invest SARLU », une entreprise russe, et d'une organisation basée en Russie, connue sous le nom de « Groupe Wagner ».

Ils ont notamment exprimé leurs préoccupations quant à leurs implications dans une série d'attaques violentes survenues depuis les élections présidentielles du 27 décembre 2020.

En outre, les experts ont exprimé leurs préoccupations quant à la proximité et l'interopérabilité entre ces entrepreneurs et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Ils ont notamment fait état de réunions coordonnées en présence de « conseillers russes », y compris dans les bases de la MINUSCA, ainsi que des évacuations médicales de « formateurs russes » blessés vers les bases de la MINUSCA.

« Cette indistinction entre les opérations civiles, militaires et de maintien de la paix pendant les hostilités crée une confusion quant aux cibles légitimes et augmente les risques de violations généralisées des droits de l'homme et du droit humanitaire », ont déclaré les experts.

Graves violations des droits humains

Les experts ont reçu, et continuent de recevoir, des rapports faisant état de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international, imputables aux militaires privés opérant conjointement avec les forces armées centrafricaines (FACA) et, dans certains cas, avec les forces de maintien de la paix des Nations Unies.

Parmi ces violations figurent des informations faisant état d'exécutions sommaires massives, de détentions arbitraires, de torture pendant les interrogatoires, de disparitions forcées, de déplacements forcés de la population civile, de ciblage indiscriminé d'installations civiles, de violations du droit à la santé et d'attaques croissantes contre les acteurs humanitaires.

« Le groupe de travail déplore l'absence d'enquêtes ainsi que le manque de détermination afin d'identifier les responsables de ces abus », ont dit les experts.

« Les liens étroits entre les différents acteurs, ainsi que le manque de transparence, compromettent encore plus les chances de mener une enquête impartiale et de faire en sorte que les responsables de ces abus et violations rendent des comptes », ont-ils ajouté.

Il est urgent de clarifier le rôle des « partenaires internationaux et l'obligation de rendre des comptes afin d'instaurer une paix et une stabilité durables en République centrafricaine », ont-ils fait valoir.

Les experts ont appelé le gouvernement centrafricain et ses « partenaires internationaux » à se conformer aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier à demander des comptes à tous les auteurs de violations graves et d'abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Les experts ont également fait part de leurs préoccupations concernant les allégations susmentionnées directement au gouvernement de la Fédération de Russie et dans la mesure du possible, aux entreprises concernées.

* Les experts : Jelena Aparac (Présidente-rapporteuse), Lilian Bobea, Ravindran Daniel, Chris Kwaja, Sorcha MacLeod, Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires; Anita Ramasastry, Dante Pesce (Président), Surya Deva (Vice-présidente), Elżbieta Karska, and Githu Muigai, Groupe

de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises ; Tae-Ung Baik (Président), Henrikas Mickevičius, (Vice-présidente), Luciano Hazan, Bernard Duhaime, et Aua Balde, Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires ; Nils Melzer, Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

NOTE :

Les rapporteurs spéciaux font partie de ce que l'on appelle les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Composées du plus grand nombre d'experts indépendants du système des droits de l'homme des Nations Unies, les procédures spéciales sont le nom général des mécanismes indépendants d'enquête et de surveillance du Conseil, qui traitent soit de situations nationales spécifiques, soit de questions thématiques dans toutes les régions du monde. Les experts des procédures spéciales travaillent sur une base volontaire ; ils ne font pas partie du personnel des Nations Unies et ne reçoivent pas de salaire pour leur travail. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou organisation et servent à titre individuel.

Biden promet le soutien des États-Unis à l'Ukraine face à la menace russe.

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/biden-promet-le-soutien-des-%c3%a9tats-unis-%c3%a0-lukraine-face-%c3%a0-la-menace-russe/2196635>

- Le président américain a "affirmé le soutien indéfectible des États-Unis à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine"

Michael Gabriel Hernandez | 02.04.2021 AA / Washington / Michael Hernandez

Le soutien des États-Unis à l'Ukraine ne faiblira pas, a déclaré, vendredi, le président Joe Biden à son homologue ukrainien, alors que l'on signale une intensification de la présence des forces russes près de la frontière orientale de l'Ukraine.

Lors d'un entretien téléphonique avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, Joe Biden a "affirmé le soutien indéfectible des États-Unis à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine face à l'agression continue de la Russie dans le Donbass et en Crimée".

Il a souligné l'engagement de son administration "à revitaliser notre partenariat stratégique pour soutenir le plan du président Zelenskyy visant à lutter contre la corruption et à mettre en œuvre un programme de réforme fondé sur nos valeurs démocratiques communes, qui apporte justice, sécurité et prospérité au peuple ukrainien", a déclaré la Maison Blanche dans un communiqué.

Cet entretien intervient alors que la Russie a amassé ses forces près de l'est de l'Ukraine, où elle soutient les rebelles séparatistes qui mènent une insurrection sanglante depuis 2014.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que la Russie déplaçait ses forces armées sur son territoire "à sa propre discrétion".

"Cela ne devrait déranger personne, cela ne représente aucune menace pour qui que ce soit. La Fédération de Russie prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ses frontières", a déclaré Peskov.

Les actions de Moscou ont néanmoins suscité une vive réaction de la part des responsables ukrainiens, dont Zelensky, qui a déclaré, jeudi, que son pays était "toujours prêt" à faire face aux provocations.

"La pression exercée sous forme d'exercices militaires à la frontière avec l'Ukraine est une tentative de peser sur les négociations de cessez-le-feu", a déclaré le président Zelensky sur Twitter, ajoutant que l'armée ukrainienne ne dispose pas "seulement de la force et de la puissance, mais aussi de la sagesse et de l'équilibre."

En plus de soutenir militairement les rebelles séparatistes dans la région ukrainienne connue sous le nom de Donbass depuis 2014, la Russie a également occupé et annexé cette année-là la péninsule ukrainienne de Crimée, après y avoir envoyé des troupes et organisé un référendum. Le vote a été largement rejeté par l'Occident comme de la poudre aux yeux pour couvrir les actions de la Russie.

Interrogée sur la "campagne de désinformation" menée par la Russie pour couvrir politiquement ses actions en Ukraine, la porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, a déclaré : "Nous avons certainement déjà vu ce film", en rappelant "leurs agressions à la frontière de l'Ukraine".

"C'est un sujet que nous surveillons, qui nous préoccupe, et sur lequel nous continuerons à communiquer d'ici, ainsi qu'avec nos partenaires en Europe", a-t-elle ajouté.*Traduit de l'Anglais par Mourad Belhaj

INDIA :

La diplomatie du vaccin : Un nouveau conflit entre Pékin et New-Delhi pour élargir l'influence politique (Analyse)

<https://www.aa.com.tr/fr/analyse/la-diplomatie-du-vaccin-un-nouveau-conflit-entre-p%C3%A9kin-et-new-delhi-pour-%C3%A9largir-linfluence-politique-analyse/2181258>

- Les deux pays ont transféré leur compétition à un champ différent, dans le dessin d'engranger davantage d'influence politique par le truchement de la diplomatie des vaccins Fatma Bendhaou | 19.03.2021 | AA / Ankara / Iftikhar Jilani

L'Inde et la Chine ont, probablement, démantelé leurs forces déployées aux frontières, générant une baisse de la tension dans la région.

Toutefois, les deux pays ont transféré leur compétition à un champ différent, dans le dessin d'engranger davantage d'influence politique par le truchement de la diplomatie des vaccins.

Ce point de vue se dégage d'une analyse élaborée par Rajaram Banda, ancien chercheur à l'Institut indien des Etudes de Défense et d'Analyse, qui a indiqué que l'émergence d'un vaccin contre la covid-19 a fait apparaître une importante forme la diplomatie.

Une compétition asiatique de Titans

Dans une analyse mise en ligne sur le site indien « Reddit », à la fin du mois de février dernier, Banda a écrit que « l'Inde tente d'instrumentaliser la production du vaccin comme outil diplomatique pour élargir son influence dans la région ».

L'Inde produit désormais 60% des vaccins mondiaux, a-t-il dit, dans « le but d'entraver et de dépasser les efforts déployés par la Chine dans cette compétition asiatique de Titans ».

Selon Banda, le gouvernement du Premier ministre indien Narendra Modi a distribué des millions de doses du vaccin AstraZeneca, produit localement, à plusieurs pays, alors que le programme de New-Delhi pour protéger sa population contre le virus est encore en bas du classement mondial.

La Chine a fait acheminer, jusqu'à présent, 36 millions de doses de vaccins à de nombreux pays, tels que le Bangladesh, le Myanmar, le Népal, le Bhoutan, les îles Maldives, l'Île Maurice, les Seychelles, le Sri Lanka, l'Afghanistan, le Sultanat d'Oman, La Barbade, et le Bahreïn et la République Dominicaine.

Selon le porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères, Anurag Srivastava, six millions de doses ont été acheminées, sous forme d'aide, tandis que 29,4 millions de doses de vaccin ont été commercialisées.

Dans des déclarations faites à la fin du mois de février dernier, le porte-parole de la diplomatie indienne a souligné que « l'exportation de doses à plusieurs pays se poursuivra au cours des semaines et des mois à venir selon un échancier de plusieurs étapes, sans pour autant négliger la demande locale du programme national de vaccination ».

Un des plus grands dons indiens de vaccins anti-Covid a bénéficié au voisin népalais, alors que les relations diplomatiques entre New Delhi et Katmandou étaient au plus bas des années durant.

L'Inde a également offert des vaccins à l'ensemble des membres du corps diplomatique et à leurs familles installés dans le pays.

Le porte-parole a précisé, à ce propos, que « les vaccins ont été offerts aussi bien aux diplomates des pays étrangers accrédités en Inde qu'au personnel des agences onusiennes et des organisations gouvernementales internationales opérant dans le pays ».

La mobilisation de Pékin

D'un autre côté, et tout au long du mois de février écoulé, la Chine a assuré l'acheminement de plus d'un million de doses de vaccin par semaine vers l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine.

Pékin est parvenu à offrir 10 millions de doses de vaccins aux pays en voie de développement via le Programme Covax, chapeauté par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Dans ce même cadre, l'Inde s'est engagé à offrir 200 millions de doses à cette initiative mondiale dans le but de garantir l'acheminement de doses à 92 pays pauvres ou en voie de développement.

Dans un communiqué rendu public, à la fin du mois de février, par son ministère des Affaires étrangères, la Chine a indiqué qu'elle œuvre à assurer le vaccin à plus de 60 Etats, dont une vingtaine utilise effectivement le vaccin.

En Afrique, la Chine a offert des doses de vaccin à la Guinée équatoriale, au Zimbabwe et à la Sierra Leone, et planifie l'envoi d'autres lots vers 16 autres pays du continent.

De son côté, Yang Chun Huang, Directeur du Centre des études de la Santé mondiale à l'Université américaine de Seton Hall, a relevé que « la Chine a envoyé jusqu'à présent 62% de ses vaccins à la région du sud-est asiatique, une région du monde considérée par Pékin comme étant une de ses priorités ».

La Chine a offert au Laos, au Myanmar, aux Philippines, au Cambodge et au Sultanat de Brunei plus de 2 millions de doses de vaccin sous forme de dons.

D'autres pays de la région ont, pour leur part, acquis le vaccin de la Chine. Il s'agit de l'Indonésie, du Vietnam, de la Thaïlande, de la Malaisie et de Singapour.

Les Philippines ont alterné entre les deux modèles en recevant des dons tout en signant un accord commercial pour l'achat des doses du vaccin chinois.

Commentant l'orientation chinoise et indienne dans ce domaine, Huang a souligné que les deux pays « veulent montrer leur puissance douce (Soft Power) ainsi que leur prédisposition à combler le vide laissé par les Etats-Unis en matière de leadership mondial ».

Il a ajouté que la « situation actuelle a offert à la Chine l'opportunité de montrer sa puissance technologique ».

Sur un autre plan, et alors que « l'efficacité du vaccin chinois soulève toujours des interrogations, les laboratoires pharmaceutiques qui ont fabriqué le vaccin ont réalisé effectivement des bénéfices ».

Huang a précisé, à ce propos, que l'Indonésie achète la dose à 25 USD, l'Ukraine à 17,5, le Brésil à 10, la Turquie à 13, ce qui représente des bénéfices nets supérieurs à 3 milliards de dollars.

La compagnie chinoise « Sinovac Biothec » a accordé une licence à la compagnie gouvernementale indonésienne « PT Bio Farma » pour produire mensuellement 2,5 millions de doses du vaccin chinois.

Intérêt chinois au Sud-est asiatique

Au sujet de la focalisation de Pékin sur le sud-est asiatique, l'expert a relevé que l'objectif consiste à « réduire l'hostilité des pays de la région à l'endroit de Pékin s'agissant des conflits territoriaux et maritimes ainsi qu'à consolider leurs relations diplomatiques pour faciliter le parachèvement de l'initiative de "la Ceinture et la Route", stratégie du gouvernement chinois pour développer l'infrastructure mondiale ».

Cela dit, il semble que l'Inde et la Chine n'ont pas réalisé de progrès immédiats en recourant à la diplomatie du vaccin pour obtenir des objectifs politiques, au moment où elles sont parvenues à traiter la question de la disponibilité du vaccin au niveau mondial.

En contrepartie, les pays riches, qui représentent 14% seulement de la population mondiale, ont fait l'acquisition de 53% de tous les vaccins disponibles actuellement.

Selon une recherche effectuée par un Centre américain spécialisé dans la santé et l'innovation, il se trouve que les pays à revenu élevé disposent présentement de 4,2 milliards de doses de vaccins anti-Covid, tandis que les pays à faible et à moyen revenus n'en possèdent que de 670 millions.

Le retrait américain

Le retrait américain de la compétition dans le domaine de la production mondiale des vaccins anti-Covid, en raison d'une forte demande locale, a contribué à créer une vacance qui a généré une concurrence ardue entre Pékin et New Delhi.

Un chercheur dans les affaires du Sud-est asiatique au Centre américain de Stimson a relevé que « l'Inde faisait face par le passé à une difficulté pour concurrencer la Chine en matière de projets et de méga-investissements pour développer l'infrastructure en raison de ses ressources limitées, mais au vu de sa capacité à fabriquer les vaccins, elle est devenue désormais apte à concurrencer la Chine et à prétendre au leadership mondial ».

Cependant, a-t-il nuancé, et au vu de sa capacité à fabriquer les vaccins, elle est devenue actuellement capable de concurrencer la Chine et de prétendre à un leadership mondial en la matière.

En contrepartie, il a estimé que la distribution de doses de vaccin à des pays étrangers est considérée comme étant « un moment de victoire et de démonstration de la puissance douce indienne ».

En dépit de sa générosité en matière de diplomatie du vaccin, l'Inde a privé, étant donné sa position, de nombreux de ses ressortissants des premières doses fabriquées localement.

Quelque 17 mille personnes sont contaminées quotidiennement par le virus en Inde, et plus de 100 personnes décèdent chaque jour des suites de la pandémie.

A son tour, Robert Orris Blake, ancien ambassadeur américain en Indonésie, a expliqué la suprématie indienne en matière de production de vaccins par « la déclaration faite par les Etats-Unis stipulant qu'ils ne produiront pas de vaccins pour le monde en raison de la forte demande locale ».

Il a ajouté que l'Inde occupe désormais « une place singulière » en la matière.

Les experts sont unanimes dans ce cadre à ce que la pandémie de la Covid-19 a représenté un « point de transformation » qui a mis fin au monopole détenu par les Etats-Unis de la technologie et du leadership mondiaux.

Nombre d'observateurs reconnaissent que la Chine a comblé le vide laissé par les Etats-Unis, mais appréhendent que Pékin envisage de recourir prochainement à la diplomatie de la « Soft Power » pour mettre en place un nouveau système géopolitique mondial à même de satisfaire ses intérêts propres. *Traduit de l'arabe par Hatem Kattou

\$400 bn deal an eye-catcher. But Iran is just a square in China's geopolitical chessboard

<https://theprint.in/opinion/400-bn-deal-an-eye-catcher-but-iran-is-just-a-square-in-chinas-geopolitical-chessboard/632683/>

China's commitments seemingly have various 'strategic exits' to safeguard both its investments and geopolitical state of play regionally and internationally. Kabir Taneja Kabir Taneja and Kalpit Mankikar 2 April, 2021 2:33 pm IST | China's foreign minister Wang Yi undertook a whirlwind trip of the Middle East (West Asia) last month, covering Saudi Arabia, UAE, Turkey, Oman, Bahrain and Iran. Wang's trip comes at a crucial juncture, with US President Joe Biden re-evaluating most facets of the China-US relationship, and the Middle East, being a traditional sphere of influence for Washington DC, increasingly looking to hedge its own security and economic interests. Here, Beijing today comes in as a natural actor.

However, the most critical part of Wang's Middle East jaunt was the stopover in Iran. The foreign minister is the first top ranking official to visit Tehran since President Xi Jinping's visit in 2016 when the two sides signed a comprehensive strategic partnership agreement. In between, both China and Iran have worked towards an expansive 25-year long programme wherein Beijing will invest in Tehran's ailing economy, burdened by years of sanctions, in return for China getting unprecedented

access to the country's lucrative but languishing oil and gas sector. This new China–Iran partnership has been envisaged to be worth over US\$ 400 billion according to reported estimates. “China firmly supports Iran in safeguarding its state sovereignty and national dignity,” Wang said, adding weight behind the Iranian government.

These developments come at a juncture when China and the US are embroiled over various geopolitical intricacies, including the Iran nuclear agreement (known as the Joint Comprehensive Plan of Action or the JCPOA), which the US unilaterally exited from in 2018 under the presidency of Donald Trump as part of his ‘maximum pressure’ campaign against Tehran.

The strategic deal between Iran and China gives Beijing a geopolitical edge as far as narratives go. However, the operationalisation of this massive deal is not going to be easy, and China's commitments seemingly have various ‘strategic exits’ to safeguard both its investments and geopolitical state of play regionally and internationally. To drive this point home further, after Wang left Iran, Chinese Foreign Ministry spokesperson Zhao Lijiang answering questions in Beijing on the Iran–China deal said: “The plan focuses on tapping the potentials in economic and cultural cooperation and charting course for long–term cooperation. It neither includes any quantitative, specific contracts and goals nor targets any third party, and will provide a general framework for China–Iran cooperation going forward.”

The above statement suggests that within the US\$ 400 billion umbrella, no specifics have been agreed upon yet between the two sides, making the figure largely speculative and arguably overreaching. It is also imperative to highlight here that despite this development, China's economic cooperation with the Gulf states still remains much more expansive and operational, highlighted recently by the UAE becoming a regional manufacturing hub for China's Sinopharm Covid–19 vaccine. However, while the numbers themselves were perhaps constructed to create a narrative, for Iran, this economic push comes at a critical juncture.

Iran, the JCPOA and China

Iran is scheduled to go into elections in June, and with Tehran still working around the change of power in Washington DC, and how to go ahead with the Biden administration, much remains at stake as an overarching deal with Beijing has had mixed reactions within Iran. More than 200 people were reported to have gathered outside the Iranian parliament to protest the pact, with some viewing as Iran ‘selling out’ to China. Beijing has long called for the US to return to the JCPOA accord, while Iran has said that it will not renegotiate the deliverables agreed upon when the agreement was signed between Tehran and the P5+1 states in 2015 under the administration of then President Barack Obama, when Biden was Vice President.

Within Iran, there is also a plausible tussle around the elections. Iran's outreach to the West, led by President Hasan Rouhani and Foreign Minister Jawad Zarif, which culminated with the JCPOA, faced stiff internal pushbacks from hardliner factions who did not want a rapprochement, and these divisions are still playing out as Iran mulls over offers to restart talks with Europe and the US. While scholars such as Karim Sadjadpour highlight that Iran needs an enemy such as the US to thrive against, the binding factor remains that all P5+1 participants want to prevent a nuclear bomb in Iran, including China. Iran's electoral politics is more than often US and Israel centric, so much so that its hardliner lawmakers tabled a legislation in January in an attempt to legally mandate the government to commit to the destruction of Israel by 2040. China, with its new partnership with Iran, will now have to manage a steer away from being labelled as taking sides in the Middle East, especially when it has equally fledging relations with the likes of Israel and its Arab partners via the recently culminated Abraham Accords.

Beijing upgrading its relations with Tehran at this juncture adds critical weight for Iran and its diplomacy. Economic sanctions against Iran have decimated its major industries, specifically oil and gas. In December 2020, the US had installed further sanctions on individual Chinese companies who were continuing to conduct trade of petrochemicals from Iran. Beijing sees this as coercive actions by the US, and by association an opportunity, as Washington DC tightens its strategic and tactical policy tools in the South China Sea and the larger Indo–Pacific region. And the apt reaction

against the same from a Chinese perspective, is to further solidify its massive Belt and Road Initiative (BRI) architecture.

Beijing's BRI pitch

'Balance of power' considerations compel nations to protect themselves from threats by adding to their own power that of other states through alliances. China sees the following strategic opportunities in its relationship with Iran.

Even as the JCPOA logjam continues, China has stepped into the row. China moving closer to Iran on economic and security issues comes shortly after members of the Quadrilateral Security Dialogue — US, Japan, Australia and India — convened for its first-ever summit. Amid an overhaul of Hong Kong's electoral system, the Biden administration has levied sanctions against the Chinese and Hong Kong. In a separate development, the US, UK, Canada joined hands with the European Union to impose sanctions against Chinese officials and state-run enterprises operating in Xinjiang, in retaliation for its policies against Uighurs. This is significant considering that the first sanctions against Beijing since an EU armaments embargo in 1989 following the Tiananmen Square incident. In light of this, Wang's tour of the Middle East takes the sting out of the West's criticism of China over Xinjiang, and signals its pushback against the West using stopovers in the major Islamic capitals.

Meanwhile, political uncertainty in Pakistan has led China to scout for other alternatives. Delays and impediments involving the China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) projects in Pakistan may have led to China's growing interest in infrastructure investments in Iran. Pakistan's Gwadar port, which China manages, provides it with a shorter route for oil imports from the Gulf vis-à-vis the sea route through the Malacca Strait. Beijing sees Chabahar port in Iran as another option for its crude supplies, which could complement Gwadar. Both port cities also have a sister-city pact, with the Iranians increasingly seeing Gwadar as an opportunity and not a rivalry. China sees Iran as vital to its aim of getting a footing in a region where the US has military bases which seek to check Iranian influence amidst questionable success. Besides, China's plan to develop Iran's Jask port which is strategically located near the Hormoz Strait, gives it control over an important sea lane. This can challenge the US naval dominance, and permit China to monitor the US Navy's Fifth Fleet based in Bahrain.

Conclusion

Despite Wang's projection behind Iranian interests, a lot more needs to unfold to determine Beijing's vision in propping up Iran almost exclusively. Unanswered questions, such as whether Iranian expansionism in neighbouring conflicts such as Syria, Iraq and Yemen will be an obstacle for China around its investments in Iran, and how Beijing markets the same with its other potential BRI partners in the Gulf, specifically Saudi Arabia and the UAE, remain. Can the BRI become a common binding between the Shia-Sunni divide in the region? History is usually not kind towards answering this question, and economics alone has proven to be an insufficient interlocuter, as the western example has shown over the decades.

While China's push into Iran is impressive on paper, how Beijing puts this into practice will be the major point to follow. The Chinese foreign ministry spokesperson stepping away from that US\$ 400 billion commitment between Beijing and Tehran a day after Wang left Iran arguably highlights the cleavage between opportunity and risk in China's Iran outreach.

However, irrespective of the multi-layered questions, China is indeed going to play a critical role in this region over the coming time. A rescinding US power presence and regional players becoming more aware and responsible for their own security requirements is going to leave a geopolitical 'big power' vacuum. How Beijing answers this could be a pivotal moment in the region's geopolitics.

For China, ultimately, Iran is one more square in its ambitious geopolitical chessboard. However, for Iran, the Chinese partnership could be the start of an expansive new chapter altogether if Beijing holds true to its commitment.

Kabir Taneja @KabirTaneja is a Fellow with Strategic Studies programme. His research focuses on India's relations with West Asia, specifically looking at the domestic political dynamics, terrorism, non-state militant actors and the general security paradigm of the region. Kalpit A. Mankikar

@kalpitm is Fellow with Strategic Studies Programme, and is based out of ORF's Mumbai centre. His research focuses on China, specifically looking at its rise — its domestic politics, diplomacy and techno-nationalism. Views are personal.

The article first appeared on the Observer Research Foundation website.

Subscribe to our channels on YouTube & Telegram

CHINE :

Chinese companies ship 260M vaccines to 55 countries

<https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/chinese-companies-ship-260m-vaccines-to-55-countries/2191425>

Current daily output increases to 5M doses, equivalent to over 1.8B vaccines a year

Riyaz Ul Khaliq | 29.03.2021 ANKARA China has shipped at least 260 million doses of COVID-19 vaccines to at least 55 countries across the globe, in addition to providing 300,000 doses to UN peacekeeping forces, local media reported on Monday.

The country, where the first cases of the deadly infection were reported in December 2019, approved four vaccines for market rollover.

Three of the vaccines produced by the China National Pharmaceutical Group (Sinopharm) and Sinovac Biotech have until now jointly distributed 260 million vaccine doses, the broadcaster CGTN said.

The shipments include both exports as well as vaccine donations.

Sinopharm has distributed about 100 million doses of two vaccines, while Sinovac has supplied 160 million doses.

In mainland China, at least 90 million doses have been administered to the people.

The fourth vaccine from CanSino Biologics Inc. was also approved in China for emergency use.

According to the Chinese daily Global Times, China's current daily output of vaccines has increased to 5 million doses. It is equivalent to more than 1.8 billion doses a year.

"The cumulative supply of domestic vaccines currently exceeds 100 million doses," Industry and Information Technology Minister Xiao Yaqing said last week.

The distribution of Chinese vaccines show most of the shipments were routed to Africa. The countries that received the vaccines include Belarus, Hungary, Montenegro, Serbia, Turkey, Ukraine, Azerbaijan, Brunei, Cambodia, Indonesia, Kyrgyzstan, Laos, Malaysia, Maldives, Mongolia, the Philippines, Pakistan, Thailand, Uzbekistan, Argentina, Brazil, Bolivia, Chile, Colombia, Dominica, the Dominican Republic, Guyana, Mexico, Peru, Uruguay, Uzbekistan, Bahrain, Jordan, the United Arab Emirates, Algeria, Angola, Benin, the Republic of Congo, Cameroon, Comoros, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Gabon, Guinea, Mauritania, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Sudan, and Zimbabwe.

China also shipped 300,000 doses of its vaccines to UN peacekeeping forces.

Since first reported in the central Wuhan city 15 months ago, the coronavirus has infected over 127 million people, resulting in 27.8 million deaths, with the US, India and Brazil the worst affected.

The World Health Organization ruled out any link between the deadly infection and the Wuhan Institute of Virology, China's first biosafety level 4 laboratory.

The WHO and Chinese experts who toured Wuhan and other parts of China earlier this year are expected to release their final report soon.

Trudeau : les sanctions chinoises sont « inacceptables »

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/trudeau-les-sanctions-chinoises-sont-inacceptables-/2190511>

-La Chine a imposé, samedi, des sanctions contre des parlementaires fédéraux canadiens, en représailles aux mesures prises par Ottawa contre Pékin en début de semaine Lassaad Ben Ahmed | 28.03.2021 | Canada AA / Montréal / Hatem Kattou

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a souligné, samedi, dans un tweet, que les sanctions chinoises imposées contre son pays sont « inacceptables ».

C'est ce qui ressort d'un communiqué posté, samedi après-midi, par Trudeau sur son compte twitter. « Le Canada est solidaire de ses parlementaires contre ces mesures inacceptables et continuera de défendre les droits de la personne avec ses partenaires internationaux », lit-on dans le tweet.

« Les sanctions de la Chine sont une attaque contre la liberté d'expression, la transparence et la démocratie », poursuit le texte.

A son tour, le chef de la diplomatie canadienne, Marc Garneau, a souligné qu'Ottawa soutenait les députés, cible des sanctions « inacceptables » de Pékin.

Dans une déclaration publiée sur le site du ministère canadien des Affaires étrangères, Garneau a relevé que « le gouvernement est aux côtés des parlementaires ciblés par des sanctions inacceptables de la Chine ».

« Nous allons continuer de travailler avec nos partenaires pour défendre les droits humains, la démocratie et la liberté d'expression et nous continuerons à prendre les mesures qui s'imposent lorsque les obligations internationales en matière de droits de la personne sont violées », poursuit le communiqué.

La Chine avait infligé, plus tôt dans la journée du samedi, des sanctions contre le député du Parti conservateur, Michael Chong, auteur de la motion soumise, il y a de cela quelques semaines, au parlement et qualifiant les exactions chinoises au Turkestan de « génocide ».

Chong est, par ailleurs, membre du Comité permanent des Affaires étrangères à la chambre des Communes (chambre basse du Parlement canadien) et du Comité spécial des relations sino-canadiennes.

Les sanctions de Pékin ont touché, aussi, un député du « Bloc québécois », Alexis Brunelle-Duceppe, également vice-président du Comité des droits internationaux de la personne, ainsi que les membres d'un sous-comité du Comité permanent des Affaires étrangères et du Développement international (FAAE), au parlement canadien.

Les sanctions de Pékin interviennent en représailles à des mesures similaires infligées, quelques jours plus tôt, par le Canada et le bloc occidental (Etats-Unis, Royaume-Uni, Union européenne) contre des personnalités et des intérêts chinois, sur fond de la question de violation des droits de la minorité musulmane des Ouïghours.

La Chine a précisé dans un communiqué de son ministère des Affaires étrangères que les « décisions (occidentales) sont basées sur des rumeurs et de la désinformation ».

Le gouvernement chinois, insiste le communiqué, est « fermement déterminé à sauvegarder sa souveraineté nationale, ses intérêts en matière de sécurité et de développement, et exhorte les parties concernées à bien comprendre la situation et à corriger leurs erreurs ».

« Ils doivent arrêter la manipulation politique sur les questions liées au Xinjiang, cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine et s'abstenir de continuer dans cette mauvaise voie. Sinon, ils se brûleront les doigts », conclut la déclaration de la diplomatie chinoise.

La Chine riposte aux sanctions décidées par l'Union européenne

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/la-chine-riposte-aux-sanctions-d%C3%A9cid%C3%A9es-par-l-union-europ%C3%A9enne/2184638>

-Pékin a répliqué en sanctionnant dix personnalités et quatre institutions européennes.

Wejden Jlassi | 22.03.2021 | Ankara AA/Ankara

Les autorités chinoises ont annoncé qu'elles riposteront aux sanctions décidées à son encontre par l'Union européenne en imposant les mêmes à 10 fonctionnaires et 4 institutions européennes.

C'est ce qui ressort d'un communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères publié en riposte aux sanctions européennes contre la Chine, pour la persécution des musulmans Ouïghours dans la région du Xinjiang.

Pékin a accusé l'UE «de porter gravement atteinte à la souveraineté et aux intérêts de la Chine, de propager des mensonges et la désinformation en s'ingérant dans ses affaires intérieures».

"La Chine s'oppose fermement aux décisions de l'UE, condamne ces sanctions annoncées à son encontre, et travaillera résolument à sauvegarder ses intérêts en matière de souveraineté nationale, de sécurité et de développement", lit-on dans le communiqué du département chinois des Affaires étrangères.

Pékin a répliqué, par conséquent, en sanctionnant dix personnalités et quatre institutions européennes.

Les Européens sanctionnés ainsi que leurs familles, seront interdits de séjour en Chine, à Hong Kong et Macao.

Plus tôt lundi, l'Union européenne (UE) a imposé des sanctions contre des responsables et des entités dans 7 pays dont 11 à Myanmar, et 11 autres de 6 pays.

Les sanctions européennes ont visé 4 responsables chinois impliqués dans le dossier Ouïghour, cette minorité musulmane sévèrement réprimée. Ces mesures s'agissant d'interdictions de visas et gels des avoirs, sont les premières sanctions européennes contre la Chine depuis un embargo sur les armes décrété en 1989 après la répression du mouvement démocratique de la place Tiananmen.

Il est à rappeler que la Chine contrôle, depuis 1949, le territoire du Turkestan Oriental, appelé Xinjiang, habité par la minorité Ouïghour musulmane turcophone.

Selon les statistiques officielles, il y aurait 30 millions de musulmans en Chine, dont 23 millions d'Ouïghours, tandis que des informations non officielles, font état d'environ 100 millions de musulmans, soit environ 9,5% de la population. La province à majorité turque musulmane est, depuis 2009, en proie à des violences sanglantes.

Depuis lors, Pékin a déployé des troupes dans la région, en particulier après la montée des tensions entre les "Han" chinois et les "Ouïghours" turcs, notamment dans les villes d'Urumqi, Kashgar et Tourfan, où les Ouïghours sont majoritaires.

Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme, publié en 2018, le Département d'État américain a déclaré en mars que la Chine détenait des musulmans dans des centres de détention "en vue de gommer leur identité religieuse et ethnique".

Pékin affirme que les centres, qualifiés par la communauté internationale de "camps d'internement", sont des "centres de formation professionnelle" destinés à "purifier l'esprit des détenus des idées extrémistes". *Traduit de l'arabe par Wejden Jlassi

USA :

US receives \$335M from Sudan in victim compensation

<https://www.aa.com.tr/en/africa/us-receives-335m-from-sudan-in-victim-compensation/2194233>

'We hope this aids in finding some resolution for the terrible tragedies that occurred,' says Anthony Blinken 31.03.2021 | ANKARA

The US has received \$335 million from Sudan to compensate victims of terror attacks against Americans, Washington's top diplomat said Wednesday.

"We are pleased to announce that the United States received the \$335 million provided by Sudan to compensate victims of the 1998 bombings of the U.S. Embassies in Kenya and Tanzania and the USS Cole in 2000 as well as the 2008 killing of USAID employee John Granville," Anthony Blinken said in a statement.

The 1998 embassy attacks and the bombing of the USS Cole, a guided-missile destroyer, off Yemen were claimed by al-Qaeda, which used Sudan as its base of operations during the 1990s.

Granville was killed in a gun attack in Khartoum in 2008.

Noting that achieving compensation for these victims "has been a top priority," Blinken said: "We hope this aids them in finding some resolution for the terrible tragedies that occurred."

He said Washington appreciates Sudan's efforts to work with the US to resolve the long-outstanding claims over the past two years.

"With this challenging process behind us, U.S.-Sudan relations can start a new chapter," he continued, saying that the US looks forward to expanding its bilateral relationship with Sudan.

US Treasury provides \$1.15B financing for Sudan

<https://www.aa.com.tr/en/americas/us-treasury-provides-115b-financing-for-sudan/2189370>

Move will help Sudan achieve sustainable, long-term economic growth, department says

Ovunc Kutlu | 26.03.2021 | ANKARA

The US Treasury Department announced Friday it provided bridge financing of around \$1.15 billion to help Sudan clear its arrears at the World Bank.

The department said in a statement the US praises Sudan's Civilian-Led Transitional Government (CLTG) for moving forward with reforms that will restore economic stability, secure debt relief, and improve economic prospects for citizens.

The move will normalize Sudan's relationship with the international community and help it to achieve sustainable, long-term economic growth, it added.

"It's an action that will move Sudan one step closer to securing much needed-debt relief and help the nation reintegrate into the international financial community," Treasury Secretary Janet Yellen said in the statement.

The US and Sudan signed a memorandum of understanding in January to clear \$1 billion of Sudan's arrears to the World Bank.

US welcomes Eritrea's announced Ethiopia withdrawal

<https://www.aa.com.tr/en/americas/us-welcomes-eritreas-announced-ethiopia-withdrawal-/2191920>

Looming withdrawal 'will be an important step in de-escalating the conflict, and restoring regional peace and stability'

Michael Hernandez | 29.03.2021 | WASHINGTON

The US on Monday cautiously welcomed Ethiopia's announcement that Eritrea would withdraw its forces from a conflict-hit border territory.

"The immediate and complete withdrawal of Eritrean troops from Tigray will be an important step in de-escalating the conflict, and restoring regional peace and stability," White House spokeswoman Jen Psaki told reporters. "We hope both governments will make good on this commitment on the ground urgently."

Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed made the announcement after returning from a two-day official visit to Eritrea's capital Asmara.

The Ethiopian National Defense Forces will take over security in the area immediately, Abiy said. Eritrean forces had entered Tigray after the outlawed Tigray People's Liberation Front (TPLF) fired rockets across the border into Asmara thereby provoking the Eritrean troops into crossing the border, Abiy said.

Ethiopia ended a security operation in Tigray in November following an armed attack by TPLF on Ethiopian troops.

However, sporadic fighting continues as hundreds of thousands of people were internally displaced and more than 60,000 fled to neighboring Sudan.

The Ethiopian Human Rights Commission in a report this week alleged that Eritrean troops killed 100 civilians in the historic town of Axum in Tigray.

On Thursday, the United Nations and the Ethiopian Human Rights Commission agreed to launch a joint investigation into all the atrocities committed in the region in a comprehensive manner.

Crise du barrage de la Renaissance: une délégation américaine en tournée en Afrique

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/crise-du-barrage-de-la-renaissance-une-d%C3%A9l%C3%A9gation-am%C3%A9ricaine-en-tourn%C3%A9e-en-afrique-/2188557>

-La tournée régionale comprend des visites au Congo, en Égypte, en Éthiopie et au Soudan.

Wejden Jlassi | 26.03.2021 | Washington AA/Washington

Un porte-parole du département d'État des États-Unis a annoncé jeudi qu'une délégation de son pays effectuera une tournée africaine élargie pour résoudre la crise éthiopienne du «barrage de la Renaissance».

La tournée de la délégation américaine élargie comprendra des visites au Congo, en Éthiopie, au Soudan et en Égypte.

La chaîne américaine "Al-Hurra" citant un porte-parole américain qui a requis l'anonymat a indiqué que dans le cadre de cette tournée, la délégation élargie comprend l'envoyé spécial américain au Soudan, l'ambassadeur Donald Booth, le principal sous-secrétaire intérimaire du Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales, Jonathan Moore, et la sous-secrétaire d'État adjointe aux affaires du Proche-Orient, Karen Sasahara."

Le responsable américain a formé le vœu que la délégation serait en mesure d'écouter les parties concernées, y compris l'Union africaine, pour trouver le meilleur moyen pour les États-Unis d'appuyer leurs efforts, et ce, dans le but d'avancer vers la résolution de la crise du «barrage de la Renaissance».

Il y a quelques jours, l'Éthiopie a rejeté une proposition soudanaise, soutenue par l'Égypte, de former une médiation internationale quadripartite, comprenant les Nations Unies, les États-Unis, l'Union européenne et l'Union Africaine, pour résoudre les négociations bloquées sur une période de 10 ans.

Le bassin du Nil couvre une superficie d'environ 3,1 millions de km², soit 10% du continent africain. Onze pays se partagent ce bassin: le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie.

Addis-Abeba envisage de démarrer le remplissage du barrage de la Renaissance cette année, pendant la saison des pluies, qui coïncide avec le mois de juillet prochain. Le Soudan et l'Égypte refusent cette décision unilatérale.

Le barrage de la Renaissance, édifié par l'Éthiopie sur le Nil (Nil bleu), suscite les craintes de l'Égypte quant à la diminution de sa part annuelle des eaux du fleuve (55.5 milliards de m³).

La partie éthiopienne affirme que le barrage lui sera d'une grande utilité, notamment en matière de production d'énergie, et qu'il ne causera aucun préjudice à l'Égypte ni au Soudan. *Traduit de l'arabe par Wejden Jlassi

US controls 90% of Syria oil

<https://www.middleeastmonitor.com/20210320-us-controls-90-of-syria-oil/>

March 20, 2021 at 11:29 am | Published in: Asia & Americas, Middle East, News, Syria, US | Syrian Oil Minister Bassam Toma'a has revealed that around 90 per cent of Syrian oil is under the control of US forces, Aram News Network reported on Friday.

"The Americans and their followers are acting like pirates as they are targeting the Syrian oil wealth and oil supplies," the Syrian regime minister asserted.

The minister added: "There is a promising future for the oil industry in the [Syrian] waters. We need tranquillity and stable logistic circumstances."

He stated that the total direct and indirect losses of the Syrian oil sector had exceeded \$92 billion, noting that what happened in Syria has never previously occurred regarding the exploitation of wealth and supplies.

It is worth noting that the oil ministry of the Bashar Al-Assad regime has signed contracts with the Russian oil firm Capital to explore oil off Tartus governorate's coasts with an area of 2,250 km².

UNION EUROPEENNE :

La France se prépare à l'éventualité d'une guerre

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/la-france-se-pr%C3%A9pare-%C3%A0-l-%C3%A9ventualit%C3%A9-d-une-guerre/2195728>

- Plusieurs dizaines de milliers de soldats seront mobilisés dont les forces de l'armée de l'air, la marine et l'armée de terre.

Ekip | 01.04.2021 France AA/Nice/Feiza Ben Mohamed

Plusieurs éléments, dont la planification de l'opération Orion, prévue en 2023, tendent à indiquer que la France se prépare à de nouvelles guerres à venir, comme le montre le journal The Economist dans une analyse publiée mercredi.

L'opération Orion, entraînement intense de plusieurs jours, devrait avoir lieu dans la Marne, sur les bases de Suippes, Mailly et Mourmelon.

Plusieurs dizaines de milliers de soldats seront mobilisés dont les forces de l'armée de l'air, la marine et l'armée de terre.

Cet exercice correspond à la préparation de conflits de grande intensité, comme des guerres entre États.

Selon le site d'information Business AM, « l'état-major a discrètement nommé dix groupes de travail » qui « doivent déterminer dans quelle mesure le pays est préparé à une guerre intensive ».

La même source évoque « non seulement la Russie, mais aussi la Turquie ou un pays d'Afrique du Nord (la Libye par exemple) » comme ennemi potentiel.

Pendant les entraînements de l'opération Orion, The Economist indique que le ministère des Armées prévoit « des exercices de poste de commandement, des scénarios hybrides, des simulations et des exercices de tir réel ».

En 2020 déjà, le journal l'Opinion, diffusait une interview du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre, menée par Jean-Dominique Merchet.

Le haut fonctionnaire y expliquait que la France se préparait au retour des guerres de haute intensité.

L'Union Européenne offre des ambulances et du matériel médical à la Tunisie

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/lunion-europ%C3%A9enne-offre-des-ambulances-et-du-mat%C3%A9riel-m%C3%A9dical-%C3%A0-la-tunisie/2189637>

Dans le cadre du programme "Essaha Aziza" (santé précieuse), que l'Union finance dans le but de renforcer les services de santé dans le pays, selon le ministère tunisien de la Santé. Mourad Belhaj | 27.03.2021 | Tunisia | AA / Tunisie

La Tunisie a reçu, vendredi, 193 véhicules à usage médical, ainsi que des équipements médicaux, offerts par l'Union Européenne.

Le ministère tunisien de la Santé a indiqué dans un communiqué que ce don s'inscrit dans le cadre du programme "Essaha Aziza" (santé précieuse), financé par l'UE dans le but de renforcer les services de santé dans le pays.

Et d'ajouter : "Ces véhicules et ces équipements (dont le type et la taille n'ont pas été précisés) ont été offerts pour soutenir les services de santé dans 13 gouvernorats du pays (sur 24 sans les préciser)."

Le communiqué explique que les 193 véhicules, entre ambulances et véhicules à quatre roues motrices, seront destinés à renforcer les centres de soins de santé de base, ainsi que les unités d'urgence et de réanimation mobiles.

Le communiqué cite le ministre tunisien de la Santé, Faouzi Mehdi, qui a déclaré que "ce programme permettra d'améliorer davantage les services de santé pour tous les Tunisiens dans plusieurs régions."

Mehdi a exprimé sa "satisfaction quant au niveau de coopération sanitaire entre la Tunisie et l'Union européenne."

A son tour, l'ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie, Marcus Cornaro, a souligné "le soutien continu de l'Union à la Tunisie dans le développement de son système national de santé", selon la même source.

Le communiqué n'a pas donné de détails sur le lieu de réception de ces équipements médicaux, ni sur le nombre d'ambulances et de véhicules à quatre roues motrices à usage médical.

En novembre 2019, la Tunisie, en partenariat avec l'Union européenne, a lancé le programme "Essaha Aziza" (santé précieuse), dans le but de procéder à la remise en état des hôpitaux et de les doter des équipements et matériels médicaux nécessaires. *Traduit de l'Arabe par Mourad Belhaj

Libye : L'UE lève les sanctions à l'encontre de l'ancien chef du gouvernement de «salut» libyen

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/libye-lue-l%C3%A8ve-les-sanctions-%C3%A0-lencontre-de-lancien-chef-du-gouvernement-de-salut-libyen/2189444>

- l'Union Européenne avait annoncé, en 2016, l'imposition de sanctions contre des personnalités libyennes, y compris al-Ghowel, les accusant d' "obstruction à la paix" en Libye. Hend Abdessamad | 26.03.2021 | Brussels Hoofdstedelijk Gewest AA/ Bruxelles / Omer Tugrul Çam

L'Union européenne a décidé de retirer Khalifa al-Ghowel, chef de l'ancien gouvernement de «salut» libyen, de sa liste de sanctions.

C'est ce qui ressort du communiqué publié vendredi par le Conseil européen, dans lequel il a précisé que la décision de retirer Al-Ghowel de la liste des sanctions, entrera en vigueur le 2 avril.

Les sanctions à l'encontre de Khalifa al-Ghowel, qui a également occupé le poste de ministre de la Défense au sein du gouvernement de Salut, comprennent une interdiction de voyager et un gel des avoirs.

En 2016, l'Union Européenne avait annoncé l'imposition de sanctions contre des personnalités libyennes, y compris al-Ghowel, les accusant d' "obstruction à la paix" en Libye. *Traduit de l'arabe par Hend Abdessamad

ONU / UN :

Mali : quatre Casques bleus tués dans l'attaque d'un camp de la MINUSMA

<https://news.un.org/fr/story/2021/04/1093212>

Les Nations Unies ont condamné l'attaque meurtrière perpétrée vendredi contre une base de la mission de l'ONU au Mali dans la région de Kidal.

Les Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) ont repoussé, vendredi, une attaque complexe contre un de leur camp à Aguelhok, dans le nord-est du pays.

L'attaque a eu lieu le matin du 2 avril aux alentours de 6h15 (heure locale).

« Les Casques bleus ont vaillamment repoussé une attaque complexe perpétrée par plusieurs terroristes lourdement armés », a indiqué la MINUSMA dans un communiqué de presse publiée le jour de l'attaque.

La mission onusienne a fait état, vendredi, d'un bilan provisoire de quatre Casques bleus tchadiens décédés ainsi que de 19 blessés. Des hélicoptères ont été dépêchés sur place afin d'évacuer les blessés.

« Les assaillants ont subi de lourdes pertes notamment plusieurs morts abandonnés sur place », a précisé l'opération de paix de l'ONU.

Par la voix de son porte-parole, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a condamné dans les termes les plus forts cette attaque.

L'attaque a également été fermement condamné par la MINUSMA, qui l'a qualifié d'« ignoble attaque terroriste » et d'une « énième tentative contre le processus de paix et la mise en œuvre de l'accord par les ennemis de la paix », et par le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix.

« Le Secrétaire général rappelle que les attaques visant les Casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre au regard du droit international et que leurs auteurs sont passibles de poursuites », a dit son porte-parole dans une déclaration de presse publiée le soir de l'attaque meurtrière.

« Ce crime ne doit pas rester impuni », a insisté M. Lacroix sur son compte Twitter officiel.

M. Guterres a exhorté les autorités maliennes à déployer tous les efforts possibles afin « d'identifier et de traduire rapidement en justice les auteurs de cette attaque odieuse ».

La MINUSMA a assuré que cette attaque n'entamera en rien sa détermination à poursuivre l'exécution de son mandat. La mission onusienne a également réitéré son engagement continu à protéger les populations et à œuvrer pour la paix. « Le Secrétaire général réaffirme la solidarité des Nations Unies avec le peuple et le gouvernement de la République du Mali dans leur quête de paix » a également souligné son porte-parole.

Le chef de l'ONU et la MINUSMA ont salué le courage et la bravoure des Casques bleus qui ont vigoureusement repoussé cette attaque. L'opération de paix des Nations Unies au Mali a également remercié les forces internationales qui ont apporté leur soutien aérien.

M. Guterres, M. Lacroix et la MINUSMA ont présenté leurs condoléances au gouvernement tchadien, ainsi qu'aux familles des soldats de la paix tombés au champ d'honneur. Ils ont également souhaité un prompt et complet rétablissement aux blessés.

La MINUSMA est la mission des Nations Unies la plus dangereuse au monde. Depuis sa création en 2013, 245 Casques bleus ont été tués. Cinq soldats de la paix avaient déjà trouvé la mort en janvier dans des attaques au Mali.

RDC : le Conseil de sécurité se félicite des efforts du Président Tshisekedi en vue de la réconciliation, de la paix et de la stabilité

<https://news.un.org/fr/story/2021/04/1093192>

1 avril 2021 Paix et sécurité | Dans une déclaration faite à la presse, par sa Présidente, Linda Thomas-Greenfield, le Conseil de sécurité s'est félicité, mercredi, des efforts déployés par le Président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, en vue de la réconciliation, de la paix et de la stabilité dans le pays.

« Les membres du Conseil se sont félicités des efforts faits par le Président Tshisekedi en vue de la réconciliation, de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo », a déclaré dans la soirée, devant les journalistes la Représentante permanente des États-Unis, Linda Thomas-Greenfield.

« Les membres du Conseil ont noté que la stabilité politique et la sécurité ainsi que la présence renforcée de l'État dans les zones de conflit sont essentielles à la consolidation d'une paix durable en République démocratique du Congo », a-t-elle ajouté.

Dans cette déclaration qui fait suite à la réunion du 30 mars sur la situation en RDC et sur les activités de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), les Quinze, après avoir entendu un exposé de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, Bintou Keita, ont pris note de l'action menée en vue de la formation d'un Gouvernement qui mettra en œuvre les engagements pris par le Président Tshisekedi de réaliser l'unité nationale, de renforcer l'état de droit et de favoriser l'inclusion politique et la consolidation de la paix. Ils ont également pris note de son intention d'avoir un Gouvernement composé de 30 % de femmes.

Par ailleurs, le Conseil a salué les mesures prises par le chef de l'État congolais pour lutter contre la corruption et l'impunité et l'ont engagé à continuer d'agir, pour veiller à ce que le Gouvernement de la République démocratique du Congo respecte les droits humains et les libertés fondamentales.

Ses membres ont engagé le Gouvernement à poursuivre son action à cet égard, notamment par l'élaboration et l'application d'un cadre national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, d'un plan de réforme du secteur de la sécurité et d'une stratégie globale de stabilisation et de prévention des conflits.

En outre, le Conseil s'est dit inquiet de la situation humanitaire en cours, au vu de l'augmentation considérable du nombre de personnes qui ont besoin de protection et d'une aide humanitaire.

Recrudescence des violences à l'est du pays

Dans la même déclaration lue par l'Ambassadrice américaine qui présidait le Conseil de sécurité au mois de mars, les Quinze « se sont déclarés préoccupés par la poursuite des violences intercommunautaires et la recrudescence de l'activité des groupes armés dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo, notamment des Forces démocratiques alliées, au Nord-Kivu et en Ituri, et des nombreux groupes armés locaux au Sud-Kivu ».

Ils ont réaffirmé leur condamnation de tous les groupes armés qui sont actifs dans le pays et demandé à tous les acteurs de mettre un terme à la violence ainsi qu'aux violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et aux atteintes à ces droits.

Les Quinze ont rappelé qu'il importait que la République démocratique du Congo et ses voisins collaborent pour mettre fin à l'insécurité dans la partie orientale de la République démocratique du Congo en mobilisant une plus grande volonté politique et en adoptant des démarches plus intégrées, telles que la coopération et l'intégration économiques

Ils ont encouragé la poursuite des efforts visant à favoriser un développement économique durable, comme moteur d'une paix régionale, et à remédier aux causes profondes des conflits, notamment l'exploitation et le trafic illicites des ressources naturelles, et à réduire la pauvreté. Ils ont salué les mesures prises par la République démocratique du Congo et la région à cet égard.

Ils se sont félicités de la stratégie régionale des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs et se sont réjouis de l'élaboration inclusive d'un plan d'action pour sa mise en œuvre.

« Les membres du Conseil ont réaffirmé leur soutien et leur attachement, en collaboration avec les acteurs régionaux et les partenaires internationaux, à la consolidation de la paix, à la stabilité et au développement en République démocratique du Congo », a fait valoir la Présidente.

« Ils ont également réaffirmé leur plein appui à la MONUSCO et à la nouvelle Représentante spéciale, Bintou Keita, et engagé le Gouvernement de la République démocratique du Congo à participer à l'élaboration d'un plan de transition détaillé en vue d'un retrait progressif et échelonné de la Mission, a-t-elle conclu.

Côte d'Ivoire : la CPI confirme l'acquittement de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé

<https://news.un.org/fr/story/2021/03/1093092>

31 mars 2021 Droit et prévention du crime | Le 15 janvier 2019, la Chambre de première instance I de la CPI avait acquitté l'ancien Président ivoirien (2000-2010) et l'ex-chef du mouvement des Jeunes Patriotes proche de M. Gbagbo de toutes les charges de crimes contre l'humanité prétendument perpétrés en Côte d'Ivoire en 2010 et 2011.

La Procureure de la CPI, Fatou Bensouda, avait fait appel de ce jugement, arguant que la décision de la Chambre de première instance d'acquitter MM. Gbagbo et Blé Goudé avait enfreint les exigences statutaires et qu'elle a été prise sans articuler correctement et appliquer systématiquement une norme d'administration de la preuve clairement définie et son approche pour évaluer le caractère suffisant de la preuve.

Dans son arrêt pris à la majorité de ses cinq juges, la Chambre d'appel de la CPI a rejeté les deux moyens d'appel de la Procureure.

La Chambre d'appel a conclu, entre autres, que, si les chambres de première instance devraient idéalement rendre le verdict et les motifs de façon simultanée, un délai entre le prononcé d'un verdict et ses motifs ne peut pas nécessairement invalider un procès dans son ensemble. Au contraire, une telle séparation peut être clairement justifiée dans les circonstances particulières d'une affaire ; le plus évident à cet égard est lorsque la liberté d'un accusé acquitté est en jeu.

La Chambre d'appel a également rejeté l'argument selon lequel les deux juges de la Chambre de première instance formant la majorité n'avaient pas articulé et appliqué de manière cohérente la norme d'administration de la preuve. La Chambre d'appel a noté à cet égard que les deux juges avaient estimé que les éléments de preuve contre les deux accusés étaient exceptionnellement faibles.

L'acquittement de MM. Gbagbo et Blé Goudé est désormais définitif.

Deux juges ont exprimé leur désaccord

Sur les cinq juges qui composent la Chambre d'appel de la CPI, deux d'entre eux, Luz del Carmen Ibáñez Carranza et Solomy Balungi Bossa, ont exprimé des opinions dissidentes expliquant leur désaccord sur la confirmation de l'acquittement.

Estimant que la décision de la Chambre de première instance était sérieusement entachée de graves erreurs, les juges Ibáñez et Bossa auraient fait droit à l'appel de la Procureure et ordonné un nouveau procès à l'encontre de MM. Gbagbo et Blé Goudé.

Président de la Côte d'Ivoire de 2000 à 2010, M. Gbagbo estimait avoir remporté l'élection présidentielle de 2010 et avait refusé de reconnaître la victoire de son rival Alassane Ouattara. La crise politique qui a suivi ce scrutin présidentiel a conduit à des violences en Côte d'Ivoire et à de nombreux morts.

Arrêté le 11 avril 2011 par les forces de M. Ouattara, M. Gbagbo avait été ensuite remis à la CPI qui l'a inculpé de quatre chefs d'accusation pour crimes contre l'humanité commis en 2010 et 2011 en Côte d'Ivoire et l'a incarcéré dans son centre de détention à La Haye, au Pays-Bas. M. Blé Goudé avait été remis en 2014 à la CPI qui l'avait inculpé des mêmes chefs d'accusations de crimes contre l'humanité.

Le procès dans cette affaire s'est ouvert le 28 janvier 2016. Le 15 janvier 2019, la Chambre de première instance I de la CPI, à la majorité, a acquitté MM. Gbagbo et Blé Goudé de toutes les charges de crimes contre l'humanité prétendument perpétrés en 2010 et 2011.

Les conditions à la mise en liberté sont révoquées

Suite à l'acquittement en première instance de MM. Gbagbo et Blé Goudé, la Chambre d'appel a imposé, le 1er février 2019, des conditions à leur mise en liberté dans un État disposé à les accepter sur son territoire et désireux et apte à faire respecter les conditions fixées par la Chambre. Les deux Ivoiriens ne sont plus au quartier pénitentiaire de la CPI suite à leur mise en liberté avec conditions.

Dans son arrêt, la Chambre d'appel a révoqué toutes les conditions sur la mise en liberté de MM. Gbagbo et Blé Goudé et a chargé le Greffier de la CPI de prendre les dispositions nécessaires pour le transfert en toute sécurité des deux Ivoiriens vers un ou plusieurs États d'accueil.

La CPI confirme en appel la peine de 30 ans de prison de l'ancien chef de guerre congolais Bosco Ntaganda

<https://news.un.org/fr/story/2021/03/1093052>

31 mars 2021 | Droit et prévention du crime | La confirmation du verdict (crimes de guerre et crimes contre l'humanité) a été décidée à la majorité des juges de la Chambre d'appel de la CPI. Celle portant sur la peine (30 ans d'emprisonnement) a recueilli l'unanimité des magistrats de la Chambre d'appel.

En juillet 2019, une Chambre de première instance de la CPI avait déclaré M. Ntaganda coupable de 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, commis dans la province de l'Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en 2002 et 2003, et l'avait condamné à 30 ans de prison.

M. Ntaganda et la Procureure de la CPI, Fatou Bensouda, avaient fait appel du verdict et l'ancien chef de guerre congolais avait également fait appel du jugement sur la peine.

Pas de violation du droit à un procès équitable

La Chambre d'appel a conclu que M. Ntaganda n'avait pas démontré que son droit à un procès équitable avait été violé et a également conclu qu'en condamnant M. Ntaganda, la Chambre de première instance n'avait pas excédé les faits et circonstances décrits dans les charges.

La Chambre d'appel a également rejeté sa contestation de la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle les crimes pour lesquels il avait été jugé pénalement responsable faisaient partie d'une attaque lancée à l'encontre d'une population civile, en application ou dans la poursuite de la politique d'une organisation. Elle a en outre rejeté la contestation par M. Ntaganda des conclusions de la Chambre de première instance sur la co-perpétration indirecte.

La Chambre d'appel a également conclu que la Chambre de première instance avait fourni une évaluation raisonnable des éléments de preuve concernant la connaissance et l'intention de M. Ntaganda des crimes de viol et d'esclavage sexuel d'individus de moins de 15 ans, d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans et de leur utilisation pour les faire participer activement à des hostilités, et en relation avec les crimes restants.

La Chambre d'appel a également rejeté les moyens d'appel de la Procureure concernant l'interprétation du terme « attaque » figurant à l'article 8-2- e- iv du Statut de Rome.

Concernant l'appel contre la peine, la Chambre d'appel a rejeté la contestation par M. Ntaganda de l'évaluation par la Chambre de première instance de son degré de participation et de connaissance des crimes, y compris le crime d'esclavage sexuel et de viol de civils. De même, les contestations de M. Ntaganda à l'égard de l'appréciation par la Chambre de première instance des circonstances aggravantes présumées (liées au crime de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile) et des circonstances atténuantes (y compris les souffrances et la discrimination qu'il a subies du fait de son expérience du génocide rwandais) ont également été rejetées.

En particulier, en ce qui concerne cette dernière, la Chambre d'appel a estimé que l'expérience personnelle de M. Ntaganda dans le génocide rwandais ne pouvait pas diminuer sa culpabilité compte tenu de son comportement criminel et de la gravité des crimes pour lesquels il a été condamné.

Suite aux arrêts rendus ce mardi par la Chambre d'appel, le verdict et la peine prononcés sur le jugement de M. Ntaganda sont désormais définitifs.

Aider les victimes « à tourner la page »

« J'espère que la décision rendue aujourd'hui et la peine de 30 ans d'emprisonnement confirmée aideront les victimes et les communautés affectées en Ituri à tourner la page, la justice ayant

finalement été rendue à la CPI pour leurs souffrances », a déclaré, mardi, Mme Bensouda, dans un tweet publié par la Cour.

La Procureure de la CPI a assuré que son bureau continuerait à faire tout son possible, dans le cadre de son mandat et des ses moyens, « pour faire progresser la responsabilité pour crimes atroces, y compris pour crimes sexuels et à caractère sexiste, ainsi que les crimes contre les enfants et les touchant ».

Mozambique : l'ONU mobilisée pour aider les personnes fuyant les violences à Palma

<https://news.un.org/fr/story/2021/03/1093022>

30 mars 2021 Paix et sécurité | Depuis le 24 mars, la ville de Palma située près d'un important gisement de gaz est attaquée par des combattants surnommés « Al-Chabab » et revendiquant leur affiliation à l'organisation terroriste Etat islamique.

« Des affrontements sporadiques sont encore signalés à Palma ce matin », a déclaré mardi, Jens Laerke, le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) à Genève.

Selon OCHA, plus de 110.000 personnes vivent à Palma et aux alentours et environ 40% d'entre elles sont des personnes qui avaient déjà été déplacées d'autres parties de la province de Cabo Delgado. Des milliers de personnes ont quitté la ville pour se réfugier dans la brousse.

Pour les Nations Unies, il est difficile de pouvoir vérifier ce qui se passe à Palma où les communications sont coupées. « Mais nous avons reçu des rapports alarmants que des dizaines de civils auraient été tués dans des conflits et affrontements », a dit M. Laerke.

« Notre personnel a appris que bon nombre des personnes évacuées avaient vu des membres de leur famille tués », a, pour sa part, déclaré Paul Dillon, porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Au 30 mars, l'OIM a enregistré 3.361 personnes déplacées ayant fui les violences à Palma. « Beaucoup ont fui sans rien d'autre que les vêtements qu'elles portent », a indiqué M. Dillon.

« Nous nous attendons à ce que des milliers de personnes supplémentaires arrivent à pied, en bateau et par la route pour atteindre des destinations plus sûres, notamment Pemba, à environ 400 kilomètres au sud le long de la côte », a ajouté M. Laerke.

Evacuation de plus de 280 personnes

Depuis le début des attaques sur Palma, le service humanitaire aérien des Nations Unies opéré par le Programme alimentaire mondial (PAM) a évacué plus de 280 personnes depuis Palma et ses environs. Parmi les personnes évacuées, des enfants. Sept mineurs non-accompagnés ont été pris en charge par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à leur arrivée, lundi, à l'aéroport de Pemba.

« Tous les enfants sont désorientés et effrayés. Beaucoup ont passé des jours à se cacher dans la brousse sans nourriture ni eau », a expliqué Marixie Mercado, porte-parole de l'UNICEF.

Selon les derniers chiffres de l'OIM, un total de 670.000 personnes ont été déplacées dans le nord du Mozambique depuis le début des attaques en octobre 2017. Plus de moitié d'entre elles (350.000) sont des enfants, selon l'UNICEF.

« L'ONU et nos partenaires humanitaires réagissent rapidement, en garantissant que nous avons des équipes prêtes à accueillir ceux qui fuient », a assuré M. Laerke.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'OIM, l'UNICEF et le PAM ont commencé à distribuer aux personnes déplacées une aide alimentaire, sanitaire et logistique (abris de base et articles ménagers). Du savon, des médicaments, de l'eau et des services d'assainissement ont également été fournis pour lutter contre le choléra et la Covid-19.

